



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



NIGER/AFRIQUE

Rapport narratif de progrès annuel

01 Janvier – 31 Décembre 2020

Titre du Programme & Numéro du Programme

Programme de l'Initiative Spotlight au Niger

MPTF Office Project Reference Number :¹
00111643

Organisation(s) bénéficiaire(s)

1. UNDP
2. UNFPA
3. UN WOMEN
4. UNICEF

Coût du programme (US\$)

Budget total approuvé pour la phase I pour le Spotlight CPD/RPD : 18,929,956 USD

**Financement de la phase I du Spotlight :²
17,000,000 USD**

Contribution des Agences : 1,929,956 USD

Financement Spotlight et contribution des agences par agence :

Noms des RUNO	Spotlight Phase I (USD)	Contribution des Agences (USD)
UNDP	4,048,345	175,768
UNFPA	5,651,624	694,589
UNICEF	4,410,485	443,781
UN WOMEN	2,889,546	451,857
TOTAL	17,000,000	1,765,995

TOTAL: 18,765,995 USD

Régions/zones/localités prioritaires du programme

Quatre (4) régions qui ont les taux les plus élevés de VBG au Niger sont couvertes par le programme. Il s'agit de : Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéry.

Au total le programme est mis en oeuvre dans 60 communes soit 15 communes par région et dans 300 villages soit 5 villages par commune sur toute la durée du Programme 2019-2022.

Partenaires clés

- Gouvernement (Ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'Enfant, de la justice, du Plan, des Finances, de l'Enseignement Primaire, des Enseignements Professionnels et Techniques, des Enseignements Secondaires, de la Santé Publique, de la Défense Nationale, de l'Intérieur, de l'Hydraulique et de l'Assainissement).
- Les Institutions (l'Assemblée Nationale, le Conseil Islamique, l'Association des Chefs Traditionnels du Niger-ACTN, l'Institut National de la Statistique-INS-, L'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire-ANAJJ-).
- Association pour le Bien-être (APBE), SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales (SOS-FEVVF), PLCE/F, SongES, AEDL Espoir et l'Association des Professionnelles Africaines de la communication APAC/Niger.

Dates du début et de la fin du programme

Date de démarrage :
01.01.2019

Date de la fin :
31.12.2022

Rapport soumis par :

Madame Louise Aubin
Coordonnatrice Résidente SNU Niger,
Coordonnatrice Humanitaire/DO
Adresse mail : louise.aubin@un.org

¹ The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).

² The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#).

Table des Matières

Liste des acronymes et abréviations	4
Résumé exécutif	6
Changements contextuels et état de mise en oeuvre	12
Gouvernance et coordination du programme	16
Partenariats du programme	23
Résultats	31
a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats	31
b) Capturer le changement au niveau des résultats	35
Titulaires de droits («Bénéficiaires»)	82
Défis et mesures d'atténuation	83
Leçons apprises et opportunités du programme	84
Innovations et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques	87
Communication et visibilité	89
Prochaines étapes	109
Annexes	110
Annexe A : Cadre de résultats	111
Annexe B : Matrice des risques	123
Annexe C : CSO engagement report	125
Annexe D : Modèle de rapport sur les bonnes pratiques ou les bonnes pratiques	128

Liste des acronymes et abréviations

ACPE	Approche Communautaire de la Protection de l'Enfant
ACTN	Association des Chefs Traditionnels du Niger
ANAJJ	Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire
ANDH	Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme
APAC	Association des Professionnelles Africaines de la communication
APBE	Association pour le Bien-Être
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale
CNRFO	Centre National de Référencement des Fistules Obstétricales
COGES	Comités de Gestion des Établissements Scolaires
CR	Coordonnatrice Résidente
CSI	Centre de Santé Intégré
CVPE	Comité Villageois de Protection de l'Enfant
DCO	Défenseurs Commis d'Office
DDF	Défenseurs des Droits des Femmes
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EPI	Equipements de protection individuelle
FACOM	Facilitateur Communautaire
FO	Fistules Obstétricales
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
GRSC	Groupe de Référence de la Société Civile
INS	Institut National de la Statistique
ISF	Indice Synthétique de Fécondité
JEA	Jeunes Experts Associés
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MPFPE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
OCB	Organisations Communautaires de Base
ODD	Objectifs du Développement Durable
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONPG	Observatoire National pour la Promotion du Genre
OSC	Organisation de la Société Civile
PBSG	Planification et la Budgétisation Sensible au Genre
PDL	Plan de Développement Local
PFLN	Plateforme des Femmes Responsables du Niger
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PME	Suivi et Évaluation Participatifs
POS	Procédures Opérationnelles Standard
PTF	Partenaire Technique et Financier

PTFM	Plateforme Multifonctionnelle
REJEA	Réseau des Journalistes pour l'Eau et l'Assainissement
SNU	Système des Nations Unies
SOS-FEVVF	SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales
TIC	Technologies de l'information et de la Communication
UE	Union européenne
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UN WOMEN	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
VBG	Violences Basées sur le Genre

Résumé exécutif

La deuxième année de mise en oeuvre du programme s'est référée aux bonnes pratiques, aux leçons apprises et aux défis de l'année 2019. Dans cette perspective, des renforcements sur la coordination des activités par Pilier, le développement des synergies entre les acteurs de mise en oeuvre, l'implication de nouveaux acteurs (Police, Gendarmerie, Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire -ANAJJ-) et la prise en compte des groupes faisant face aux discriminations croisées (albinos, personnes malvoyantes, personnes vivant avec un handicap moteur) ont été introduits dans les stratégies du programme.

Bien qu'il n'y ait pas d'évidences sur l'impact socio-économique de la COVID-19 sur les femmes et les filles, sa survenue a privé beaucoup de femmes et de filles à l'accès aux services sociaux de base et aux activités génératrices de revenus.

Ces contraintes ont conduit à la révision du Plan de travail 2020 en intégrant des actions de lutte contre la COVID-19, pour maintenir la mise en oeuvre du programme tout au long de l'année, même si elle a été plus ralentie. Grâce à cette révision, l'Initiative Spotlight a été en mesure d'adopter une approche qui combine à la fois la mise en oeuvre des activités en présentielle et en virtuelle. En appui à ces partenaires de mise en oeuvre, le Programme Pays a donné la priorité à la mise à disposition d'un appui technique : 1) aux partenaires institutionnels pour l'élaboration des stratégies de réponse à la COVID-19, 2) aux prestataires de services de première ligne pour renforcer leur capacité opérationnelle et technique à se réadapter au nouveau contexte, 3) aux mouvements de femmes et aux organisations de la société civile, y compris les organisations de base et les organisations de jeunes pour favoriser leur implication dans la promotion des actions de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, 4) aux chefs communautaires et traditionnels et aux institutions locales pour promouvoir des activités de prévention innovantes, notamment par l'engagement des hommes et des garçons.

La conjugaison des efforts, le renforcement de la synergie des interventions et de la coordination inter-agences dans l'esprit de la réforme de l'ONU sur les résultats obtenus et entre les différentes parties prenantes ont abouti à des changements notables. L'engagement de l'Union Européenne dans la mise en oeuvre du Plan de Travail révisé a aussi contribué aux changements positifs observés.

Résultats clés – Initiative Spotlight Niger

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS : 1 291 personnes ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités au cours de la période de référence.



ACCÈS AUX SERVICES :

26 124

femmes et filles ayant un accès accru et/ou des connaissances sur les services essentiels.

ACTIVITÉS DE PRÉVENTION :

116 698



personnes ont bénéficié des actions de prévention de l'Initiative Spotlight.

354 filles et femmes ont été opérées pour les fistules obstétricales et 122 femmes opérées pour prolapsus utérin.

16 plateformes multifonctionnelles ont été installées et ont permis la réinsertion socio-économique de 350 femmes victimes de VBG.

Création et renforcement de réseaux, de plateformes et de mouvements : 972 plateformes (144 Comité Villageois de Protection de l'Enfant, 566 clubs Dimatra, 191 Espaces sûrs, 15 Plateformes multi-acteurs et clubs hommes actifs, 56 groupes/réseaux de défenseurs des droits des femmes) et réseaux ont été créés pour favoriser le dialogue, les échanges et les efforts de plaidoyer.

Le présent rapport qui décrit les résultats et progrès de l'Initiative Spotlight au Niger financée par l'Union européenne, couvre la période allant de janvier à décembre 2020. Les activités ont été mises en oeuvre dans les quatre régions d'intervention de l'Initiative Spotlight, à savoir Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder. Les principaux résultats obtenus par Pilier au cours de l'année 2020 se présentent comme suit :



100

cadres de l'Éducation

Dans le Pilier 1,

les actions de renforcement des capacités ont permis à 100 cadres de l'Éducation sur le terrain dont 80% de femmes, d'éclairer les communautés sur les contenus des arrêtés d'application du décret portant protection de la jeune fille en cours de scolarité. Les connaissances acquises et les actions coordonnées avec les comités villageois de protection de l'enfant ont permis aux acteurs d'influencer positivement les comportements pour l'abandon des mauvaises pratiques.

20 chefs traditionnels des cantons des régions de Tillabéri et de Tahoua ainsi que 130 personnes (cadres des ministères sectoriels, OSC, mouvements féminins et médias) ont vulgarisé le cadre légal et politique protégeant les femmes et les filles victimes de violence dans leurs localités. Le Groupe de Référence de la Société Civile a joué un rôle important pendant le processus électoral en produisant une déclaration commune pour prévenir les risques de violence et en soutenant l'application de la loi sur le quota³.



121

membres
des
Cellules
Genres

Au niveau du Pilier 2,

la réalisation d'une évaluation des besoins pour chaque ministère clé a permis d'élaborer un plan de renforcement des capacités. L'opérationnalisation de ce plan a abouti à la mise en place d'un pool de 30 formateurs issus de 10 ministères clés. Grâce aux formations reçues sur la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG), 121 membres des Cellules Genres sont capables de planifier, de budgétiser, d'évaluer les besoins à adresser et d'analyser les documents de Politiques et Stratégies de leur secteur en tenant compte du genre, des discriminations d'égalité et d'équité afin de mieux conseiller les décideurs et les exécutants. De même, 17 députés dont deux femmes et 21 cadres techniques de l'Assemblée Nationale dont sept femmes ont été sensibilisés sur la PBSG pour faciliter le rehaussement des allocations budgétaires dédiées à l'élimination des VBG dans les ministères sectoriels. Enfin, les résultats de l'évaluation des besoins a permis à l'Initiative Spotlight de soutenir le démarrage du processus d'institutionnalisation de la PBSG en élaborant une stratégie nationale de PBSG qui est en cours de validation.

Au Pilier 3,

le Programme s'est basé sur les acquis de 2019 pour continuer à investir dans des stratégies de changements de comportement et sociétal en impliquant directement les parents, les traditionnels et religieux ainsi que les hommes, les femmes, les filles et les garçons. Les actions d'animations communautaires se sont développées à travers les approches de communication interpersonnelle, les médias de masse et les plateformes numériques qui existaient au préalable et amplifiées pendant la COVID-19.

³ Le vote par l'Assemblée Nationale de la nouvelle loi n° 2019-69 du 6 Décembre 2019 sur les quotas modifiant et complétant la loi n° 2000-008 du 7 juin 2000 instituant le système des quotas aux postes de décision électifs et nominatifs au gouvernement et dans l'administration d'État. Cette nouvelle disposition de loi, agit favorablement sur les quotas qui passent de 15 à 25% de l'un ou l'autre sexe aux postes électifs et de 25 à 30% pour les postes nominatifs.



288

adolescentes

Au total, 596 325 personnes (dont 167 846 hommes, 215 010 femmes, 116 404 filles, 97 065 garçons) ont été touchées au cours de l'année et ont pris conscience des causes et des effets des VBG, et ont initié des règlements et des actions pour prévenir les VBG. Les actions de prévention incluent l'organisation des dialogues communautaires périodiques sur des questions liées à la santé, l'hygiène, la salubrité, l'implication des hommes dans certaines tâches pour soulager les femmes, la scolarisation des enfants, notamment des filles, le mariage d'enfants. Des équipements de prévention de la COVID-19 ont été distribués à tous les partenaires et travailleurs de première ligne pour garantir le strict respect des protocoles de sécurité et réduire les risques de contamination. Un des points positifs de l'Initiative Spotlight est l'identification de 288 adolescentes « correspondantes protection » qui sont aptes à animer des ateliers communautaires et de partager leurs connaissances avec leurs homologues filles.



1 102

survivantes
de viols et
d'agressions
sexuelles

Au Pilier 4,

L'Initiative Spotlight a adopté une stratégie focalisée sur la mise en place des services de prise en charge holistique des survivantes de VBG. Ainsi, la réponse a été organisée autour des services de prise en charge sanitaire, psychosociale, des cliniques juridiques pour la prise en charge juridique et des services de réinsertion socio-économique. Le Programme a élaboré des Procédures Opérationnelles Standard (POS) et des schémas de référencement afin d'améliorer la qualité des services essentiels fournis aux survivantes et de mieux coordonner les mesures conjointes de prévention et de réponses aux VBG. Ainsi, l'équipement de 22 Centres de Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgences de Base (SONUB) en kits post viol a permis de prendre en charge 1 102 survivantes de viols et d'agressions sexuelles dont 232 ont moins de 19 ans. De même, l'installation de 22 Cliniques juridiques couvrant les 300 villages cibles de l'Initiative Spotlight a permis à 115 victimes de VBG de bénéficier d'une assistance juridique. Au total, ce sont 2 991 cas de VBG (37 cas de viol, 34 cas d'agressions sexuelles, 435 cas de violences physiques, 219 cas de violences psychologiques, 1 660 cas de déni de ressources ou violences économiques liées à la perte d'emploi et 606 cas de mariages d'enfants) qui ont été pris en charge dans les 36 services sociaux, 9 centres d'écoute et 144 Comité Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) dans les communes cibles. Parmi ces cas de VBG, 509 cas graves (viols, agressions sexuelles, entre autres) ont été référés vers d'autres services, principalement la santé, la justice, la police. Grâce au partenariat noué avec la police et la Gendarmerie, 2 789 cas de VBG ont été gérés par ces deux entités.



24

formés
acteurs

Au Pilier 5,

Au total 24 acteurs (gestionnaires des cas, gestionnaires des données des ONG et des services techniques) formés sont capables d'utiliser le système d'information GBVIMS. Cependant les cellules de protection des femmes et des mineurs de la police et de la gendarmerie conformément aux normes mondiales de GBVIMS ne sont pas des fournisseurs directs de données sur les VBG. Cette limite a été corrigée en obtenant un consensus entre la police et la gendarmerie et l'ONG Association Pour le Bien-Etre (APBE). La gestion des données dans GBVIMS provenant de la police et de la gendarmerie est du ressort de l'ONG APBE. Comme résultat de ce partenariat, c'est l'élaboration d'un outil de collecte de données de cas de VBG en s'inspirant du GBVIMS.

Un schéma sur les différents acteurs, sources de données VBG et le circuit de l'information ainsi que leur traitement a été élaboré pour la mise en place d'un mécanisme national de collecte et de traitement des données VBG.



201

organisations
de promotion
et de
protection
des droits des
femmes et
des filles

Enfin au niveau du Pilier 6,

L'Initiative Spotlight a mis en place un mécanisme d'auto-protection des Défenseurs des Droits des Femmes et a soutenu l'intégration des organisations représentant les jeunes et d'autres groupes marginalisés confrontés à des formes de discriminations croisées dans des coalitions et des réseaux. Ce mécanisme contribue à les protéger dans l'exercice de leur fonction et sur les recours aux procédures de saisine en cas de violation de leurs droits.

L'étude sur la cartographie des organisations de la société civile et des mouvements féminins a permis d'identifier 201 organisations de promotion et de protection des droits des femmes et des filles dont 129 organisations féminines et 19 représentants les jeunes afin de contribuer à la sensibilisation des populations sur les VBG, sur les services essentiels existants et sur les conduites à tenir pour avoir accès aux services.

La e-plateforme dénommée Plateforme VBG Niger créée en 2019 a été fonctionnelle en organisant son premier forum de discussion en ligne sur le thème « Introduction aux thématiques VBG avec la participation d'une vingtaine d'ONG » le 6 Novembre 2020. Pour renforcer la e-plateforme et faciliter les échanges entre les acteurs, un groupe WhatsApp a été créé.

Dans le cadre des 16 jours d'activisme, 50 chauffeurs de taxi ont bénéficié d'une séance de sensibilisation sur les causes et les conséquences des VBG ainsi que des mécanismes de référencement pour les victimes de VBG. Ils sont devenus aujourd'hui des ambassadeurs de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en diffusant les messages clés sur les VBG à travers la pose des affiches sur leurs taxis et en portant des écharpes et des tee-shirts aux couleurs orange.



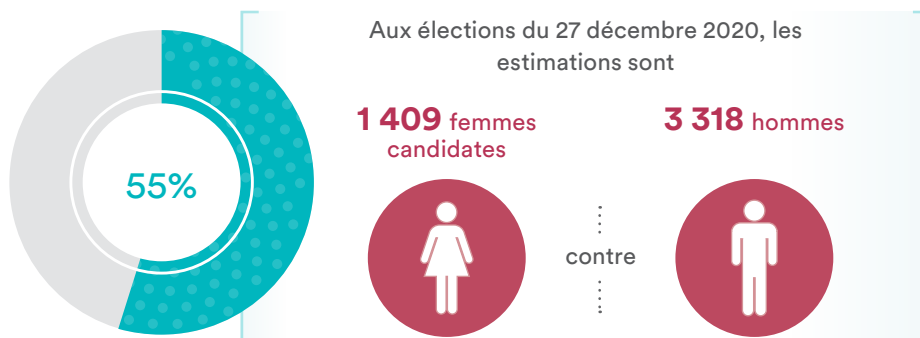
Chauffeurs de taxi

Changements contextuels et état de mise en oeuvre

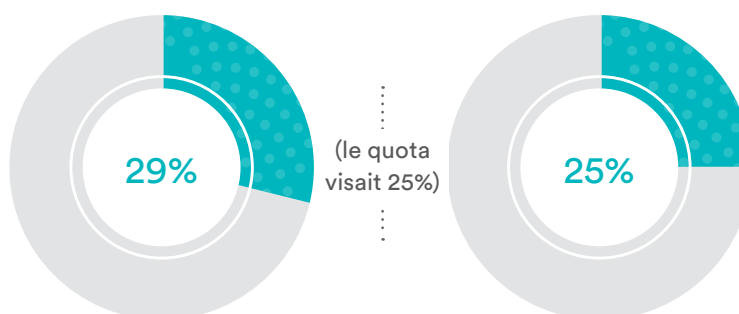
En 2020, les débats politiques ont été majoritairement polarisés sur les élections générales (présidentielles, parlementaires et collectivités locales) qui se sont déroulées en décembre 2020. Les élections locales, tenues le 13 décembre 2020, ont été perturbées dans la région de Diffa, près de la frontière avec le Nigéria, par de violentes attaques. Le 27 décembre 2020, des élections se sont tenues pacifiquement pour élire le Président de la République. Cette élection devrait marquer la première transition de pouvoir démocratique au Niger depuis son indépendance. Aucun des candidats à l'élection présidentielle n'a obtenu la majorité des voix, donc un second tour a été organisé pour le 21 février 2021. Les résultats ont été proclamés par la Commission Électorale Nationale Indépendante le 23 février 2021.

L'engagement des partenaires gouvernementaux dans la mise en oeuvre du programme n'a pas été affecté en ce sens puisque des intérimaires ont été désignés en remplacement de certains hauts cadres et cadres des ministères qui étaient impliqués dans les campagnes électorales.

La révision de la loi sur les quotas en 2019 a entraîné une inscription significative des femmes dans le processus électoral qui représentait 55% de femmes dans le fichier électoral.



Les résultats partiels proclamés donnent 48 femmes sur 166 députés élus, soit un taux de 29%



La plateforme des femmes leaders, soutenue par l'Initiative Spotlight, a également joué un rôle crucial en amplifiant la voix des organisations de la société civile et a rédigé des déclarations communes pour soutenir un processus électoral pacifique et prévenir les risques de violence.

Depuis plus de 5 ans,

la situation sécuritaire est préoccupante au Niger, ainsi que dans le bassin du lac Tchad, en raison d'une augmentation de la violence extrémiste qui est exacerbée par l'instabilité croissante dans les pays voisins (Libye, Mali, Nigeria, Burkina Faso, Tchad).



Les attaques répétées de terroristes, la prolifération de groupes armés et la montée de groupes extrémistes fondamentalistes religieux violents tels que Boko Haram continuent d'occasionner l'état d'urgence dans les régions de Tillabéri, d'Agadez, de Tahoua, de Diffa et de Maradi. En janvier 2020, des attaques terroristes ont survenu dans la région de Tillabéri (à Tchombangou et Zaroumdareye) faisant une centaine de civils tués. De même, le 9 décembre 2020, le Niger a subi une grave attaque, au cours de laquelle 89 soldats ont été tués à Chinagoder près de la frontière malienne. L'État Islamique du Grand Sahara s'est déclaré responsable de l'attaque. Cela s'est produit quelques semaines seulement après que plus de 70 soldats ont été tués dans une attaque similaire à Inates.

L'extrémisme violent a également provoqué des déplacements de population à la suite de violences exercées par des groupes armés, en particulier dans la région de Tillabéri et Maradi. Une limitation de la circulation des biens et des personnes dans le cadre de leur vie quotidienne, des incidents de protection sur les populations civiles, la réduction de l'accès aux infrastructures sociales de base (eau, écoles, centre de santé), ainsi qu'une dégradation du tissu socio-économique dans ces milieux sont les conséquences humanitaires majeures. Certaines localités de ces régions ont été classées dans la zone rouge sécuritaire avec interdiction d'accès. La conjonction de défis multiples et croisés a créé un certain nombre de crises humanitaires mixtes, combinant un niveau élevé d'insécurité, des mouvements de populations (réfugiés nigériens et déplacés internes) et des dégâts, exacerbés par les catastrophes naturelles et la crise sanitaire.

Dans cette même année de 2020, le Niger a été confronté à des urgences simultanées, notamment des catastrophes naturelles, qui ont mis sous une pression la capacité de l'État et des partenaires humanitaires et de développement à y répondre. La population a été confrontée à la malnutrition, aux épidémies récurrentes, aux inondations, aux sécheresses et aux déplacements forcés. Environ 3,7 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire en septembre 2020, soit une augmentation de 26% par rapport à 2019. En août 2020, le Niger a été touché par des inondations, qui ont touché plus d'un demi-million de personnes. Les fortes pluies, associées à la montée des eaux dans les principaux bassins fluviaux, ont entraîné de graves inondations dans tout le pays avec une grande partie des terres inondées et des dommages étendus aux équipements agricoles, d'élevage et de pêche ainsi qu'aux cultures. Cela a augmenté

les niveaux d'insécurité alimentaire et exacerbé la situation humanitaire dans le pays. Avec comme conséquences les risques d'augmentation des violences faites aux femmes et aux filles (déplacement de personnes, déni de ressources, non accès aux services sociaux de base, sexe de survie, mariage d'enfants, déscolarisation, agressions physiques).

La pandémie mondiale de la COVID-19 n'a pas épargné le Niger. Le pays a été confronté à deux vagues de cette pandémie de la COVID-19, qui ont poussé les autorités publiques à déclarer l'état d'urgence sanitaire national et, par conséquent, à adopter des mesures de protection et de confinement. Il s'agit en particulier de l'isolement des capitales, de l'état d'urgence sanitaire, de la surveillance syndromique, de la quarantaine, de la fermeture des aéroports et des frontières terrestres, du port du masque obligatoire dans les lieux publics, de la fermeture des écoles et universités, de l'interdiction des rassemblements, de la distanciation sociale, de l'auto-isolement, et de l'interdiction de tout rassemblement dans les lieux publics et la fermeture des lieux de culte.



LA COVID-19

a eu des impacts multidimensionnels sur la vie des femmes et des filles. Bien que des statistiques officielles ne soient pas disponibles, le Niger a connu un pic de violence domestique

19 cas sur

110

sont liés à la COVID-19 en février 2020

48 cas sur

164

en mars 2021⁴

L'augmentation des niveaux de stress, l'insécurité économique et alimentaire, le chômage, les mesures de confinement, la fermeture des frontières et les restrictions de mouvements pour des transactions économiques ont créé des conditions favorables à une augmentation des niveaux de violence à l'égard des femmes et des filles. Elles ont également assisté à une diminution des opportunités d'accès aux services sociaux de base (centres de santé et les refuges, écoles, centres d'apprentissage) qui ont temporairement cessé leurs activités ou réduit les heures de travail pour empêcher la propagation du virus.

Parmi les principaux défis il y a le manque d'informations précises sur les services disponibles et les mécanismes de signalement des incidents de violence et l'accès limité aux Équipements de Protection Individuelle (EPI). En outre, le changement de la fourniture de services en ligne, via les médias sociaux et les technologies de l'information et de la communication (TIC), a représenté un obstacle majeur pour plusieurs femmes qui n'ont pas accès et / ou ne connaissent pas ces outils. Les catégories les plus marginalisées de femmes et de filles, telles que les femmes rurales, les femmes handicapées, les femmes souffrant de fistule obstétricale ou de troubles

⁴ Les données fournies par la Police et la Gendarmerie de la région de Niamey en 2020

mentaux, ont également été touchées de manière disproportionnée par ce passage soudain et sans précédent à la fourniture de services en ligne.

Cette pandémie a contribué à exacerber et à perpétuer des stéréotypes profondément enracinés et des comportements inégaux affectant les femmes marginalisées et discriminées.

Elle a également eu des impacts sans précédent sur l'économie du Niger. Le Niger a perdu environ 199 milliards FCFA (398 millions USD) de recettes publiques pendant les confinements. L'Etat a enregistré 4,3% de perte d'emploi, notamment dans le secteur des services. Les catégories les plus marginalisées de femmes et de filles ont été particulièrement touchées par les effets économiques de la pandémie en raison, entre autres, de leur insertion dans les secteurs de l'économie informelle. Cela a entraîné pour les femmes des conséquences telles que la réduction des revenus et la perte d'emploi.

Afin de relever les multiples défis, le programme Spotlight Initiative au Niger a rapidement adapté ses stratégies de programme pour servir les femmes et les filles survivantes de la violence dans le contexte de la COVID-19, grâce à un plan d'intégration des réponses aux conséquences de la COVID-19 budgétisé qui a été soutenu par la Délégation de l'Union Européenne, la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant pour validation au Comité de Pilotage du 22 juillet 2020. Le programme du Niger a partiellement transféré la fourniture de services en ligne et a fourni des équipements de protection individuelle aux femmes, aux filles et aux organisations de la société civile fournissant des services directs aux victimes de violence. Grâce à une collaboration renforcée avec des partenaires de la société civile, l'Initiative Spotlight Niger a continué à fournir des informations et des services essentiels aux victimes de violence. En plus, l'Initiative Spotlight a renforcé son engagement auprès des jeunes en créant un réseau actif de jeunes femmes leaders qui ont communiqué leurs défis et leurs histoires pendant la période de crise à travers des techniques de narration (*story-telling*) et par le biais de l'art.

Malgré ces efforts, un volume d'activités programmés n'a pas pu se réaliser en raison de l'interdiction des voyages à l'intérieur du pays, des rassemblements de personnes dans les lieux publics et de la distanciation sociale qui a empêché l'organisation de campagnes de sensibilisation de masse, des ateliers de réflexion/de formation, des réunions et des missions de visites sur terrain. Ces activités ont subi un retard dans la mise en oeuvre malgré des dispositions palliatives prises. Ainsi, une partie des engagements pris par pilier du programme dans le cadre du plan d'accélération ne pouvaient pas être totalement respectés. Par exemple, deux études prévues dont, une sur l'analyse comparative du cadre juridique et légal et une sur l'application du cadre juridique sur les violences faites aux femmes et aux filles, ont été fusionnées en une seule étude. Elle sera réalisée en 2021. Lorsque des mesures restrictives ont été réduites, un plan d'accélération pour la mise en oeuvre des activités a été élaboré et mis en oeuvre pour répondre aux engagements pris en termes de résultats attendus. L'utilisation du tableau d bord de suivi trimestriel des activités par pilier révèle que la mise en oeuvre est en bonne voie dans l'ensemble.

Gouvernance et coordination du programme

a) Comité de Pilotage (CoPil)

Le Programme Niger accorde une attention particulière à l'appropriation nationale. Elle s'est concrétisée dans la mise en place du Comité de Pilotage dont la structuration diffère des autres pays bénéficiaires de l'Initiative Spotlight. En effet, le Comité de Pilotage du Niger est présidé par la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE), représentant du Gouvernement du Niger, et le Coordonnateur Résident (CR) du Système des Nations Unies (SNU) qui assure la Vice-présidence. Cette mouture de la Gouvernance répond à un besoin d'implication au plus haut niveau. L'Unité de Coordination de Spotlight sous la gestion de la CR, appuie le MPFPE dans l'organisation des réunions du CoPil, organise des rencontres pour partage d'informations, obtenir les avis de non objection sur les actions à entreprendre et responsabiliser dans le rôle de maître d'oeuvre pour des interventions du programme. Ces initiatives contribuent à l'amélioration de la coordination du programme, au renforcement des capacités institutionnelles et à la bonne coopération entre le MPFPE, les autres ministères impliqués et les agences du SNU.



Madame la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant aux cotes de l'Ambassadeur de l'Union européenne et des représentants du SNU en Comité de Pilotage | Crédit photo : Spotlight Initiative Niger/Mr Luuf

Le Comité de pilotage a été établi sur la base des objectifs principaux de prise de décision, de responsabilité, de coordination et de contrôle pour l'atteinte des engagements. Les membres du Comité de pilotage sont la Coordinatrice Résidente des Nations Unies, le Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, le Ministre de la Santé Publique, le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances, le Ministre du Plan, le Ministre de l'Enseignement Primaire, le Ministre des Enseignements Professionnels et Techniques, le Ministre des Enseignements Secondaires, des représentantes de l'UE, des représentant.es des quatre Agences bénéficiaires des Nations Unies, et des représentant.es des organisations/réseaux de la société civile. En cela, toutes les composantes du Comité de Pilotage, sont unanimes du soutien qui doit être accordé, de l'engagement dans les actions et aussi de faire de ce modèle exceptionnel un cas de bonne pratique à la fin de la mise en oeuvre du programme.

Les rencontres du Comité du Pilotage ont pour objectif d'adopter tous les documents produits par le Programme et de fournir des orientations stratégiques pour une meilleure mise en oeuvre du Programme. Pour l'année 2020, le comité de pilotage a tenu une seule réunion⁵ le 22 juillet 2020 avec la participation de toutes les parties prenantes du Programme et de la Délégation de l'Union Européenne. Cette réunion avait pour objectifs de :

- Amender le compte-rendu de la réunion du précédent Comité de pilotage ;
- Faire le suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la deuxième réunion du Comité de Pilotage ;
- Valider le ciblage des 60 communes et 300 villages et quartiers ;
- Valider le rapport du programme 2019 du Niger ;
- Amender la situation de mise en oeuvre des activités et du taux de décaissement ;
- Amender le chronogramme pour l'élaboration du Plan de Travail Budgétisé de la deuxième phase du programme (2021-2022).

A l'issue de cette réunion du Comité de Pilotage, les mesures suivantes ont été arrêtées :

- L'adoption du compte rendu de la deuxième réunion du Comité de Pilotage ;
- La validation du ciblage des 60 communes et 300 villages ;
- La validation du rapport narratif 2019 - sous réserve de la prise en compte des commentaires et suggestions ; La mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation pour mieux suivre la mise en oeuvre du Programme et évaluer les apports du Spotlight ;
- L'adoption du calendrier d'élaboration du Plan de Travail Budgétisé de la deuxième phase du programme (2021-2022) ;
- L'opérationnalisation de la coordination des interventions au sein des piliers pour faciliter la synergie.

⁵ Il s'agit de la troisième réunion du Comité de Pilotage depuis le démarrage du Programme Pays



Madame Zeinabou Tari Bako, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant en discussion au Comité de Pilotage | Crédit photo : Spotlight Initiative Niger/Mr Luuf

b) Groupe de référence national de la société civile (CSRG)

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits de la femme, sont les principaux moteurs du changement dans le travail visant à mettre fin à la VBG. En reconnaissance de leur gestion et de leur expertise, la société civile est représentée en tant que partie prenante et partenaire clés à tous les niveaux de l'Initiative Spotlight, et notamment sa voix est amplifiée par le biais du Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC). Au Niger, le GRSC est composé de 16 membres, dont des représentants des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations, notamment les albinos et des personnes mal voyantes. Il est prévu d'intégrer d'autres groupes exposés aux discriminations croisées qui sont organisés et aussi d'appuyer ceux qui ne sont pas structurés à des fins d'existence légale.

Au cours de la période de référence, le Groupe de Référence National de la Société Civile a contribué à assurer une participation active de la société et faciliter la coordination entre la société civile et la Coordination Spotlight. Par exemple, le GRSC a conseillé à l'équipe du pays sur la manière d'impliquer efficacement la société civile dans la mise en oeuvre et le suivi de l'Initiative Spotlight au Niger pour la réalisation de ses objectifs, notamment au cours de réunions de coordinations par pilier.

« La contribution la plus importante apportée par le GRSC au programme Spotlight a été d'intégrer en temps réel lors des réunions de planification, de suivi et de coordination par pilier organisées par les agences des Nations Unies, les voix et les sensibilités de la société civile. Aujourd'hui, le GRSC sert d'interface entre la société civile, les agences onusiennes et l'équipe de coordination Spotlight et cela permet aux structures de mise en oeuvre de la société civile de participer efficacement aux réunions clés et de prendre part à la conception des documents stratégiques du programme Spotlight ».



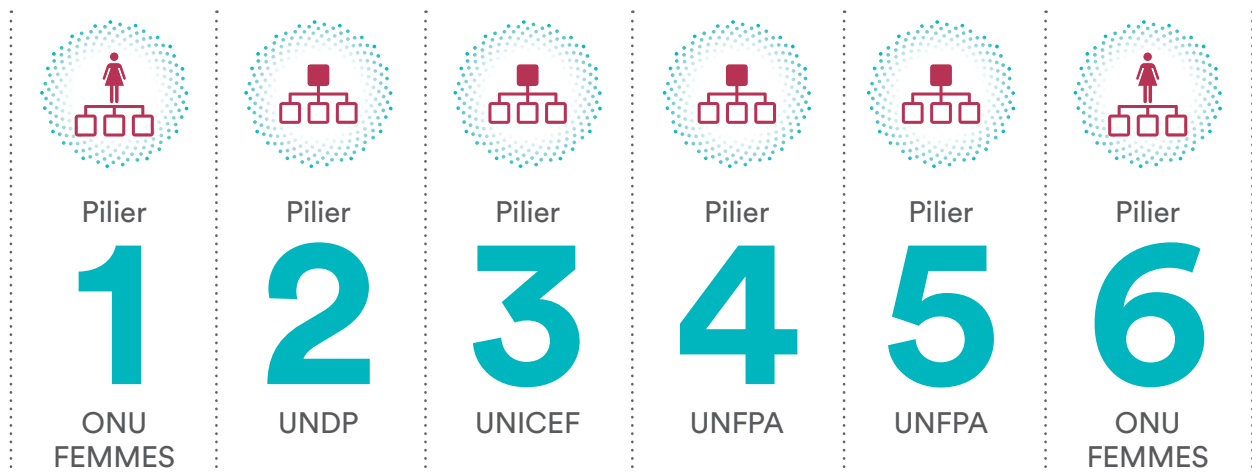
Soumaila Moumouni, GRSC Niger

L'engagement du GRSC a été également renforcé pour contribuer de manière efficace à la mise en oeuvre des fonctions transversales, au suivi du programme avec un accent particulier de la prise en compte des besoins et de la réponse à apporter aux personnes exposées aux discriminations croisées pour ne laisser personne de côté. En prenant en compte les mesures de protection nécessaires lors de la COVID-19, un plan d'action budgétisé au montant de \$20,000 a été élaboré et validé par l'ensemble des parties prenantes avec l'objectif de mener des activités transversales dans les domaines a) du suivi et de l'évaluation participatifs, b) de la sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial, c) de la communication et de la coordination efficaces avec les parties prenantes internes et externes.

Conformément à la « Note d'Orientation Globale sur le Suivi et l'Évaluation Participatifs » et dans le but d'engager un large éventail d'acteurs locaux et de membres de la communauté dans les différentes phases de suivi et d'évaluation du programme, le Groupe de Référence de la Société Civile a élaboré une stratégie nationale pour piloter les Suivi et l'Évaluation Participatifs (PME). Dans le cadre de cette initiative, le Groupe de Référence de la Société Civile suivra de manière indépendante le fonctionnement des processus et des systèmes Spotlight, notamment à travers des visites de terrain et le développement des tableaux de bord de plaidoyer qui est un outil propre au GRSC.

c) Coordination inter-agence

Dans le but de favoriser les synergies entre les principaux partenaires et conformément aux principes directeurs du "One UN" dans l'esprit de la réforme de l'ONU, l'Initiative Spotlight a établi un mécanisme de coordination par pilier. Ainsi nous avons le schéma suivant :



Il s'agit de favoriser le dialogue entre les agences et partenaires de mise en oeuvre ; le partage d'informations ; les recherches de synergies ; la complémentarité des actions à travers la planification, la budgétisation, le suivi, l'organisation des missions et la recherche de solutions. Par exemple, la mise en place de la stratégie communautaire de prévention et de réponse aux VBG a nécessité la conjugaison des avantages comparatifs de chaque agence et de ces partenaires de mise en oeuvre pour déterminer les différents acteurs, leurs rôles et le fonctionnement.

Au-delà de ces mécanismes inter agences, deux réunions ont été organisées, i) une le 16 octobre 2020 entre l'Ambassadeur de la Délégation de l'Union Européenne et le Coordonnateur Résident en la présence des Chefs d'Agences du Programme qui a recommandé la tenue de réunions mensuelle ; ii) la deuxième réunion s'est tenue le 30 octobre 2020 pour passer en revue les réalisations; partager le niveau d'exécution des activités; chercher les solutions aux problèmes identifiés, s'accorder sur l'avancement des engagement pour des résultats à impact pour les bénéficiaires et déterminer les opportunités d'organiser des missions de visites de terrain pour apprécier les réalités.

d) Comité Technique

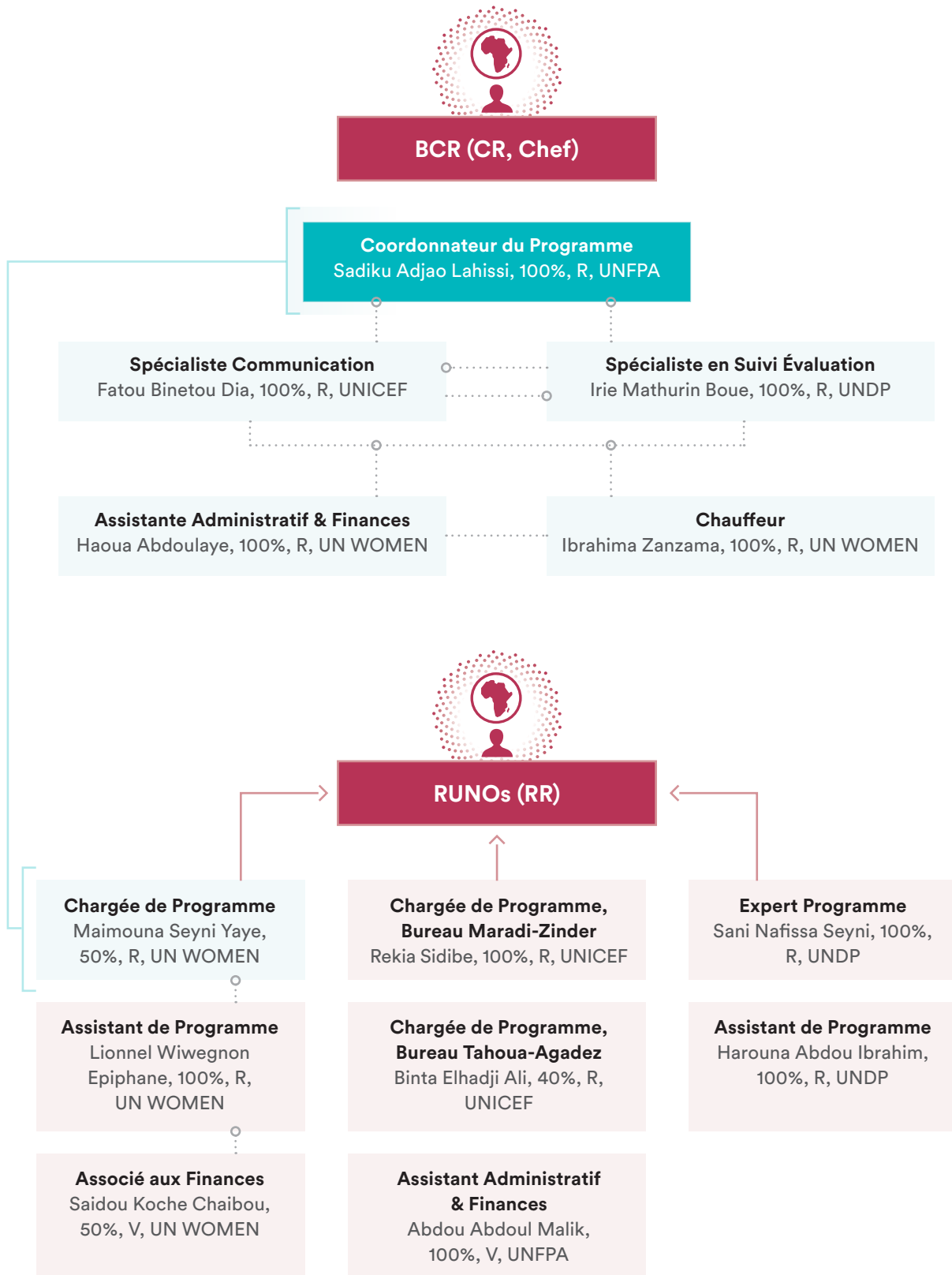
Le Comité Technique inter-agences est fonctionnel. Il est dirigé par le Coordonnateur Résident des Nations Unies avec comme Co-lead le Secrétaire Général du MPFPE. Il est composé des membres du Groupe Technique Genre et Droits Humains, les points focaux des Agences des Nations Unies, la DUE, le Représentant(e) des associations des victimes de VBG, le Représentant (e) élu des organisations et réseaux de la société civile, le Représentant(e) du cadre de concertation des intervenants en matière de VBG, le Conseil Islamique du Niger, le Représentant(e) des églises, le Représentant de l'ACTN, les Représentants Ministères sectoriels, les Représentants Police – Gendarmerie – Barreau National, les Représentants des personnes vivant avec un handicap et le GRSC. Ses principales attributions sont d'analyser les rapports de mise en oeuvre et les consolider, d'identifier les défis liés à la mise en oeuvre et proposer des solutions ; de faire une validation technique de tous les documents produits en vue de leur soumission au Comité de Pilotage ; d'organiser les revues semestrielles et annuelles du plan de travail et de d'organiser des missions conjointes de suivi sur le terrain.

Le Comité Technique pour 2020 a tenu une réunion le 16 juillet 2020 en présence de tous ses membres. Les échanges ont été conviviaux et les résultats prévus ont été atteints à travers le suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la deuxième réunion du CoTech, la présentation et l'amendement du rapport du Programme Spotlight 2019 au Niger, l'approbation du plan de travail accéléré intégrant l'impact COVID-19, la prise en compte des observations sur l'exécution des activités (janvier – juin 2020) et la validation des taux de décaissement (janvier 2019 – 30 juin 2020). Toute la documentation présentée à la réunion du CoTech a été préparée sur la base des documents fournis par les agences récipiendaires et les partenaires de mise en oeuvre. Les recommandations du CoTech ont été soumises aux membres du Comité de Pilotage lors de la réunion du 22 juillet 2020 pour validation.

e) Bureau du Coordonnateur Résident (Suivi interne)

Sous la direction de la Coordonnatrice Résidente (CR), le Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (BCR) organise sa réunion hebdomadaire. Le Programme Spotlight participe régulièrement aux réunions. Cela a permis au programme d'accélérer les processus de prise de décision en favorisant le leadership de la CR dans la mise en oeuvre opérationnelle et stratégique de l'Initiative. Les réunions hebdomadaires tenues avec le BCR ont également permis à l'Initiative Spotlight de favoriser la coordination et renforcer les synergies avec d'autres programmes conjoints sous la direction du CR, à savoir le Fonds de consolidation de la paix, le Programme de stabilisation et le Programme Migration au niveau des zones d'interventions sur les zones et matières de compétence respectives.

Figure 1 - Organigramme de l'équipe du programme du Niger/Afrique



Partenariats du programme

Les partenariats établis entre les différentes parties prenantes du Programme ont montré toute leur efficacité en raison des résultats importants atteints en 2019. Sur la base de ce succès, le Programme a maintenu voire consolidé son partenariat avec les anciennes parties prenantes (Gouvernement, Union Européenne, ONG, etc.) et a développé de nouveaux partenariats stratégiques pour une mise en oeuvre optimale du Programme. Ces partenariats établis avec le Gouvernement, la DUE, les organisations de la société civile, les autres agences du SNU et les chefs traditionnels ont permis de créer une dynamique dans les zones d'interventions du Programme.

a) Gouvernement du Niger

L'Initiative Spotlight a poursuivi son partenariat avec le Gouvernement à travers les Ministères sectoriels pour soutenir la coordination, la mise en oeuvre et le suivi des interventions. Ce sont :

- Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance et ses services déconcentrés des régions cibles du programme est un partenaire pour la mise en oeuvre des activités visant la mobilisation communautaire dans les villages et le renforcement des services sociaux régionaux pour la prise en charge des survivantes. Le Ministère mobilise aussi les autres ministères sectoriels clés et les institutions de l'Etat dans l'exécution des interventions. Au sein de ce Ministère, les directions centrales directement impliquées sont les directions générales de la promotion de la femme et du Genre, et de la protection de l'Enfant (le Directeur Général de la Protection de l'enfant est le point focal pour le programme).
- Le Ministère de l'Enseignement primaire pour la sensibilisation des acteurs du système éducatif sur le contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité et la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents.
- Le Ministère de l'Enseignement secondaire pour la vulgarisation du contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité auprès des acteurs de l'école. Ce partenariat a permis la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents.
- Le Ministère de la Justice pour appuyer la mise en oeuvre et le suivi des activités liées aux études sur le cadre législatif à travers le comité national chargé de la réforme du cadre législatif. Cela permettra de faire ressortir les besoins de réforme pour prendre en compte les VBG. Sur la base de son mandat de fournir des services juridiques et judiciaires, le Ministère a été mobilisé à travers l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et

Judiciaire (ANAJJ) tous les acteurs du secteur judiciaire (Magistrats, Procureurs, Présidents des Tribunaux, Greffiers, Défenseurs Commis d'Office) pour assurer la prise en charge juridique des femmes et des filles victimes de VBG dans les cliniques juridiques mises en place à cet effet.

- Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) pour la mise en oeuvre des activités relatives à la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles des villages cibles. De par son mandat de Ministère en charge de conduire les politiques et les stratégies liées à la promotion de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement au Niger, le MHA regorge des compétences techniques et d'une expertise avérée sur les thématiques liés à la promotion de l'eau, l'hygiène et l'assainissement et au-delà avec la prise en compte du genre dans les politiques et stratégies nationales. Il s'agit ainsi de conduire les actions de plaidoyers pour une bonne gestion de l'Hygiène menstruelle pour les femmes et les filles et aussi la réhabilitation des latrines et les dispositifs de lavage des mains selon les normes et procédures en vigueur.
- Le Ministère de la Sécurité à travers les commissariats de police, les gendarmeries pour la gestion des cas et la collecte des données sur les VBG. La police et la gendarmerie disposent d'unité spécialisée pour la protection des femmes et des mineurs au niveau central et au niveau déconcentré (de la région à la commune). Ce sont les cellules et les brigades de protection des femmes et des mineurs. La dénonciation et les enregistrements des cas de VFFF se font dans ces structures.



Cérémonie de remise de matériels et équipements au MPFPE par Madame Khardiata Lo Ndiaye, Coordonnatrice Résidente des Nations Unies au Niger | Crédit photo : Spotlight Initiative Niger/Mr Luuf

- Le Ministère de la santé pour la prise en charge médicale des survivantes de VBG référées dans les centres de santé et le traitement des Fistules Obstétricales.
- Le Ministère de la Renaissance culturelle pour appuyer la mise en oeuvre des activités relatives à la communication sur les questions de VBG. La renaissance culturelle s'appuie sur les valeurs traditionnelles nigériennes et les valeurs universelles pour l'édification d'un modèle de citoyen dont les comportements sont favorables à un développement socio-économique inclusif, participatif et durable. Il s'agit de promouvoir l'esprit civique et les valeurs citoyennes à travers des actions à la base menées en direction des familles, des écoles, de l'administration et des lieux publics.

b) Société Civile

En 2020, pour faire face aux nouveaux défis émergents apparus avec la COVID-19, l'Initiative Spotlight au Niger a accru ses efforts pour renforcer les capacités et les connaissances des Organisations de la Société Civile (OSC) et des Organisations communautaires de base (OCB) afin qu'elles puissent s'adapter au nouveau contexte, y compris à travers la fourniture d'Equipements de Protection Individuelle (EPI). Grâce à l'engagement de 11 nouvelles organisations de la société civile au niveau national en tant que partenaires de mise en oeuvre, l'Initiative Spotlight au Niger a renouvelé son engagement à faire participer de manière significative la société civile. En outre, l'Initiative Spotlight a donné la priorité aux organisations dirigées par des femmes, les leaders communautaires, comme le montre la répartition suivante :



L'Initiative Spotlight a également rationalisé le principe de “ne laisser personne de côté” en assurant un engagement transversal des groupes de femmes et de filles les plus marginalisées, y compris dans le GRSC.

Une attention particulière a été accordée au renforcement des mouvements de défense des droits des femmes, y compris ceux des jeunes femmes leaders, par la création de plateformes d'échange de connaissances et d'informations renforçant leur capacité à avoir des impacts sur le processus décisionnel au niveau institutionnel.

c) Délégation de l'Union Européenne

Le partenariat avec la Délégation de l'Union Européenne (DUE) au niveau pays est un élément important pour le suivi et la mise en oeuvre des interventions. Ce partenariat a permis d'établir une collaboration franche et fructueuse. Cela s'est concrétisé par l'instauration de rencontres mensuelles. L'objectif de ces rencontres est de faire le point de la mise en oeuvre des interventions, de fournir des solutions aux contraintes rencontrées et d'établir le calendrier des événements nécessitant la présence de l'Ambassadrice et de la RC.

La DUE prend également une part active aux organes de gouvernance du Programme, à savoir le comité technique et le comité de pilotage par leurs contributions pertinentes. De même, le Programme partage tous les documents produits par les agences avec la DUE pour recueillir leurs commentaires et suggestions avant leur validation. Il faut noter que le lancement de la campagne des 16 jours d'activisme a été co-présidé par Madame la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, Madame l'Ambassadrice de l'UE et Madame la CR du SNU.

d) Coopération avec les autres agences du SNU au Niger

Des agences des Nations Unies, notamment OIM, UNHCR, ONUSIDA, OMS, FAO, PAM et la Banque Mondiale, et du Cluster VBG ont des avantages comparatifs dans le domaine des VBG en fonction de leur mandat. Elles ont des interventions auprès des populations dans les zones du Programme Spotlight. Pour éviter les duplications, elles sont quelque fois sollicitées au cours des réunions élargies à tous les acteurs intervenants sur les VBG. Le mapping des intervenants dans les régions du Spotlight a considéré les parties de mise en oeuvre de ces agences.

Dans le cadre de la réalisation de l'étude nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG, une approche participative a été utilisée avec l'implication des agences citées ci-dessus.

Leur implication au début de l'étude a permis de prendre en compte leurs besoins et de créer une adhésion ou engagement fort dans la validation, l'acceptation et l'utilisation des résultats de cette étude.

Le Programme Niger a par ailleurs noué un partenariat avec OCHA pour la production de quatre cartes permettant d'identifier les villages et communes dans chaque région.

Le Programme Spotlight fédère ainsi l'expertise technique des agences et joue le rôle de rassembleur comme le suggère la réforme des Nations Unies.

e) Autres partenaires

Spotlight Girls Advocates

Pour faire face aux défis posés par la pandémie COVID-19, l'Initiative Spotlight a élargi sa portée géographique en mettant en place le mouvement des "Spotlight Girls Advocates". Ce sont des jeunes femmes âgées de 18 à 30 ans, qui, grâce à leurs expériences personnelles appellent à plus d'équité pour les filles et réclament plus d'opportunités pour les femmes et les filles, à travers une meilleure valorisation de la fille dès le jeune âge, l'éducation et à l'accès aux soins et services de santé.



Les Spotlight Girls Advocates | Crédit photo : Spotlight Niger/Luuf

Il s'agit, à travers cette initiative de : a) Les engager activement dans le domaine des VBG ; b) Améliorer leurs compétences et leur capacité de plaider dans le domaine de l'engagement des jeunes dans la lutte contre la VBG, y compris par leur participation à des événements de haut niveau; c) Transformer les perceptions négatives autour de la VBG, en particulier parmi les jeunes et les étudiants.



Madame Amina J. Mohammed,
Vice-Secrétaire générale des Nations Unies

« Les jeunes que nous avons rencontrés - filles et garçons - sont une fierté. Tous les jours, les femmes se battent pour avancer dans les aspirations que nous avons pour elles, mais beaucoup de progrès reste à faire au Niger. Il est impératif que les femmes et les filles fassent partie de la solution à propos de la paix et de la sécurité, des violences basées sur le genre et de l'innovation »



Madame Amina J. Mohammed à l'écoute des jeunes femmes nigériennes sur le rôle de l'éducation pour prévenir les violences faites aux femmes et aux filles | Crédit photo : Daniel Getachew (UN)

Les réalisations de ce réseau pionnier ont été reconnues par Madame Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, lors de sa rencontre avec eux, qui a invité les femmes leaders nigériennes à favoriser les relais intergénérationnels, y compris à travers ce réseau. Le réseau a été capable de réunir des jeunes femmes dans le pays ou résidant à l'étranger comme le Docteur Fadji Maina, scientifique de la NASA. Cela a créé un mouvement sans précédent de jeunes femmes, qui sont devenues des porte-paroles publiques de la lutte contre les VBG.

Médias et des journalistes

Afin de changer les perceptions et les attitudes négatives des VBG, l'Initiative Spotlight a activement engagé, dans le cadre du pilier 6, des journalistes et des médias, y compris les blogueurs et les jeunes journalistes. L'Initiative Spotlight a permis d'accroître leurs connaissances sur le VBG, de les engager dans la campagne pendant la Campagne de 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes et de construire un réseau de journalistes et de médias engagés dans la promotion de l'égalité des sexes et la lutte contre la VBG. Ce partenariat a été essentiel pour multiplier les effets de l'Initiative Spotlight au-delà de son domaine d'intervention, contribuant à produire des changements tangibles dans le discours public autour de la VBG.

Chefferie traditionnelle

L'Initiative Spotlight a poursuivi son partenariat avec les chefs traditionnels et religieux dans les provinces cibles avec les objectifs suivants : a) Les engager dans les processus de transformation visant à renforcer le cadre juridique et politique au niveau régional (Pilier 1) ; b) Faire évoluer les normes sociales inégales et les stéréotypes au niveau communautaire (piliers 3 et 6) c) Favoriser leur engagement dans les mécanismes locaux de référencement favorisant l'accès aux services essentiels pour les victimes de la violence (Pilier 4) d) Les engager dans le processus de collecte de données sur la violence à l'égard des femmes au niveau local (pilier 5).

La chefferie traditionnelle joue un rôle central dans la prévention et la réponse des VBG au Niger, ils sont des points d'entrée clés pour la fourniture de services aux survivantes de la violence, et ils jouent un rôle crucial dans la médiation des conflits au niveau communautaire. Ainsi, l'Initiative Spotlight les a engagées d'une manière innovante pour favoriser leur rôle et leur engagement transversal dans l'initiative.



Les leaders traditionnels confirment leur engagement à Madame Amina J. Mohammed | Crédit photo : Daniel Getachew (UN)

Résultats

a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats

Les VBG constituent un problème de protection vitale, de santé et de respect des droits humains qui peut avoir des conséquences dévastatrices sur les femmes et les enfants en particulier, ainsi que sur leur famille et sur la communauté. Les victimes de violence ont le droit d'être protégées par des cadres législatifs et coutumiers sensibles au genre ainsi qu'avoir accès à des services de qualité, multifonctionnels, inter-institutionnels, multisectoriels et fondés sur les besoins spécifiques identifiés au niveau communautaire. L'Initiative Spotlight, par ses interventions à plusieurs niveaux, a contribué de manière substantielle à faire progresser ces domaines par la promotion des droits, de l'égalité, de l'équité et de l'autonomisation des femmes au Niger.

La COVID-19 a impacté la vie des femmes et des filles victimes de violence. Au-delà de la dimension sanitaire, elle a limité l'accès aux services essentiels. Pour mieux assister les survivantes de VBG, l'Initiative Spotlight a adopté une approche holistique dans l'offre de services essentiels, grâce à des efforts coordonnés des secteurs de la santé, de la justice, de la police et des services sociaux :

- 153 Centres de Santé Intégrés (CSI) des communes d'intervention des 4 régions cibles ont bénéficié des kits post-viol, matériels médicaux pour les accouchements assistés, et médicaments et produits contraceptifs. Ainsi 2012 survivantes dont 885 filles de moins de 19 ans ont reçu des kits de dignité ;
- L'Installation de 22 cliniques juridiques couvrant 300 villages qui ont contribué à renforcer la connaissance de 21 843 personnes sur les droits légaux des victimes de violence et les voies de recours au niveau communautaire ;
- 190 dossiers ont été jugés par les services judiciaires grâce aux audiences foraines organisées par l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) ;
- 601 parajuristes communautaires dans les 300 villages Spotlight, ont contribué à renforcer la connaissance du VBG de 251 458 personnes et ils ont orientés 1264 cas de VBG vers les services de prise en charge ;
- Le support technique et renforcement des capacités de 36 services sociaux, 9 centres d'écoute et 144 Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE), ce qui a permis de prendre en charge 2 991 cas de VBG (37 cas de viol, 34 cas d'agressions sexuelles, 435 cas de violences physiques, 219 cas de violences psychologiques, 1660 cas de déni de ressources ou violences économiques liées à la perte d'emploi et 606 cas de mariages d'enfants) ;
- La réhabilitation du centre multifonctionnel de Tillabéri et soutien en cours aux processus de réhabilitation des centres multifonctionnels des régions de Maradi, Tahoua et Zinder (taux d'exécution d'environ 70%).

L'Initiative Spotlight a soutenu la création de mécanismes de référencement et de coordination entre les prestataires de services essentiels pour les victimes de VBG, tels que les cliniques juridiques, les CSI et les centres multifonctionnels.

Elle a systématiquement inclus dans les mécanismes de référencement les chefs traditionnels de canton, les chefs religieux, les structures communautaires qui jouent un rôle décisif pour garantir un accès effectif à des soins appropriés et à des voies de recours efficaces.

Grâce à l'inclusion transversale des OSC, l'Initiative Spotlight a contribué à renforcer les synergies entre les différents secteurs en créant un réseau dense de services coordonnés et de qualité pour les victimes des VBG.

Les institutions au niveau national et régional jouent un rôle crucial dans l'accessibilité et l'acceptabilité des lois et veillent à ce qu'elles s'appliquent à tous les groupes de femmes et filles, y compris celles qui sont confrontés à des formes de discrimination croisées. Au cours de la période de référence, l'Initiative Spotlight s'est concentrée sur la promotion du changement au sein des institutions nationales afin d'aborder le déséquilibre des pouvoirs et les inégalités des sexes. Pour assurer la durabilité des activités, les efforts ont été concentrés sur la promotion des connaissances et des capacités institutionnelles des cadres techniques, puisque le personnel politique nommé était ré-affecté en fonction des résultats des élections démocratiques. Le programme a également contribué à favoriser les mécanismes de coordination national et local pour traiter les questions de VBG, l'intégration de la VBG dans d'autres secteurs clés et dans la budgétisation sensible au genre.

L'une des avancées les plus importantes, qui contribue à assurer la durabilité des résultats atteints par l'Initiative Spotlight, est l'appui fourni pour l'élaboration d'une Stratégie Nationale en PBSG et de deux guides méthodologiques d'intégration du Genre dans les plans et budgets sous le leadership du Ministère du Plan. Ces outils garantiront que les institutions, les prestataires de services et la société civile seront équipés pour adresser les défis émergents dans le domaine des VBG.

Dans le but de faire progresser l'agenda sur les VBG et de pousser les acteurs institutionnels à promouvoir un changement positif et progressif dans le cadre législatif, le Programme Spotlight a contribué à promouvoir et à amplifier les voix et les réseaux de la société civile et des mouvements de femmes à travers des plateformes et des mécanismes de coordination. Par exemple, l'Initiative Spotlight a supporté la création d'une e-plateforme dénommée Plateforme VBG Niger. Par cette plateforme, il a été possible de diffuser largement les déclarations communes rédigées en décembre 2020, sous la direction de la plateforme des femmes leaders et soutenues par le Groupe de référence de la Société Civile pour soutenir un processus électoral pacifique et prévenir les risques de violence. En outre, l'Initiative Spotlight a créé un mouvement innovant de dix jeunes femmes qui utilisent des techniques de narration (« *story-telling techniques* ») pour transmettre leur vision d'un monde sans violence, abus et exploitation.

Les jeunes femmes qui ont des profils scientifique, artistique, ont également présenté leurs messages à la Vice-Secrétaire Générale, Amina J. Mohammed, lors de sa visite au Niger en novembre 2020. De plus, afin de pallier les risques auxquels les défenseurs des Droits des Femmes (DDF) font face à cause d'une visibilité accrue dans le cadre de l'Initiative Spotlight, le programme a mis en place un mécanisme d'autoprotection des Défenseurs des Droits des Femmes (DDF)⁶.

Enfin, l'Initiative Spotlight a investi de façon significative dans une stratégie de prévention de toutes les formes de violence afin de changer durablement les normes sociales inégales et comportement stigmatisant les femmes et les filles. En mettant l'accent sur les engagements communautaires ciblant les parents, les chefs traditionnels et religieux ainsi que les hommes, les garçons et les filles. Quelques témoignages pour confirmer l'impact des interventions des acteurs au niveau de la communauté ainsi que l'évidence de changements tangibles dans les mentalités, de conscientiser et de renforcer les connaissances et les compétences.

Les formations de renforcement de capacités sur l'audition des survivantes et la prise en charge des violences basées sur le genre nous ont beaucoup facilité. Aujourd'hui nous intégrons les VBG dans nos statistiques, ce qui n'était pas le cas il y a 2 à 3 ans car seules les infractions étaient rapportées. Ce processus a été possible grâce à la précédente mission de sensibilisation et de collecte de données sur les VBG qui a sillonné le pays. Ce qui est encore plus encourageant et qui nous rassure surtout, c'est le schéma de référencement en temps réel des survivantes de VBG.

Maimouna Gaoussou Coulibaly,
Officier de police, Tahoua



⁶ Le mécanisme d'autoprotection des DDF consiste à informer les DDF sur l'existence d'un cadre juridique les protégeant dans l'exercice de leur fonction et des mécanismes de recours que des procédures de saisine en cas de violation de leurs droits. Ce mécanisme se traduit par la production d'un livret et aussi de la diffusion de messages à travers la E-plateforme.



Zeynabou Nsoli,
*Relai au Club Dimitra Madaou,
région de Tahoua*

Je m'appelle Zeynabou. J'ai 25 ans et j'ai été mariée à 18 ans à un homme que je n'aimais pas et retirée de l'école en classe de 3eme. Je suis toujours mariée à cet homme que mon père a choisi et maman de deux enfants, mais si j'avais eu le choix, les choses auraient été différentes, j'aurais continué l'école. J'ai connu le club Dimitri à travers une association religieuse. Être relai dans le club Dimitra me rend utile aux autres car je peux partager mon expérience avec d'autres femmes et servir d'exemple pour les encourager à dénoncer les VBG. Je suis fière d'aider les autres filles à travers mon expérience, pour qu'elles ne vivent pas la même chose que moi.

Je suis fille correspondante depuis mai 2020 et cela a changé mon comportement à l'égard de ma famille et la communauté. J'ai appris que le comité villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) peut aider les filles qui sont en retard à l'école, ou pour ajourner les mariages précoces. Il nous a été dit que les CVPE peuvent nous aider dans la résolution pacifique des conflits générationnels. Depuis, je me sens utile dans mon village car depuis l'arrivée du programme et surtout la formation que nous avons reçue, je suis associée aux activités du village. Les échanges qu'on a avec les autres filles nous donnent une valeur inestimable et nous sommes écoutées dans le village. Si j'étais à la tête de mon village, je me battrais pour mettre fin à toutes formes de pratiques néfastes traditionnelles faites aux filles et aux femmes surtout. Chers parents, laissez les enfants étudier et éviter le mariage d'enfant.



Roukaya Illa, 15 ans. Fille correspondante, Village de Tarin Biri, Commune urbaine de Dakoro (région de Maradi)

Crédit photo : Ousmane Yacouba, Assistant Technique en Approches Communautaires de Protection de l'Enfant ; Maradi

Ainsi, l'Initiative Spotlight produit des changements tangibles dans les mentalités en déployant ses stratégies de prévention dans les 300 villages des 60 communes des quatre (4) régions cibles.

A travers l'utilisation des approches de communication interpersonnelle ainsi que des médias de masse et des plateformes numériques, l'Initiative Spotlight a contribué à conscientiser et renforcer les connaissances et les compétences de 596 325 personnes au cours de l'année 2020. Pour favoriser l'engagement de la population cible, notamment pendant la pandémie COVID-19, le programme a fait adopter des outils et une stratégie qui sont considérés innovants pour faire participer les communautés : le théâtre interactif via la radio et la campagne engageant 50 taximen comme "Ambassadeurs de la lutte contre les VFFF au Niger », ne sont qu'un des exemples qui illustrent la façon dont l'Initiative Spotlight apporte une nouvelle perspective dans le domaine de la prévention de la violence au Niger.

b) Capturer le changement au niveau des résultats

Pilier 1 : Cadre Légal et Politique

Renforcement des connaissances et des capacités sur cadre législatif et coutumier sur les VBG

Dans le but d'accroître la connaissance et la compréhension du cadre législatif et coutumier, le Programme Spotlight a prévu de réaliser une étude visant à faire une évaluation comparative et critique dans une perspective genre afin d'identifier les lacunes internes, les faiblesses de mise en oeuvre et les obstacles à l'interdiction des VBG, à la promotion des droits des femmes et à la protection des survivantes. La situation de la COVID-19 et les élections politiques au Niger ont eu un impact significatif sur le lancement de cette étude qui a été reportée pour 2021. Certes les résultats de cette étude sont attendus pour redresser toutes les formes de discrimination, d'inégalité et d'iniquité envers les femmes et les filles en agissant en amont sur les lois réparatrices, cependant en aval les efforts ont été mis sur les influenceurs et garants des us et coutumes qui sont les leaders traditionnels pour amorcer des changements de comportements positifs dans le cadre des VBG. Pour faire face à cela, l'équipe Spotlight a révisé la méthodologie afin d'intégrer des considérations de sécurité supplémentaires pour protéger les survivants de la violence pendant le processus de recherche et adapter la méthodologie et les outils de recherche aux défis apparus avec COVID-19. Une approche d'atténuation des risques a également été élaborée pour garantir que les risques soient mitigés et gérés en temps utile.

Malgré les difficultés apparues avec COVID-19, l'Initiative Spotlight a réussi à organiser des activités qui ont ciblé les renforcements des capacités, conformément aux règles de distanciation sociale et aux mesures de protection. Parmi ceux-ci, 100 cadres de l'Éducation du terrain (Scofilles⁷), dont 80% de femmes, ont eu leurs connaissances renforcées sur les contenus des arrêtés d'application du décret portant protection de la jeune fille en cours de scolarité et le travail en synergie avec les comités de protection de l'enfant des régions cibles de l'Initiative Spotlight. Les bénéficiaires jouent pleinement leurs rôles de relais dans l'éclairage des communautés et participent effectivement à l'abandon de mauvaises pratiques.

« Depuis plus de sept mois nous sommes à zéro cas de mariage d'enfants dans notre zone. Ensemble nous travaillons d'arrachepied pour respecter notre décision communautaire prise qui est de bouter hors de notre zone ce phénomène de mariage d'enfants ».

Honorable Mohamed SIDIKOU,
Chef de Canton de Kouré

Crédit photo : UN WOMEN



Promouvoir des cadres politiques sensibles à la dimension de genre par l'engagement de la chefferie traditionnelle.

Vingt (20) chefs traditionnels issus des cantons des régions de Tillabéry et Tahoua, environ 130 personnes dont les cadres des ministères sectoriels clés, des structures de la société civile et mouvements féminins ainsi que des médias ont eu leurs connaissances renforcées sur le cadre légal et politique protégeant les femmes et les filles victimes de violence ainsi que sur des points

⁷ Ce sont les responsables de la scolarisation des filles

d'entrée concrets pour en assurer l'application effective au niveau local. A l'issue des discussions au niveau local, les chefs traditionnels se sont réunis le 25 novembre 2021 à Niamey pour la 2ème Édition du Café genre portant sur le Thème « Rôle de la chefferie traditionnelle dans la prévention et la réponse aux VBG au Niger » afin de discuter ensemble de leur expérience d'application pratique des cadres juridiques au niveau local. Ce forum leur a permis de partager leurs expériences avec un public plus large estimé à 250 personnes, en présence des personnalités des Agences du Système des Nations Unies, de l'Union Européenne, et le corps diplomatique au Niger qui ont affiché une position unifiée et urgente sur l'élimination des VFFF en capitalisant avec l'engagement des Chefs traditionnels qui constitue un déterminant de passage à l'échelle et pour le long terme. Grâce à ce dialogue inclusif, les recommandations communes suivantes ont été formulées :

- Renforcer les compétences techniques et soutenir les plans de travail annuels des Chefs Traditionnels (qui jouent un rôle crucial dans la prévention et la réponse aux VBG au niveau communautaire) à travers l'ACTN ;
- Vulgariser les textes sur les questions des VBG, notamment les textes d'application du décret portant protection de la jeune fille en cours de scolarité ;
- Renforcer l'implication des chefs religieux dans la vulgarisation des textes de droits ;
- Intensification des activités de sensibilisation au niveau communautaire sur les questions liées au VBG, y compris par l'engagement des groupes d'individus les plus marginalisés.



Madame Mariama Moussa, SOS FEEVV, membre du GRSC | Crédit photo : UN WOMEN

Engagement de la société civile pour promouvoir la paix et la sécurité

En 2020, le Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC) a contribué à sensibiliser sur l'importance d'un processus électoral et une transition démocratique pacifique au Niger. Plus précisément, le GRSC, en collaboration avec des coalitions nationales, des organisations de la société civile, des mouvements de femmes et des femmes leaders, a mobilisé les synergies d'un large éventail de parties prenantes pour élaborer des recommandations politiques communes visant à prévenir le risque de violence pendant le processus électoral. Plus précisément, les organisations de défenses des droits des femmes ont réaffirmé l'importance de :

- Continuer à mettre en oeuvre des actions visant à contribuer pour des élections apaisées
- Observer le déroulement des élections et signaler les éventuelles violences à l'égard des femmes
- Encourager les femmes à sortir massivement pour exercer leur droit en tant que des citoyennes modèles

Grâce à cette plateforme, l'Initiative Spotlight a contribué à canaliser et à amplifier les voix et les actions des organisations de la société civile qui travaillent traditionnellement dans le domaine du développement afin d'apporter une contribution substantielle au domaine de la paix et de la sécurité.



Madame Salamatou Traore, Présidente ONG Dimol, membre du GRSC | Crédit photo : UN WOMEN

Les activités du GRSC ont porté sur le renforcement des capacités des partenaires de mise en oeuvre dans les régions, sur la typologie des VBG, la création des plateformes WhatsApp pour des échanges d'informations sur les sites et niveaux d'intervention.

Enfin, le GRSC a impulsé l'importance de la collecte, du traitement des données en vue des prises de décision pour mieux adresser l'assistance auprès des potentielles victimes de VFFF.

Pilier 2 : Institutions

Au vu des résultats attendus et de la stratégie de mise en oeuvre de ce pilier, les réalisations de l'Initiative Spotlight au cours de la période de référence peuvent être appréciées en termes (i) de renforcement de capacités/formations des cadres techniques afin d'assurer l'intégration du genre dans les plans sectoriels et les Plans de Développement Locaux ; (ii) d'appui institutionnel au mécanisme national de coordination pour un suivi participatif, et (iii) de plaider en vue d'un rehaussement des allocations budgétaires dédiées à l'élimination des VBG/PN dans les ministères sectoriels clés.

Renforcement de capacités/formations des cadres techniques

En termes de renforcement de capacités techniques/formations, le Programme Spotlight a réalisé une évaluation des besoins. Sur la base des résultats, un plan de renforcement de capacités a été élaboré. Ainsi, un pool de 30 formateurs a été constitué issus de 10 institutions clés⁸. Par ailleurs, 22 ministères et institutions ont été renforcés sur la PBSG/VBG à travers 121 membres des Cellules Genres composées essentiellement des responsables des directions techniques et des services en charge de la programmation/ planification et de suivi-évaluation. A l'Assemblée Nationale, 17 députés dont 2 femmes et 21 cadres techniques de l'Assemblée Nationale dont 7 femmes ont été formés et sensibilisés sur la PBSG. Ces acteurs formés sont aujourd'hui, chacun selon son domaine de compétence, apte à planifier, budgétiser et/ou analyser les documents de Politiques et Stratégies de leurs secteurs avec des " lunettes genre" afin de mieux conseiller les décideurs sur la prise en compte des disparités et l'allocation budgétaire adéquate y compris sur les problématiques de VBG.

⁸ Ministères : Plan, Promotion de la Femme et Protection de l'Enfant, Justice, Emploi, travail et protection sociale, Agriculture et élevage, Développement communautaire et Aménagement du Territoire, Finances, en charge de l'Education et de la Formation, CCOAD et Congafen



Crédit photo : Spotlight Initiative Niger/Mr Luuf

Appui institutionnel au mécanisme national de coordination

Concernant l'appui institutionnel, le Programme Spotlight a fourni un soutien logistique aux principaux partenaires institutionnels en favorisant leur fonctionnement efficace. Un lot de matériels logistiques tels que des ordinateurs, des imprimantes, du matériel didactique, des photocopieurs, des vidéoprojecteurs, du mobilier de bureau et des motos, a été mis à la disposition du MPFPE au niveau central et dans les régions cibles. Une remise officielle de ce matériel a été faite par la Coordonnatrice Résidente et Coordonnatrice Humanitaire du Système des Nations Unies au Niger et l'Ambassadrice de l'Union Européenne à Madame la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant en présence des chefs d'agences du Programme (UNFPA, UNICEF, UNDP et ONU FEMMES) en juillet 2020.

Plaidoyer en vue d'un rehaussement des allocations budgétaires sur les VBG

Les institutions chargées de mettre en oeuvre l'action étatique de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux filles sont tributaires d'une dynamique continue de renforcement de capacités en matière de planification et de financement des interventions. L'administration décentralisée quant à elle doit être capable d'intégrer les besoins des communautés dans le cadre des pouvoirs qui lui sont alloués, en coordination avec les actions du pouvoir national.

En 2020, le processus d'institutionnalisation de la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) est désormais enclenché au Niger à travers les Ministères en charge de la Planification Nationale et celui en charge du Genre avec l'implication des autres Ministères sectoriels clés dont le ministère des Finances. Une Stratégie Nationale en PBSG et deux guides méthodologiques d'intégration du Genre dans les plans et budgets dont un au niveau national et un au niveau local ont été élaborés par l'Initiative Spotlight sous le leadership du Ministère du Plan et sont en cours de validation. De plus, l'Initiative Spotlight a développé une note technique sur les enjeux d'institutionnalisation de la PBSG au Niger qui a été conjointement produite et soumise au Ministère du Plan.

L'objectif de la Stratégie Nationale en PBSG est de créer les conditions nécessaires pour que les modalités de planification, de programmation et d'allocation budgétaires intègrent convenablement les questions de genre. A terme, la Stratégie Nationale en PBSG permettra aux différents ministères et institutions concernés de se doter d'une capacité technique d'utilisation des modalités et des techniques de planification et de budgétisation sensible au genre pour une plus grande efficacité de l'impact des politiques et des programmes sur les différentes composantes de la population et plus particulièrement sur les femmes et les filles.

La mise en oeuvre de cette stratégie doit favoriser et traduire l'engagement politique de l'exécutif en faveur de l'intégration de la PBSG dans les processus de conception et de réalisation des politiques publiques budgétaires et dans les budgets aux niveaux national, sectoriels et locaux. Pour cela, une étroite collaboration entre les Ministères du Plan, de l'Economie et des Finances et celui en charge de la Femme et du Genre est nécessaire pour accompagner et orienter les autres ministères sectoriels et susciter l'implication des acteurs du niveau décentralisé avec la participation du GRSC.

La Stratégie Nationale en PBSG est assortie d'un plan d'action. Elle est structurée autour des trois axes ci-dessous :

- **Axe 1 :** Sensibilisation et plaidoyer qui favoriserait le développement d'une culture de l'égalité de genre auprès des différents acteurs des ministères et autres institutions notamment des responsables des différents programmes, au niveau central et déconcentré, des Parlementaires et des leaders de la société civile.
- **Axe 2 :** Développement des compétences techniques en techniques de planification et de budgétisation sensible au genre qui vise, chez les cadres engagés dans le processus de la chaîne PPBS, au niveau central et régional, la consolidation et l'élargissement des capacités techniques opérationnelles pour la pratique appropriée de la planification et de la budgétisation sensible au genre dans toutes les interventions relatives aux politiques publiques nationales et sectorielles. L'axe concerne les parties prenantes engagées dans la préparation des politiques et programmes et budgets y afférents et celles intervenant dans la phase d'examen et de contrôle budgétaire.

- **Axe 3** : Développement d'une sensibilité genre des données et indicateurs produits et utilisés dans le cadre des politiques publiques, des programmes et projets. Cette composante visera l'utilisation et l'intégration systématique d'indicateurs sensibles au genre dans la collecte, le traitement et la diffusion des données produites sur tous les secteurs, aux niveaux central et régional. Essentiellement, l'axe visera le renforcement des capacités des producteurs et utilisateurs de données à des fins de planification et de budgétisation sensible au genre.

Pilier 3 : Prévention et changement des normes sociales néfastes

En s'appuyant sur les résultats, les outils et ressources révisés et validés en 2019, l'Initiative Spotlight a continué à investir dans des stratégies et activités de changement de comportement et social, en mettant l'accent sur les engagements communautaires ciblant les parents, les leaders traditionnels et religieux ainsi que les hommes, les femmes, les filles et les garçons des régions cibles. Les principaux outils sont composés de divers modules, produits par les agences et révisés sur le fonds de l'Initiative Spotlight, portant sur les questions des droits humains, les besoins de l'être humain à chaque étape de son développement, la santé sexuelle et reproductive, les violences basées sur le genre, l'hygiène et l'assainissement, la résolution pacifique de conflits et les pratiques néfastes à la santé et au bien-être de la femme et de la fille. Les stratégies et les outils utilisés offrent aux participants l'occasion de réfléchir et discuter de manière non critique et non-coercitive sur des normes, pratiques et stéréotypes sociaux et de genre profondément enracinés dans leurs contextes et de décider collectivement de changer.

Il faut noter un passage à l'échelle des interventions dans les 300 villages des 60 communes des quatre (4) régions cibles de l'Initiative Spotlight, ce qui démontre une bonne acceptation du contenu du programme et des activités qui sont mises en oeuvre par les communautés locales. Les différentes animations se sont déroulées à travers l'utilisation des approches de communication interpersonnelle ainsi que des médias de masse et des plateformes numériques permettant ainsi de conscientiser et renforcer les connaissances et les compétences de

596 325

DONT



167 846
hommes



215 010
femmes



116 404
filles



97 065
garçons



Vue d'une rencontre inter-comité villageoise de protection pour finaliser le plan d'action à présenter aux communautés pour adoption

Crédit photo : M. Zakari Yaou Hamidou, Assistant Technique/Direction Régionale de la Protection de l'Enfant ; Zinder

A cause de la pandémie COVID-19 le déroulement des activités au niveau communautaire n'a pas été respecté. Pour y pallier, des stratégies d'adaptation ont, tout de suite, été mises en place. Des activités en petits groupes et visites à domicile ont remplacé les grands rassemblements pour permettre le respect des protocoles COVID-19. Les activités de mobilisation communautaire, comme le théâtre communautaire, ont été remplacées par des activités à travers les médias comme la radio. Des équipements de prévention ont été achetés et distribués à tous les partenaires et travailleurs de première ligne pour garantir le strict respect des protocoles de sécurité et réduire les risques de contamination. La sensibilisation sur la COVID-19 a été intégrée dans les activités.

Mobilisation communautaire pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles

L'Initiative Spotlight a également développé une stratégie à deux niveaux pour promouvoir la mobilisation de masse ainsi qu'un engagement accru au niveau communautaire sur des thèmes liés à la VBG.



Echanges avec les femmes de Tillabéri sur les rôles de l'assistance juridique communautaire pour la prise en charge des VBG | Crédit photo : UNDP

Tout d'abord, l'Initiative Spotlight a activement engagé les leaders communautaires qui jouent un rôle crucial au niveau des villages pour faire évoluer les normes et les comportements autour du genre et en particulier des VBG. Il s'agit, plus spécifiquement de 40 chefs traditionnels et 60 chefs religieux des zones cibles qui ont vu leurs connaissances accrues et harmonisées à travers leur formation sur un argumentaire religieux sur les questions des droits des femmes et des filles. Ce qui leur a permis d'animer des rencontres intercommunautaires dans les villages cibles, avec la participation de 25 cadres des services techniques et 25 élus communaux, qui ont touché 11 149 personnes dont 3 548 femmes, 3 408 hommes, 2 122 filles et 2 071 garçons. Ils ont également animé des séances de sensibilisation dans les villages cibles, avant l'arrivée de la COVID-19, qui ont mobilisé 483 024 participant/tes (136 183 hommes, 174 584 femmes, 92 394 filles et 79 863 garçons) dont 83 370 à travers la stratégie de porte à porte organisée par les relais. L'une des avancées les plus remarquables de l'Initiative Spotlight a été le développement de 75 plans d'action cantonaux qui matérialisent l'engagement des chefs de canton à éliminer les VBG dans leurs réalités locales. Les relais des chefs sont responsables du suivi de la mise en oeuvre des plans d'actions.

En outre, l'Initiative Spotlight a collaboré avec des médias dans le but de diffuser au niveau communautaire des messages clés sur la violence liée au genre et de contribuer à l'élimination des stéréotypes qui y sont associés. Plus précisément, l'Initiative Spotlight a établi des partenariats avec 5 radios communautaires qui ont réalisé des émissions sur les causes et conséquences des VBG avec 185 diffusions et rediffusion. Chaque radio totalisant en moyenne un auditoire de 12

500 personnes dans son rayon d'émission, on estime à environ 2 312 500 personnes sensibilisées sur les VBG qui ont des connaissances sur les types, les causes, les services offerts aux victimes, les acteurs de lutte et les principes de prise en charge (confidentialité, respect, sécurité et non-discrimination) pour éviter les pratiques et pouvoir accompagner dans le référencement aux services essentiels. Afin d'atteindre les populations locales lors de COVID-19 et de faire participer un large public dans ces initiatives de prévention de la VBG, l'Initiative Spotlight a développé des méthodes innovantes pour promouvoir l'engagement communautaire par le biais des médias.

Par exemple, le programme a engagé les chefs traditionnels qui ont animé



192 émissions interactives, y compris avec des techniques de théâtre interactif, sur les ondes de 96 radios communautaires avec une population exposée au message estimée à environ

8 000 000 de personnes. Ces messages réduisent les confusions faites en matière de VBG et au sein des populations et orientent vers des comportements positifs et le soutien à apporter aux victimes.



Animation d'un théâtre interactif sur le viol des mineurs en cours sur la Radio Anfani de Zinder



Interaction avec le public : Un appel en cours d'être décroché par le présentateur du débat sur Gaskia Zinder

Crédit photo : M. Abdoul-Djalilou Elhadji Sama, Commissaire -adjoint, Association Scouts/Zinder

Théâtre interactif via la radio pour faire face aux défis du COVID-19

Le théâtre interactif est une approche de mobilisation communautaire mise en oeuvre dans les quartiers des communes urbaines des régions cibles de l'Initiative Spotlight. À la suite des mesures de prévention de la transmission de la COVID-19, il n'était plus possible d'organiser le théâtre interactif dans les quartiers. Mais compte tenu du fait que parmi les mesures de prévention il y a eu la fermeture des écoles, le risque des VBG pour les enfants, notamment pour les filles, est devenu plus élevé et c'est pour cela que les partenaires ont adopté des méthodes innovantes comme celle d'organiser du théâtre interactif à travers deux radios les plus écoutées. Un des thèmes qui a recueilli beaucoup de réactions des auditeurs/trices est celui lié au viol de petites filles, un phénomène qui prend de l'ampleur dans les quartiers périurbains et avec une impunité grandissante parce que les parents refusent de porter plainte pour préserver leur honneur. Les auditeurs/trices ont formulé un appel à l'action contre le mutisme des gens face aux viols des petites filles dans les quartiers.

Un point focal a été désigné par quartier pour le suivi de l'engagement pour briser le tabou et l'impunité.

Mobilisation pour la prévention de la VBG via des plateformes

Afin d'engager efficacement les jeunes pendant la Campagne 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes, l'Initiative Spotlight a utilisé des plateformes numériques pour renforcer les capacités des réseaux des organisations des jeunes. Cela a permis à 70 jeunes (27 femmes, 38 hommes, 3 filles et 2 garçons) représentant les réseaux des 4 régions cibles d'augmenter leur connaissance sur les VBG et acquis des techniques d'élaboration et diffusion de messages contre les VBG sur les réseaux sociaux comme WhatsApp. Cela leur a permis de devenir des mobilisateurs sociaux et des acteurs du changement au niveau communautaire. A travers des **plateformes multi-acteurs**, l'Initiative Spotlight a mobilisé des hommes et des garçons au niveau communautaire afin de devenir des alliés dans la prévention de la VBG. Au total, le programme a mis en place 11 plateformes et 4 clubs des hommes et a mobilisé 334 personnes (dont 120 femmes soit 35,9% âgées de 22 à 68 ans) de 15 communes des régions cibles de Tillabéry, Tahoua, Maradi et Zinder qui ont renforcé leur connaissance sur les VFFF/VBG/PN, la santé sexuelle et reproductive ainsi que sur les mesures préventives de la COVID-19 pour mieux jouer leurs rôles de veille au niveau de leurs communautés respectives. Les membres sont très actifs dans la sensibilisation sur les questions de VBG et ont organisé 16 séances de sensibilisation ayant touché 1 413 hommes, 1 342 femmes et 260 jeunes dont 85 filles de moins de 19 ans.

Enfin, l'Initiative Spotlight a permis d'établir et/ou de renforcer les "Clubs Dimitra" dans les régions cibles. Dans le cadre du programme, pour cette année 2020, 566 clubs ont été implantés dans 98 villages des 20 communes des régions de Tillabéry, Tahoua, Maradi et Zinder. Les participants ont acquis des connaissances sur les causes et conséquences de la VBG, ainsi que les mesures préventives à mettre en place pendant la pandémie de COVID-19.

Le modèle des Club Dimitra

Les Clubs Dimitra ou Clubs d'écoute communautaires Dimitra, sont un outil de communication participative et de mobilisation communautaire. Il s'agit d'espaces de dialogue et d'action dans lesquels les femmes, les hommes et les jeunes, sans complexe ni tabou, abordent des sujets sensibles, tels que la violence à l'égard des femmes et des filles, les interdits alimentaires ou tout autre thème. Grâce aux Clubs Dimitra, un groupe de personnes, voire un village entier, s'organise pour agir ensemble et apporter des changements positifs dans la vie de sa communauté.

Les membres des clubs se réunissent régulièrement pour discuter les défis communs auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne ; ils prennent ensuite des décisions et mettent en pratique des solutions à leurs problèmes par l'action collective, en utilisant uniquement les ressources humaines matérielles et financières à leur portée. A travers cette approche de communication participative, les membres des clubs développent des compétences et nourrissent l'ambition de se transformer en acteurs et actrices de changement, y compris pour porter efficacement la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles et l'amélioration du dialogue communautaire et de la cohésion sociale.

L'approche des Clubs Dimitra, d'abord en République démocratique du Congo et ensuite au Niger, a été transposée avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, tels que le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Burundi et le Ghana. Partout où ils ont été créés, les Clubs Dimitra ont connu un grand succès en encourageant et facilitant le développement des compétences, l'intégration et l'émergence des femmes comme jeunes leaders et cela, dans toutes les communautés qui les abritent. Au Niger, le modèle Clubs Dimitra a été reproduit et renforcé avec le soutien de ONU Femmes dans le cadre de l'Initiative Spotlight qui a mis l'accent sur l'engagement des hommes et des garçons, futurs maris, dans le domaine de la prévention des violences basées sur le genre.

Les Clubs Dimitra contribuent à la promotion de la cohésion sociale à la base en s'investissant pour promouvoir l'appropriation des compétences endogènes nécessaires pour une meilleure prévention des conflits au sein des communautés, particulièrement en ce qui concerne les VFFF.

Les 566 Clubs ont été animés par 23 975 adhérents composés de 6 570 hommes adultes, 10 056 femmes adultes, 2 820 jeunes filles, 3 005 jeunes garçons et 1 524 leaders de clubs dont 774 Femmes et 750 hommes. Les clubs sont encadrés par 28 encadreurs dont 7 femmes ayant été formés sur les VBG et les techniques de coaching des clubs.

Au niveau de chacun des 98 villages, les membres des Clubs Dimitra ont débattu sur au moins trois (3) formes de violences que le village a jugées préoccupantes et ont oeuvré pour mettre en place des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Parmi les formes de violences les plus identifiées et débattues, on note le mariage d'enfant, le mariage forcé, la corvée excessive des filles les conduisant à ne pas fréquenter ou à abandonner l'école, le viol et les violences conjugales et la prévention de violence à l'égard des filles des groupes marginalisés. Ainsi pour chaque type de violence débattue, les participants ont élaboré conjointement une feuille de route concrète et ont mené des actions pour contribuer à son élimination ou la réduction considérable. Ainsi un répertoire des violences faites aux femmes et aux filles et un autre lié aux engagements et décisions prises pour combattre les violences ont été dressés de même que les résultats obtenus dans les villages par les membres des clubs.

Enfin, avec l'objectif d'intégrer les jeunes et les groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations, les Clubs Dimitra font la promotion des principes de non-discrimination en s'assurant l'implication, par exemple, des jeunes filles et garçons dans la prise de décisions au sein de leur village en créant des club de groupe d'âge de moins de 19 ans et qui participent dans les assemblées villageoises avec des propositions de solutions aux problèmes spécifiques à leur tranche d'âge et les propositions sont accueillis et discutées par l'ensemble de la communauté.

Renforcement des capacités au niveau communautaire dans le domaine de la prévention des VBG

En partenariat avec l'ONG APBE avec la participation des communautés bénéficiaires, 601 parajuristes communautaires (238 femmes et 262 hommes) ont été sélectionnés, formés sur les concepts de base sur les VBG y compris la typologie pour mieux les identifier en communauté ainsi que des techniques de communication. Ils mènent quotidiennement des actions de sensibilisation et d'orientation en matière de VBG dans les 300 villages des 4 régions Spotlight. Dans le cadre de la synergie entre les acteurs impliqués dans le Spotlight et la bonne coordination des interventions, ces parajuristes communautaires ont été mis en réseau avec les para-juristes des cliniques juridiques à travers l'ANAJJ au niveau des 20 CSI sur les 22 CSI SONUB d'intervention dans les 22 communes. Les parajuristes ont sensibilisé au total 251 458 personnes sur les VBG (dont 122 098 femmes, 57 362 hommes, 26 691 garçons et 45 307 filles), 1 264 cas de VBG ont été signalés et orientés par les parajuristes vers les services de prise en charge.

Afin de renforcer les capacités des communautés à travers l'Approche Communautaire de la Protection de l'Enfant (ACPE), l'Initiative Spotlight a engagé 47 218 membres (dont 12 373 hommes, 13 239 femmes, 13 516 filles et 8 090 garçons) issus de 144 villages cibles de l'IS (sur les 300). Les participants ont été engagés dans un processus de changement de comportement

et de normes de genre en participant à des activités de discussions éducatives sur les thèmes liés aux questions des droits humains, de la santé sexuelle et reproductive, l'hygiène / assainissement, VBG et pratiques néfastes. En prenant part aux sessions de causeries éducatives animées par des facilitateurs/ facilitatrices communautaires formés, les auditeurs et auditrices acquièrent des connaissances et des compétences qui leur permettent d'être des agents de changement dans leur communauté qu'ils partagent avec tous les membres de la communauté à travers des assemblées villageoises. Cela permet d'engager l'ensemble de la communauté par rapport aux changements à adopter en comparant leurs pratiques au contenu des apprentissages. Ces assemblées villageoises sont également le moment où les apprenants/tes présentent un plan d'action sur l'éradication des actes et comportements qu'ils/elles auraient identifié comme une violation des droits. Afin d'assurer la durabilité et l'appropriation locale, une caisse de cotisation, dans laquelle déjà les auditeurs/trices ont contribué, est ouverte pour collecter des fonds pour soutenir la mise en oeuvre du plan d'action. La mise en place de mécanismes communautaires à travers les Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et les groupes de soutien aux femmes dans chaque village d'intervention permet non seulement de pérenniser les acquis, mais aussi de créer un pont entre le non- formel et le formel, étant donné que le Gouvernement a sorti un décret en 2019 institutionnalisant les comités de protection de l'enfant. Les membres des 144 comités villageois de protection de l'enfant mis en place en 2020, ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur les techniques d'animation et la gestion des cas. Ils ont à leur disposition les fonds de la caisse pour prendre en charge les cas. Ces comités jouent un rôle majeur dans la prévention des abus et violences, puisque ce sont les membres des comités qui prennent le relais, une fois que le facilitateur communautaire se serait retiré du village au bout de huit (8) mois. Pendant la période du pic de la pandémie, les membres ont utilisé l'approche de porte-à-porte pour sensibiliser les communautés, ce qui a permis de toucher 27 610 personnes (6 795 hommes, 11 487 femmes, 5 467 filles et 3 861 garçons). Ils ont également géré des cas.

Les cas de viols et agressions sexuelles ont été référés aux services de la gendarmerie et de la justice. Les comités travaillent en partenariat avec les structures de gestion des écoles, pour gérer les questions de VBG, sur la base du décret présidentiel sur la protection des filles à l'école. Cela permet aux comités d'élargir leur champ d'action au niveau des écoles pour prévenir les abandons scolaires des filles et le mariage des enfants. En 2020, ce sont 273 enfants, dont 143 filles qui sont retournés à l'école avec l'appui des membres des comités. Le travail en synergie commence à produire des résultats, comme le cas d'un enseignant en fuite qui a violé plusieurs filles de sa classe, a pu être arrêté et incarcéré dans une prison de la région de Tahoua. Les changements émergents documentés dans les rapports des régions cibles indiquent qu'une prise de conscience accrue des causes et des effets des VBG a incité les communautés à contester les pratiques néfastes et à initier des règlements et des actions pour les prévenir.

Impacts sur le terrain

Deux ans après le lancement de l'Initiative Spotlight, les premiers impacts sur le terrain sont visibles. Le bilan interne des interventions a montré que des changements concrets ont été constatés dans les villages cibles. Les résultats suivants ont été constatés par le biais d'enquêtes qualitatives et rencontres communautaires dans les zones d'intervention. Pour collecter les informations, les FACOM et leurs superviseurs disposent d'une fiche contenant une liste de comportements à évaluer chez les participants et participantes.

Ces informations sont renseignées à travers :

Les visites à domicile des participants/tes pour observer leurs comportements ou demander aux autres personnes vivant dans la maison et leur entourage proche les changements qu'ils ont constaté sur une liste qui leur est présentée ;

Les rencontres communautaires : la prise de position en public pour condamner certains comportements considérés comme une violence faite aux femmes et aux filles ou prendre position en faveur de la personne défavorisée.

Dans la région de Zinder : i) les communautés disent que l'Initiative Spotlight leur a permis de mieux comprendre leurs droits et ceux de leurs enfants ; ii) les couples disent que le programme a même apporté un changement positif dans leur vie conjugale (réduction de cas de répudiations, des violences conjugales, avec plus de dialogue dans la famille, etc.) ; iii) les communautés estiment que le programme a renforcé les liens de solidarité et la cohésion sociale ; iv) témoignages des agents de santé montrent une augmentation de la fréquentation des centres de santé .

Dans la région de Maradi, le programme Spotlight a contribué à i) la mise en place de caisses de solidarité à Jiga et Kirin puis dans tous les villages de Saé Saboua ; ii) la formation sur cotisation de la communauté pour 30 filles non scolarisées en couture et tricotage au niveau du village de Guidan Kané Katsinawa ainsi que leur initiation en fabrication de savon à Kaotchin Kabba, Ourafane et Jiga ; iii) la construction d'une maison de l'agent de santé dans l'enceinte de la case de santé au niveau du village de Tagaza et deux salles pour renforcer la capacité d'accueil des malades au CSI de Kirin.

Source : Extrait des bilans des interventions dans les premières communes de l'IS des régions de Maradi et Zinder

Dans le cadre de l'Initiative pour les Adolescentes du Niger « ILLIMIN Zaman Dunia en langue locale Haoussa » qui signifie le savoir pour la dignité. En 2019 le rapport a fait état de 19 100 adolescentes âgées de 10 à 19 ans les plus vulnérables déscolarisées et non scolarisées issues des 191 Espaces Sûrs dans les 4 régions d'intervention qui ont vu leurs potentialités et leurs compétences de vie renforcées en autonomisation par l'acquisition de plusieurs atouts/actifs sociaux, sanitaires, économiques et le changement social. Elles sont aptes à s'exprimer elles-mêmes en référence à leurs droits, à dénoncer les VBG, à appliquer les mécanismes de prévention contre les VBG notamment le mariage et la grossesse précoce et à participer à la vie de leur communauté.

Ces efforts ont été maintenus en 2020 avec la génération du Cinquième Cycle. Les résultats sont les suivants :

Répartition des adolescentes du cycle 5 par espaces sûrs par région

Région	Nombre d'Espace Sûrs	Adolescentes attendues	Adolescentes en début du programme	
			Effectif	%
Maradi	50	5 000	4 954	99%
Tahoua	64	6 400	6 346	99%
Tillabéri	39	3 900	3 900	100%
Zinder	39	3 900	3 900	100%
TOTAL	192	19 200	19 100	99%

Le nombre d'adolescentes en début de programme est très satisfaisant car il y a eu un taux de 1% de non inscrites qui proviennent des régions de Maradi et de Tahoua.

Répartition des adolescentes du cycle 5 par Groupes d'âges

Groupes d'âges des ADO REGION	10-14 ans	15-17 ans	18-19 ans	Total
Maradi	3 423	869	662	4 954
Tahoua	3 486	1 651	1 209	6 346
Tillabéri	1 531	1 279	1 090	3 900
Zinder	2 417	888	595	3 900
TOTAL	10 857	4 687	3 556	19 100
Pourcentage	57%	25%	19%	100%

Plus de la moitié des bénéficiaires du programme Illimin Cycle 5 sont des adolescentes relativement vulnérables/défavorisées âgées de 10-14 ans avec 57%.



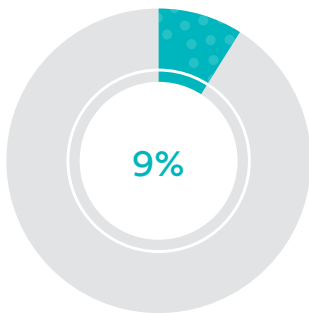
Crédit photo : UNFPA Ollivier Girard

Utilisation de la contraception et des services de santé pour des soins

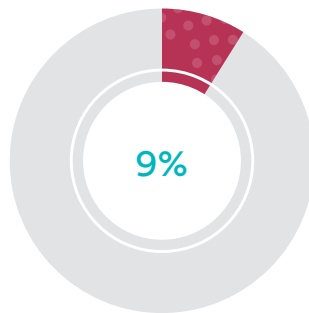
Un des modules non moins importants sur lesquels porte le programme ILLIMIN est celui de la santé de la reproduction. L'utilisation de la contraception est associée au mariage. Ainsi, on relève que 66,4 % (largement au-delà de la cible du programme Nationale pour l'accès des filles aux méthodes modernes de contraception qui est de 30% en 2022) des adolescentes mariées ont recours à la contraception moderne.

En ce qui concerne le recours aux soins pour les maladies et autres besoins,

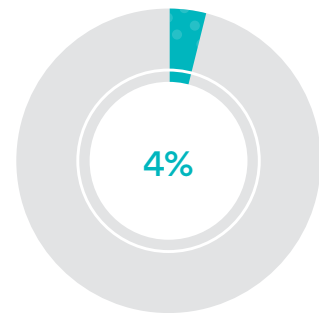
9% des adolescentes ont eu à recourir aux services de santé



Cette proportion atteint 22,5% chez les 18-19 ans, 9% chez les 15-17



et seulement environ 4% chez les 10-14 ans



A la fin du C5, les filles mariées avaient un âge moyen de 16,7 ans. Et un intervalle génésique de 1,7 ans.

Disposition du recul de l'âge du mariage

Au début du cycle, il y avait un certain nombre de filles qui ont déjà été dotées et s'apprêtaient à se marier. Parmi celles-ci, 57% ont retardé leur mariage du fait du programme Illimin et ses enseignements dispensés.

Connaissances des contrevérités sur la Planification Familiale des adolescentes du cycle 5 de Illimin

Indicateurs	Cible 2022 pour le programme National de la santé de la reproduction	Résultats
% des adolescentes estiment que les produits contraceptifs ne rendent pas stérile	95%	70,6%
% des adolescentes estiment que les produits contraceptifs n'engendrent pas la naissance d'enfants mal formés	70%	72,6%
% des adolescentes connaissent les lieux où se procurer les méthodes contraceptives	80%	58,4%
% des adolescentes estiment qu'une fille peut tomber enceinte la première fois qu'elle a des rapports sexuels	70%	68,8%
% des adolescentes connaissent le moment du cycle menstruel, pendant lequel une femme a plus de chances de tomber enceinte	75%	74,3%
% des adolescentes estiment que les pertes involontaires d'urine sont une des manifestations de la fistule	50%	73,1%
% des adolescentes estiment qu'elles ont plus de risques de fistule obstétricale pendant l'accouchement que les femmes adultes	70%	53,9%
% des adolescentes estiment que l'excision peut causer la fistule obstétricale	70%	70,9%

Renforcement des compétences en vie courante des adolescentes

Indicateurs	Cible 2022 pour le programme National de la santé de la reproduction	Résultats
% des adolescentes estiment qu'une personne apparemment en bonne santé peut être infectée par le VIH	50%	84,4%
% des adolescentes estiment qu'il est nécessaire pour une personne apparemment en bonne santé de faire le dépistage du VIH	85%	85,8%
% des adolescentes estiment que la consommation de la drogue ne résout pas les problèmes	75%	86,4%
% des adolescentes estiment que le tabagisme est nuisible à la femme enceinte	75%	87,0%
% des adolescentes connaissent l'importance du lavage des mains	80%	92,3%
% des adolescentes estiment que l'hygiène dentaire est importante	75%	90,9%
% des adolescentes instruites du mode de prévention du paludisme	75%	87,5%
% des adolescentes instruites sur le mode de prévention des maladies infectieuses (choléra...)	50%	84,3%
% d'adolescentes qui ont été capables de mentionner au minimum deux vaccinations importantes au Niger	50%	69,2%

Renforcer les capacités financières des adolescentes ciblées par le projet

Les adolescentes ont été également formées pour être en mesure de conduire une AGR et entreprendre une activité économique. Au total, 15,2% (vs cible de 10% en 2022) des adolescentes ont un emploi rémunéré ou exercent une AGR en fin du Cycle 5 ; 60,9% (vs cible de 80% en 2022) ont la capacité à se définir des objectifs d'épargne ; 93,1% (vs cible de 50% en 2022) des adolescentes ont la capacité de se définir des plans d'épargne ; 86,2 % (vs cible de 50% en 2022) des adolescentes savent utiliser les moyens modernes d'épargne et une adolescente a en moyenne à la fin du Cycle 5 épargné cinq mille cinq cent vingt-six franc CFA (5526 F CFA vs cible de 1000 F CFA en 2022).

La suite consiste à offrir plus d'opportunités d'autonomisation aux adolescentes qui ont désormais les compétences théoriques de base.

Renforcement du niveau d'alphabétisation des adolescentes

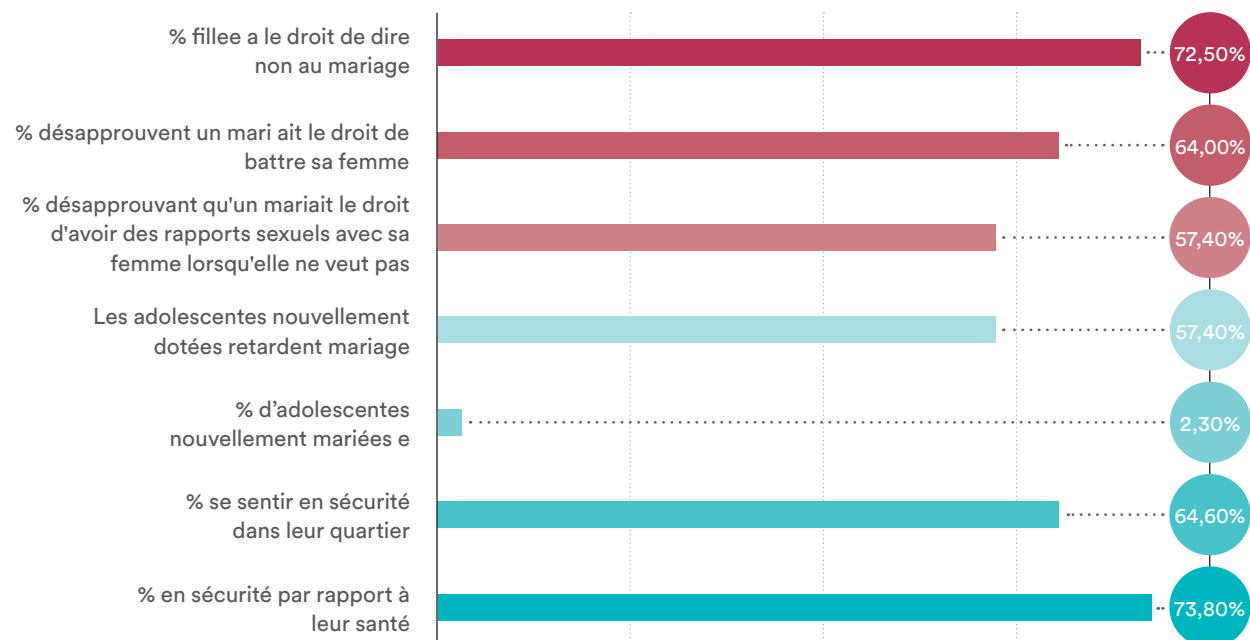
La formation Illimin comporte un volet alphabétisation qui consiste à l'initiation des adolescentes à la lecture et aux méthodes de calcul de base. A l'issue du cycle, la majorité des filles accompagnées par le programme démontrent un bon niveau sur différentes compétences de base (lecture des chiffres, nombres à 2 à 3 chiffres...). On relève ainsi que 70,9% des adolescentes ont un bon niveau en lecture des chiffres ; 63,5% des adolescentes ont un bon niveau en lecture des nombres de 2 à 3 chiffres ; 52,4% ont un bon niveau en lecture des grands nombres ; 52,4% ont un bon niveau en mathématiques ; 53,0% des adolescentes en dictée des textes ; 53,0% des adolescentes en écriture ; 52,7% ont un bon niveau en phonémique ; 69,4% des adolescentes un bon niveau en lecture des lettres et 62,7% des adolescentes savent effectuer des opérations de calculs simples. Ces résultats traduisent une tendance favorable à l'atteinte des objectifs de renforcer les compétences scolaires de base, qui peuvent les aider à retourner à l'école ou renforcer leurs opportunités d'emploi.

Renforcement du réseau social des adolescentes

Dans le domaine du renforcement du réseau social des adolescentes, l'appartenance à un groupement et/ou une association est importante dans la vie des adolescentes. Ainsi, en fin du Cycle 5 ; 11,2% des adolescentes sont membres d'un mouvement ou d'une association ; 13,5% des adolescentes ont un réseau d'amies ; 32,3% des adolescentes ont quelqu'un auprès de qui elles peuvent emprunter de l'argent en cas de besoin et 76,5% des adolescentes ont des personnes capables de la conseiller. Au regard de ces résultats, des efforts restent à faire dans le cadre du suivi post programme pour pouvoir apprécier certains changements qui se font en général sur un temps relativement long.

Renforcement de la prise de conscience des droits des adolescentes

Ainsi, à la sortie du Cycle 5; 72,5% (vs cible 90% en 2022) des adolescentes estiment qu'une fille ou une femme a le droit de dire non au mariage lorsqu'elle ne veut pas ; 64,0% (vs cible 70% en 2022) des adolescentes désapprouvent le fait qu'un mari ait le droit de battre sa femme lorsqu'elle ne lui obéit pas ; 57,4% (vs cible 70% en 2022) des adolescentes désapprouvent le fait qu'un mari ait le droit d'avoir des rapports sexuels avec sa femme lorsqu'elle ne veut pas ; 57,4% (vs cible 50% en 2022) des adolescentes nouvellement dotées parviennent à retarder leur mariage. A propos de sécurité, plus de six filles sur dix (64,6% vs cible de 40% en 2022) ont déclaré se sentir en sécurité dans leur quartier et plus de sept d'entre elles sur dix (73,8% vs cible de 40% en 2022) en disent autant au regard de leur santé.

Figure 2 - Connaissance des droits des adolescentes enrôlées

Les jeunes filles des « Espaces sûrs » au service de la prévention : Adaptation au contexte de la COVID-19

Dans le contexte de la COVID-19, un des éléments phares de la réponse communautaire pour la prévention du COVID-19 est la mobilisation des jeunes filles des « Espaces sûrs » enrôlées dans le Centre de formation des adolescentes en stylisme-modélisme (CFSM) de Niamey pour prendre en charge la fabrication de masques qui faisaient cruellement défaut.

Cette action a permis de doter diverses structures nationales et internationales en masques : le ministère de la Santé publique, l'Hôpital Mobile aménagé au Stade Seyni Kountché de Niamey, la Coordination du Système des Nations Unies au Niger, la Gendarmerie nationale, les forces de la Police de Niamey, les réfugiés et les déplacés dans les régions de Tillabery, Diffa et Tahoua.

Elle offre aux jeunes filles des « Espaces sûrs » l'occasion de travailler pour leurs communautés, leur pays, mais également de gagner de l'argent. Alors que le travail se raréfie, les 300 jeunes filles confectionnent 1 500 masques par jour et reçoivent 300 FCFA par pièce, ce qui leur garantit un revenu journalier de 10 000 FCFA qu'elles s'engagent à épargner pour pouvoir s'acheter chacune une machine à coudre.

Au regard des données ci-dessus obtenues par les espaces sûrs, nous sommes en mesure de confirmer qu'une nouvelle génération de filles et de futures femmes est en construction pour faire reculer les pratiques qui engendrent les discriminations, les VBG. Et selon Salamatou une des auditrices de Tillabéri « *Le programme Illimin avec Spotlight m'a éclairé, transformé avec*

plusieurs autres filles. J'ai des connaissances qui me permettent de prendre des décisions sans trop d'influences, je suis épanouie, j'oriente des amies. Je considère que j'ai un rôle à jouer dans mon environnement familial pour et plus tard dans la société pour faire changer les comportements négatifs à l'égard des filles et des femmes ».

Forger les leaders de demain

Grâce à son travail de terrain, l'Initiative Spotlight contribue à créer et à équiper les futures leaders du Niger dans le domaine de la VBG. Plus précisément, le programme a contribué à l'émergence des jeunes filles leaders appelées « correspondantes protection », en raison de 2 par villages, soit un total de 288 adolescentes. Elles font partie des participantes aux causeries éducatives, ce qui leur a permis d'acquérir des connaissances et des compétences pour poursuivre la sensibilisation des autres adolescentes scolarisées et non scolarisées, y compris pendant la période du pic de la pandémie COVID-19, à travers des visites porte-à-porte et des ateliers communautaires participatifs par petits groupes où elles ont partagé leurs connaissances. Les ateliers participatifs dispensés en langue locale ont été l'occasion de mettre en application les acquis de leur apprentissage. Encadrées par des facilitateurs communautaires qualifiés, elles représentent les filles du village dans les comités de protection de l'enfant où elles s'assurent de la prise en compte de l'intérêt de celles-ci.



Halima Hassan,
16 ans, Région de Maradi

« Les sessions éducatives ont changé beaucoup de choses dans ma vie comme : la connaissance de mes droits et devoirs et m'ont appris à m'exprimer devant un public sans aucune peur. J'ai appris l'importance de la discussion dans mon milieu et cela m'a permis de dialoguer avec les filles en cas de problème »

Promotion et plaidoyer pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) en milieu communautaire

La bonne gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) en milieu communautaire est essentielle pour permettre aux filles et aux jeunes femmes de participer pleinement à la vie de leur communauté et de développer pleinement leur potentiel. Pendant la période de référence, le programme Spotlight a formé 33 acteurs des niveaux central et régional des ministères sectoriels et des ONGs, intervenant dans le domaine WASH, sur les VBG et la Gestion de l'Hygiène menstruelle (GHM). Les participants ont été outillés sur dix (10) modules de la GHM, qui ont été révisés par l'Initiative Spotlight avec

des nouveaux composants sur la GBV, et ses liens avec les VBG dispensés par les facilitateurs des ministères sectoriels de l'Hydraulique, l'éducation et du Réseau des journalistes pour l'Eau et l'Assainissement (REJEA). Les différents facilitateurs ont alterné les méthodes participatives, les travaux de groupe, la projection de films documentaires, afin de véhiculer de manière claire et compréhensive les informations et d'édifier les participants sur l'évolution de la thématique de la GHM.

Avec pour objectif de sensibiliser aux défis liés la GHM, un film documentaire a été réalisé pour capitaliser sur les activités de formation de 16 jeunes filles couturières tenu à Niamey en 2019 sur la production des serviettes Hygiéniques réutilisables dont l'objectif est d'améliorer les pratiques en matière de GHM en milieu communautaire et aussi de renforcer les capacités économiques des filles hors système scolaire⁹. Il est à noter que les filles ont formé à leur tour 10 autres filles, elles se sont constituées en association et ont généré des ressources à partir de la vente de leur produit pour se procurer de nouveaux matériels de production. Ceci leur a permis d'augmenter leur production et leurs revenus. Plus précisément, la vente des premières serviettes a permis aux filles d'acquérir de la matière première pour avoir une plus grande production et aussi de cette vente, leurs revenus sont accrus et leurs conditions de vie améliorées. Cette activité a été réalisée à travers la mission de suivi des couturières organisée par le MHA en partenariat avec le REJEA.

Pilier 4 : Des Services de qualité

Dans le cadre des activités du pilier 4, l'Initiative Spotlight a adopté une réponse à multiples niveaux pour faire face aux défis apparus lors de la crise du COVID-19 et éviter la discontinuité dans la prestation des services. En mettant l'accent sur l'accès aux services juridiques, aux services de santé et la prise en charge holistique, le programme a contribué à enregistrer des avancées considérables qui ont amélioré la qualité des services essentiels aux survivantes des VBG dans les régions d'intervention du programme, ainsi que la coordination entre les prestataires de services, les chefs traditionnels et religieux et la société civile.

La pandémie mondiale de COVID-19 a également amplifié les obstacles et barrières qui empêchent les femmes et filles victimes de violence d'accéder aux services essentiels. Parmi ces obstacles, les plus significatifs sont la disponibilité limitée des services, en particulier pour les populations rurales, le manque d'informations précises sur les services disponibles, une faible coordination entre les prestataires de services, un accès limité aux mesures de protection, notamment aux équipements de protection individuelle (EPI), stigmatisation des victimes de violence et défiance envers les prestataires de services. Au Niger, la crise sanitaire a également contribué à renforcer les discriminations perpétrées envers les femmes et les filles les plus marginalisées comme celle qui vivent dans les régions éloignées ou rurales, et celles issues de foyers pauvres. Ces groupes ont souffert de manière disproportionnée de l'interruption et/ou la discontinuité dans la fourniture

⁹ En mars 2021, le film fera l'objet de projections publiques avec les caravanes de sensibilisation prévues en région

de services en présence en raison des mesures de confinement et sécurité imposées pour prévenir la propagation du virus. Le programme Spotlight a abordé, dans le cadre de ce pilier, tous les défis pour favoriser un accès inclusif à des services de qualité.

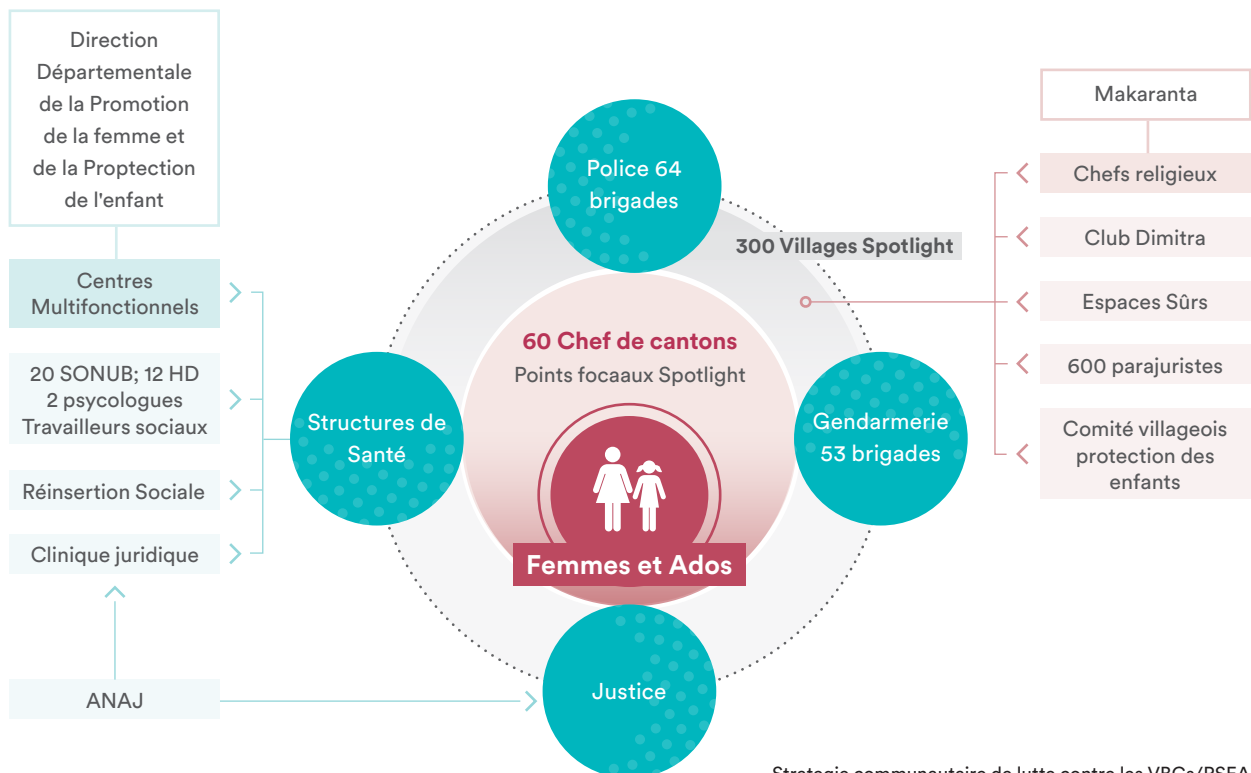
Etudes stratégiques

Afin d'évaluer les besoins spécifiques des personnes survivantes des VBG, y compris ceux apparues lors de la pandémie du COVID-19, et assurer la complémentarité des actions, l'Initiative Spotlight, en coopération avec le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant à travers ses Directions régionales, a réalisé une cartographie des parties prenantes et une évaluation des besoins dans le domaine de la prestation de services dans les régions de Maradi, Zinder et Tahoua. La même étude se poursuivra pour la région de Tillabéri en 2021.

Les données collectées lors de ces études relèvent le besoin de renforcement des capacités des acteurs de mise en oeuvre notamment sur les notions de violence basée sur le genre et leur caractérisation, ainsi que le besoin de renforcer la compréhension des mécanismes de référencement afin de garantir une cohérence accrue entre les différents prestataires de services et à favoriser les synergies avec les chefs traditionnels et religieux et les organisations de la société civile, entre autre.

Procédures Opérationnelles Standards (POS)

L'élaboration des POS a été basée sur la stratégie communautaire de prévention et de réponses aux VBG ci-dessous conçue dans le cadre du programme Spotlight.



Afin d'améliorer la qualité des services fournis aux survivantes de violence, le programme Spotlight a développé dans les 4 régions cibles des Procédures Opérationnelles Standards (POS) et des schémas de référencement afin de mieux faciliter et mieux coordonner les mesures conjointes de prévention et de réponse à la VBG.

Les POS détaillent les procédures minimales à suivre tant pour la prévention que la réponse à la VBG, en précisant notamment les organisations et/ou groupes communautaires qui seront responsables des actions menées dans les quatre principaux secteurs d'intervention : santé, appui psychosocial, juridique/justice et sécurité.

Dans le but de garantir l'appropriation du mécanisme de renvoi, l'Initiative Spotlight a adopté une approche multi-acteurs et participative en deux étapes engageant la société civile, les services étatiques, les partenaires techniques et financiers et des représentants des communautés : la première étape a visé à renforcer la compréhension des principales parties prenantes sur l'importance du POS, ses objectifs et sur la méthodologie participative de leur mise en place. La deuxième étape a consisté à discuter et définir conjointement, à travers des groupes de travail thématiques, les rôles et les responsabilités selon les compétences et les capacités des acteurs et enfin développer le cheminement à suivre pour les survivants de la violence. Une fois le document finalisé il est présenté, validé et soumis à la signature de chacun des acteurs concernés.

Accès à des services de qualité pendant la pandémie de la COVID-19

Les services de santé

Au cours de la période de référence, l'Initiative Spotlight a obtenu des résultats substantiels dans le domaine de la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive. Tout d'abord, pour répondre aux risques de viols et de violences sexuelles, faire face à la lutte contre la mortalité maternelle et satisfaire les besoins en planification familiale, le financement de Spotlight a doté 153 CSI des communes d'intervention des 4 régions en kits post-viol, matériels médicaux pour les accouchements assistés, et médicaments et produits contraceptifs. Cette action a amélioré de façon importante la santé maternelle, augmentant l'utilisation des produits contraceptifs et diminuant les conséquences liées au viol, notamment les infections sexuellement transmissibles (IST) et les grossesses non désirées. De plus, l'Initiative Spotlight a équipé 22 centres de Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgences de Base (SONUB) avec tous les matériels nécessaires pour la fourniture de services de qualité aux survivants de violences sexuelles, y compris 29 kits post viol, ce qui a permis d'assurer la prise en charge de 1 102 survivantes de viols et d'agressions sexuelles parmi lesquelles 232 enfants.

La fistule obstétricale (FO) est une des conséquences de VBG (surtout le mariage des enfants) qui touche principalement les filles et les femmes les plus vulnérables avec une estimation de 700 à 756 nouveaux cas de FO par an au Niger. La prise en charge de FO se fait en routine dans les 11 centres de prises en charge du pays. En 2020, au total, 469 filles et femmes avec des fistules obstétricales et des prolapsus ont été traitées dont 418 ont été opérées et 51 traitées par sonde. Les fonds Spotlight ont permis de prendre en charge, d'une part, 354 sur les 418 (85%) des filles et femmes opérées pour fistules génitales féminines et 122 femmes sur 158 (77%) opérées pour prolapsus utérin.

La perspective est de servir de cette stratégie pour regrouper au niveau des régions les différents acteurs de VBG dans le cadre des réunions de coordination régionale.

Les services juridiques et judiciaire

L'Initiative Spotlight a permis d'améliorer l'accès à la justice, offert aux populations de la région cible des conseils juridiques et assurer la prise en charge holistique des survivantes de VBG. L'Initiative Spotlight a installé 22 cliniques juridiques couvrant les 300 villages ciblés par l'Initiative Spotlight.



Séance de sensibilisation/information sur les VBG, sur le Spotlight, sur les services disponibles et le rôle des Cliniques juridiques dans le village de Bouja, à Dan Issa, Maradi, Niger | Crédit photo : UNDP

Les cliniques juridiques fournissent des consultations légales et du support juridique aux victimes des VBG. Les cliniques juridiques contribuent également à accroître la sensibilisation aux enjeux liés à la persistance des violences faites aux femmes et aux filles et aux voies d'accès aux services juridiques dans les 4 régions cibles du Spotlight. Au cours de la période de référence, les cliniques juridiques ont contribué à renforcer la connaissance de 21 843 personnes sur les droits légaux des victimes de violence et les voies de recours au niveau communautaire dans 179 villages.

L'Initiative Spotlight a aussi permis de renforcer les capacités en matériels et techniques des cliniques juridiques avec notamment 60 acteurs de la chaîne judiciaire (présidents des tribunaux, procureurs délégués, greffiers), 26 Défenseurs Commis d'Office (DCO) à la défense des dossiers de VBG, 70 animateurs des cliniques juridiques et relais communautaires engagés en leur permettant d'assurer pleinement leurs rôles et apporter un soutien global aux victimes de la violence, en particulier aux catégories les plus marginalisées. Entre novembre et décembre 2020, les cliniques juridiques ont fourni du support légal à :



Au total, près de 600 dossiers de VBG ont été recensés entre 2019 et 2020 dans les localités Spotlight, dont 190 dossiers ont été jugés par les services judiciaires en 2020 grâce notamment aux audiences foraines organisées par l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ).

De même, les connaissances acquises par les membres des plateformes multi-acteurs leur ont permis d'identifier 19 cas de violence et de les référer vers les services compétents, notamment vers les juridictions compétentes.

Pour atteindre ces résultats et améliorer l'offre de services de qualité aux survivantes VBG ainsi que la collecte et le partage des données, l'Initiative Spotlight a établi un partenariat avec la police et la gendarmerie nationale. Ces deux institutions disposent chacune d'une division nationale spéciale pour la protection des femmes et des mineurs. A l'intérieur du pays, des brigades ont été mises en place pour accueillir et prendre en charge et référer les survivantes de VBG.

Les services sociaux

L'Initiative Spotlight a renforcé la capacité des 36 services sociaux et 9 centres d'écoute ainsi que des 144 CVPE dans les communes cibles à travers les formations sur les VBG et la gestion de cas et recyclages (formation pour les personnes formées déjà et pour lesquelles il a été constaté des lacunes qui sont corrigées à travers une formation) dont ont bénéficié les travailleurs sociaux ainsi que des appuis nécessaires pour assurer la continuité des prestations à celles et ceux qui en ont besoin, y compris pendant la période du pic de la pandémie COVID-19. Les locaux devant servir des centres d'écoute dans les quatre régions cibles ont été mis à disposition par les communes et aménagés pour correspondre aux normes et standards en la matière avec le soutien du programme. Les neufs (9) centres des régions de Maradi et Zinder aménagés depuis 2019 ont fonctionné à

plein régime pour prendre en charge les survivantes des VBG qui étaient nombreuses à cause des conséquences des mesures prises pour prévenir la transmission de la COVID-19, notamment la fermeture des écoles sans possibilité de poursuivre les apprentissages pour les élèves scolarisés dans les écoles publiques dont la majorité sont issus de familles pauvres, la fermeture des frontières, des marchés. Pour permettre aux travailleurs sociaux d'assurer la continuité des prestations tout en minimisant les risques de contracter la COVID-19, les services ont été dotés en équipements de prévention par la mise en place des dispositifs de lavage des mains, des savons et des masques. Au cours de l'année, ce sont 2 991 cas de VBG qui ont été pris en charge (37 cas de viol, 34 cas d'agressions sexuelles, 435 cas de violences physiques, 219 cas de violences psychologiques, 1 660 cas de déni de ressources ou violences économiques liées à la perte d'emploi et 606 cas de mariages d'enfants) dont 509 cas graves (viols, agressions sexuelles, entre autres) référés vers d'autres services, principalement la santé, la justice, la police.

L'Initiative Spotlight a aussi contribué à la réalisation, en collaboration avec les CSI, d'une stratégie de réinsertion des victimes de VBG. Pour ce faire, 16 Plateformes multifonctionnelles (PTFM) dans 16 villages cibles du Programme ont été installées et ont permis la réinsertion socio-économique de 350 femmes victimes de VBG dont 12 femmes porteuses de fistules obstétricales traitées et guéries.

Plateforme Multifonctionnelle (PTFM)

Une PTFM est un dispositif de transformation agro-alimentaire et d'accès aux services énergétiques. Elle est constituée d'un moteur diesel auquel peuvent être couplés divers modules qui sont principalement des machines de transformation de produits agricoles, de production d'électricité. La PTFM vise à (i) contribuer à la valorisation des productions agro-alimentaires, (ii) alléger la charge de travail de la femme rurale, (iii) fournir des services énergétiques de base, (iv) diversifier et accroître les revenus des femmes, et (v) permettre l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, hydraulique).

Concernant le mode de gestion, un comité sera mis en place, composé des survivantes et d'autres femmes en vue d'éviter la stigmatisation des victimes de VBG et d'assurer une meilleure réinsertion des survivantes. Une PTFM peut accueillir au moins 20 femmes qui se constituent en groupement légalement reconnu par les autorités locales. Ce groupement bénéficie des sessions de formation en vie associative, en éducation financière et en gestion de la PTFM (techniques de gestion d'entreprise et micro-entreprise).

Un système de suivi de proximité est mis en place pour accompagner les principaux acteurs. Il s'agit d'un suivi des opérations financières et d'une évaluation de l'impact socio-économique sur la communauté. Aussi, ce suivi intègre la recherche de synergie avec d'autres projets et/ou l'intensification des activités génératrices de revenus (AGR). La durée du suivi est de deux ans, ce qui donne le temps nécessaire au comité de gestion de s'approprier les outils de gestion.

La prise en charge holistique et le renforcement des mécanismes de référencement

Au cours de la pandémie du COVID-19, le renforcement des mécanismes de référence existants est apparu comme un défi crucial pour assurer l'efficacité et la rapidité d'accès aux services essentiels des victimes de violence. Ainsi, l'Initiative Spotlight a soutenu des centres multiservices dans le but de favoriser leur capacité à fournir des services de qualité et de veiller transversalement à ce qu'ils puissent répondre aux besoins spécifiques des groupes de femmes les plus marginalisés. Des missions d'évaluation des besoins et de suivi ont été menées conjointement pour évaluer les besoins des centres multiservices. Plus précisément, une mission conjointe a été organisée au centre de Tillabéri avec la participation du Directeur Général de la Protection de l'Enfant au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, la Directrice Régionale et la cheffe de Division Protection de l'Enfant et la cheffe CSI de Daibéri, les agences des Nations Unies impliquées et aire de santé dont relève le centre multifonctionnel. Pour les centres multifonctionnels des régions de Maradi, Tahoua et Zinder, des missions d'évaluation des besoins pour leur réhabilitation ont été réalisées sous le leadership du MPFPE.

Visite du centre multifonctionnel de Tillabéri et évaluation des besoins des sites de Maradi et Tahoua

Le Programme Spotlight a prévu la mise en place de services de prise en charge holistique des victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) et les pratiques néfastes dans les régions Maradi, Tahoua, Zinder et Tillabéri.

La première année de mise en oeuvre du Programme a permis de réhabiliter le Centre Multifonctionnel de Tillabéri et de le mettre à la disposition des survivantes des VBG. En vue de s'inspirer du modèle du centre de Tillabéri pour les autres régions, une mission conjointe conduite par le MPF/PE a été organisée du 15 au 22 octobre 2020 pour faire le bilan du fonctionnement du centre de Tillabéri et évaluer les besoins en réhabilitation des sites de Maradi et Tahoua.

La mission a constaté au niveau de Tillabéri que tous les services du centre sont fonctionnels, notamment le service de santé dont l'accès a été ouvert aux populations du village hôte pour éviter la discrimination des survivantes de VBG. Toutefois, il a été relevé le manque de jouets et d'un espace pour les enfants des survivantes. Sur la base des recommandations faites au centre de Tillabéri, la mission a évalué l'existant et a identifié les bâtiments à rénover qui pourraient abriter le centre de prise en charge holistique dans les régions de Maradi et de Tahoua.

Les principales recommandations de la mission sont :

Equiper les centres multifonctionnels de jouets pour les enfants accompagnant leurs mères survivantes ;

Créer un espace ami des enfants au niveau du centre afin d'occuper les enfants accompagnant les survivantes ;

Réhabiliter et équiper les bureaux des sites identifiés dans les régions de Maradi et Tahoua pour abriter les différents services de prise en charge.

Rapport de visite du Centre de prise en charge de Tillabéri et évaluation des sites de Maradi et Tahoua

Sur la base des résultats, sous la coordination de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Tillabéri, l'Initiative Spotlight a supporté le centre multifonctionnel de Tillabéri qui a été rénové pour mettre le centre en conformité avec les normes de sécurité, confidentialité et devenir pleinement opérationnel. Pour les centres multifonctionnels des régions de Maradi, Tahoua et Zinder, le processus de réhabilitation est déjà en cours pour les centres de Maradi et Tahoua avec un taux d'exécution d'environ 70%. Pour le centre de Zinder, le travail démarre au cours du premier trimestre de 2021.



Crédit photo : UNDP

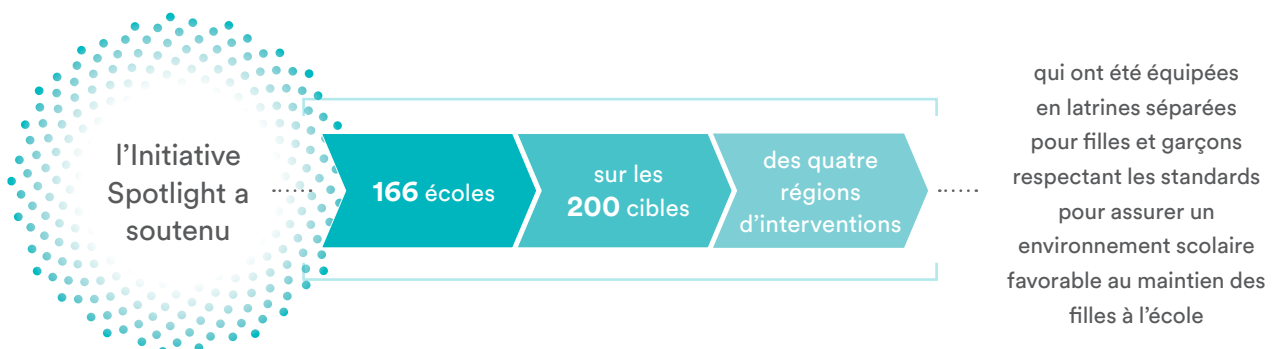
L'Initiative Spotlight, en partenariat avec l'ONG national Actions Pour le Bien Être (APBE), l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) et l'Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (ANDDH) a également renforcé tous les centres de santé dans les régions cibles avec des assistants sociaux et a créé un parcours de référence avec les cliniques juridiques afin d'assurer une prise en charge intégrée des victimes de violence couvrant non seulement l'aspect médical mais aussi le volet psychosocial, juridique, judiciaire et la réinsertion socioéconomique.

Une mission conjointe SNU-Gouvernement (Ministère en charge du Genre, de la Justice, de la Santé) - OSC a été organisée dans les quatre régions cibles du Programme Spotlight afin d'installer officiellement les services de prise en charge holistiques dans 22 sites identifiés. La mission a permis ainsi de matérialiser une synergie d'action entre les Agences du SNU et entre elles et les ONG de mise en oeuvre autour des structures gouvernementales. La stratégie de mise en oeuvre des services et le schéma de collaboration ont été bien établis par tous les acteurs.

Pour assurer la prise en charge holistique des survivantes de VBG et servir efficacement la population cible, l'Initiative Spotlight a systématiquement engagé les chefs traditionnels de canton, les structures communautaires et d'autres acteurs institutionnels au niveau des communes. Par exemple, le programme a renforcé les liens et les mécanismes de référencement entre les cliniques juridiques et les structures locales, traditionnelles et religieuses. Ainsi, une des principales réalisations de l'Initiative Spotlight au Niger parmi les 124 personnes qui ont visité les cliniques, un tiers a été référé par les Chefs Traditionnels et Leaders Religieux. Avec l'objectif d'atteindre les femmes et les filles qui sont dans les régions les plus éloignées et les plus enclavées, dans chacune des 4 chefs-lieux des régions Spotlight une équipe mobile pluridisciplinaire composée chacune d'un psychologue, d'un gestionnaire de cas VBG, d'un conseiller juridique et d'une sage-femme a été mise en place. Afin d'intégrer le principe de « ne laisser personne de côté », l'équipe mobile est spécialisée et est dotée de véhicule pour apporter une réponse holistique aux survivantes et a été formé pour répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles les plus marginalisées, comme celles qui vivent dans des zones rurales ou isolées.

Accès à des services de qualité : focus sur les jeunes filles

Enfin, l'Initiative Spotlight a accordé une attention particulière à la satisfaction des besoins des filles, en particulier celles qui sont victimes de violence.





Crédit photo : UNICEF

Ces infrastructures seront gérées par les comités de gestion des établissements scolaires existants en collaboration avec l'association des parents d'élèves et les gouvernements scolaires constitués des élèves eux-mêmes.



Crédit photo : UNFPA

Renforcement des capacités en matière de qualité et de coordination des services essentiels

Pour répondre aux besoins nationaux issue des recommandations suite à la formation en 2019 des policiers, gendarmes et magistrats, une formation de formateurs en audition a été organisé à Dosso en décembre 2020 au profit de 13 personnes dont des policiers, des gendarmes et un psychologue qui travaille avec ces deux institutions des régions de Spotlight sélectionnées sur la base de leurs compétences en matière de transmission de connaissances. Au cours de cette formation une journée a été consacrée pour des échanges entre les formateurs, le Procureur de la République près du tribunal de grandes instances hors classe de Niamey, une gynécologue travaillant au centre mère-enfant de Dosso afin d'enrichir les débats et évoquer tous les défis de la chaîne de prise en charge des survivantes de VBG.

Pilier 5 : Données de qualité

Pendant la pandémie mondiale du COVID-19, un accroissement de cas de violence contre les femmes et les filles a été enregistré. L'ampleur de ce phénomène a poussé le Secrétaire Général des Nations Unies à exhorté la communauté internationale à mettre fin à cette "pandémie fantôme" qui a touché de manière disproportionnée les groupes marginalisés de femmes et de filles. Pour éclairer les décideurs et législateurs dans l'élaboration des politiques et des programmes, des données de qualité, désagrégées et comparables à l'échelle mondiale, régionale et nationale sur les différentes formes de violence à l'égard des femmes et des filles et les pratiques néfastes doivent être recueillies, analysées et utilisées conformément aux normes internationales. Cela devient encore plus nécessaire avec les nouveaux défis apparus lors de la pandémie du COVID-19 : le besoin de données solides sur les liens entre COVID-19 et la VBG pour identifier les facteurs de risque et redéfinir les politiques publiques et les stratégies de programme devient crucial pour répondre à l'augmentation des cas de violence, en particulier de violence domestique.

Bien que les données aient le pouvoir de façonner les politiques et les programmes afin de mieux répondre aux besoins des victimes de la violence, il est essentiel de renforcer la capacité des responsables de la collecte des données à intégrer les principes d'éthique et de sécurité à toutes les étapes du processus. Avec cet objectif, l'Initiative Spotlight a organisé une activité de renforcement des capacités à Maradi en juin 2020 afin d'outiller 24 acteurs (gestionnaires de cas et gestionnaires de données des ONGs et des services étatiques) provenant des quatre régions Spotlight sur le GBVIMS pour pouvoir collecter et produire des données fiables et comparables. Une attention particulière a également été accordée à renforcer leur compréhension sur comment intégrer le principe de "ne pas nuire", en intégrant des garanties de sécurité et de confidentialité, en particulier dans le contexte de COVID-19. Suite à cette formation les acteurs dans la région de Maradi ont été en mesure de recueillir des données de qualité, conformément au GBVIMS.

L'un des principaux défis apparus au cours de cette activité de renforcement des capacités a été l'existence de plusieurs limitations avec le GBVIMS, des divergences avec les indicateurs Spotlight (par exemple les tranches d'âges sont différents) et l'exclusion des institutions étatiques comme

la Police et la Gendarmerie dans l'utilisation de GBVIMS. Pour y pallier, un partenariat a été établi avec les cellules de protection de femmes et des mineurs de la police et de la gendarmerie qui disposent de brigades au niveau des chefs-lieux de départements pour la gendarmerie avec compétence départementale et les chefs-lieux de commune pour la police avec compétence communale. Les services spéciaux de protection de la gendarmerie et de la police sont des unités créés et mis en place dans tous les services nationaux et déconcentrés de ces deux institutions dédiées à la protection des filles et femmes victimes de violence et la poursuite des agresseurs. Le personnel assure l'écoute des survivantes; les premiers soutiens psychologiques, et rédige les procès-verbaux destinés à la Justice.

Actions dans le cadre du Protocole d'accord avec la Gendarmerie et la Police

Il s'agit de :

- Désignation d'un responsable et un adjoint en charge de la gestion des données de la Cellule Centrale de la Protection des Femmes et des Mineurs (Arrête et contenu du poste de travail à établir et diffuser) ;
- Formation des commandants des Brigades et leurs adjoints tant dans les régions que dans les départements dans le cadre de la Protection des femmes et des Mineurs sur leurs rôles et responsabilités, ainsi que les principes ;
- Participation à l'élaboration des outils de collecte de données sur les VBG ;
- Collecte les données de façon quotidienne au moyen des outils élaborés, validés et partagés dans les points de service (CSI, points focaux au niveau de chaque brigade dans les régions et les départements) ;
- Production des rapports mensuels et annuels par département et par région ;
- Partager les données désagrégées mensuellement et annuellement (date limite le 5 du mois suivant) ;
- Dotation des unités en documents, matériels bureautiques et roulants pour leurs activités ;
- Organisation des missions de sensibilisation et de validation des données VBG dans les régions et les départements du Niger ;
- Participation aux réunions du sous cluster/groupe de travail VBG ;
- Participation à l'élaboration des documents tel que : (SOP, schémas de référencement) ;

- Référencement des survivantes vers les centres psychosociaux, santé, juridique et autres avec le consentement éclairé de la/le survivant(e) ;
- Contribuer à la lutte contre les Abus et Exploitations Sexuelles (PSEA) ;
- Création du répertoire du personnel de l'unité et sa mise à jour trimestriellement ;
- Gestion de la prise en charge médicale des survivants (es) de VBG ;
- Participations aux réunions bilans semestrielles et annuelles des activités du Plan de travail.

Dans le cadre de ce partenariat, un outil de collecte de données VBG, inspiré du GBVIMS et contextualisé au mandat des deux institutions, a été élaboré avec une approche participative et validé de commun accord par ces deux institutions. L'outil collecte aussi l'état de la survivante (personne handicapée, enfants non accompagnés) et le statut de déplacé (autochtone, déplacé interne, retourné, réfugié). Afin d'assurer une utilisation ciblée de cet outil, le personnel de la gendarmerie et la police au niveau central a été formé sur les techniques de remplissage ainsi que sur les principes de sécurité et de confidentialité. Ensuite, des missions de collecte des données intégrant la formation des personnels sur le terrain ont été effectuées. En plus, un dispositif de collecte de données, prenant en compte les standards du GVBIMS a été programmé sur Kobo Toolbox¹⁰ concernant les informations sur le plan juridique et judiciaire. Cet outil utilise la nomenclature du GBVIMS en termes de codification des survivantes, leurs caractéristiques, les typologies de VBG, les liens avec les auteurs, les référencement et contre référencement (y compris à travers les leaders communautaires et religieux) et développent beaucoup plus les décisions judiciaires rendues selon les institutions qui traitent les dossiers (Parquet, Juge d'instruction, tribunal correctionnel, chambre criminelle, juge des mineurs, tribunal pour mineurs, juges chargé des affaires civiles, commerciales et coutumières.) Les équipements sont acquis (tablettes, smartphones, dominos internet...) et l'application est en cours d'installation dans les cliniques juridiques et les Bureaux locaux de l'ANAJJ. La formation des acteurs a été programmée pour mars 2021.

¹⁰ KoBo Toolbox est un outil open-source gratuit de collecte de données mobiles, accessible à tous. Il permet de collecter des données sur le terrain à l'aide d'appareils mobiles tels que des téléphones portables ou des tablettes, ainsi qu'avec du papier ou des ordinateurs.

L'Initiative Spotlight a également contribué à établir les collaborations entre ces brigades et les chefs traditionnels pour une collaboration à plusieurs niveaux dans la production des données qui sont mensuellement remontées au niveau régional et central. Ce renforcement de partenariat a permis, suite à deux missions de collecte de données sur le terrain, de rapporter 2 789 cas de VBG par la police et la gendarmerie pour la période de janvier à décembre 2020. La qualité des données et le niveau des reportages ont également été considérablement améliorés grâce au niveau de confiance manifesté par les chefs traditionnels au niveau local.

Avec l'objectif de garantir l'appropriation au plus haut niveau institutionnel, une journée de partage a été organisée en septembre 2020 à Niamey avec pour objectifs de présenter les résultats des missions de sensibilisation et collecte de données VBG de la Police et la Gendarmerie, échanger sur les difficultés et constats recueillis par les missions, et de créer un cadre de synergie entre les principaux acteurs clés de la lutte contre les VBG. L'évènement a été présidé par Madame le Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, Présidente du Comité de Pilotage de l'Initiative Spotlight, en présence de Madame la Coordinatrice Humanitaire, Monsieur le Ministre de l'action social, le Directeur Général de la Santé de la Reproduction, le Procureur de la République, l'ACTN, Madame la Représentante de l'Ambassadrice de l'Union Européenne, et les agences des Nations Unies, ainsi que plusieurs autres acteurs clés. Au cours de cette journée la police et la gendarmerie ont présenté les résultats de leur mission de terrain et plusieurs discussions et échanges riches sur les VBG notamment la question de la prise en charge de l'expertise médicale.

Suite aux formations sur les VBG, l'audition et la rédaction des procès-verbaux des incidents VBG, la police et la gendarmerie qui assurent les mêmes fonctions de façon complémentaire car la gendarmerie est surtout dans les zones rurales, la police, les centres urbains sont à mesure de rédiger des Procès-verbaux avec toutes les informations nécessaires afin de permettre au juge de mieux apprécier le cas de violation de droit et l'impact sur la survivante.

Avant cette formation à travers le Programme Spotlight, les données collectées ne font pas ressortir les cas de VBG, mais uniquement les infractions.

Le tableau ci-dessous illustre les changements obtenus au niveau des connaissances des agents collecteurs de données à propos de VBG et d'adaptation aux nouveaux outils de collecte des données.

La redynamisation de l'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) suit son cours à travers l'analyse institutionnelle et organisationnelle de la structure, le renforcement de ses capacités technique en équipement et la collecte de données sur la perception des VBG auprès des ménages et services étatiques en vue d'un plaidoyer.

1. Situation avant Spotlight		2. Résultats après séance de travail avec la DPM/F de Niamey		
		Correction Calculs		
Infractions		TOTAL		
		Victimes	Auteurs	GLOBALT. Pers. impliquées/Infractions
CBV	VP	100	49	149
Voies de faits	VP	30	21	51
Harcèlement	V PSY	2	0	2
Dénonciation calomnieuse	V PSY	7	5	12
Tentative de viol	Agression sexuel	0	0	0
Injures publiques	V PSY	21	32	53
Violences légères	VP	32	15	47
Menace de mort	V PSY	15	13	28

2. Résultats après séance de travail avec la DPM/F de Niamey

Classement des infractions en Type de VBG

Sur la base de la classification des VBG par le GBVIMS logger chacune des infractions constituant des cas de VBG dans les six types ci dessous

Type de VBG	Total	janvier	février	mars	avril
Viol	32	5	3	2	22
Agression sexuelle	21	1	4	6	10
Agression physique	213	39	52	45	77
Mariage precoce/forcé	3	0	0	0	3
Deni de ressource d'opportunité et de sevice	91	14	6	26	45
Violence Psychologique Emotionnelles	139	27	16	41	55
TOTAL	86	86	81	120	212

Observatoire National pour la Promotion du Genre

L'Etat du Niger a créé par décret n° 2015-524/PRN/MP/PF/PE du 02 octobre 2015, une structure de veille et d'analyse des relations hommes, femmes dénommée Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG). L'Observatoire incite les institutions à accorder une attention particulière aux statistiques sur le genre et à les intégrer dans les rapports et bilans. Cette institution est d'importance capitale pour le contrôle et le suivi de l'opérationnalité ainsi que de l'effectivité de l'application des engagements nationaux, régionaux et internationaux à propos de genre. Elle est autonome et rattachée au Cabinet du Premier Ministre par décret n° 2017-428/PRN/PM du 24 mai 2017.

L'Observatoire national pour la promotion du Genre se veut un cadre d'observation, d'évaluation et d'alerte permanente du respect du genre devant fournir au Gouvernement et à tous les acteurs de développement, une base de données fiables, sur le respect de la législation en matière du genre.

Enfin, dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme national de collecte et de traitement de données VBG un schéma sur les différents acteurs et sources des données VBG et leur transmission et traitement à travers les différents niveaux communal, régional et national a été élaboré et présenté à l'ensemble des agents impliqués. Des enrichissements dudit schéma sont en cours.

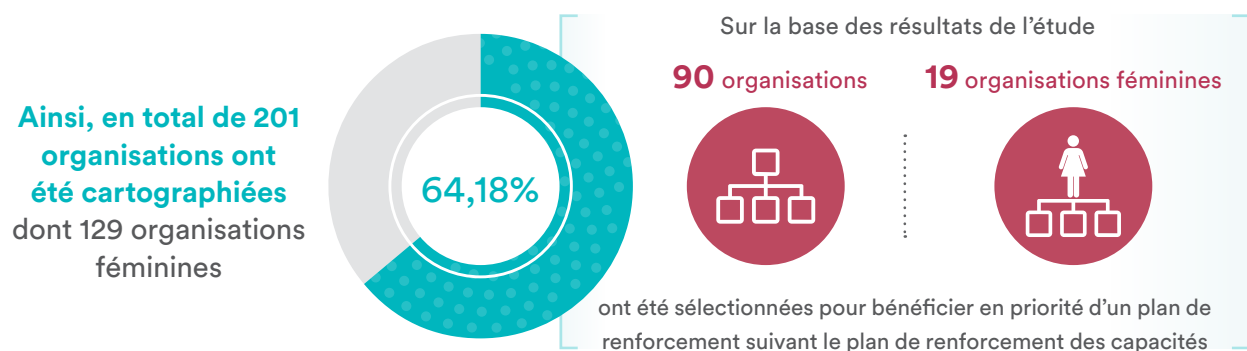
Pilier 6 : Organisations féminines

Construction et renforcement les mouvements féminins au Niger

Dans la réalisation des objectifs fixés par l'Initiative Spotlight, les femmes et filles défenseurs des Droits des Femmes (DDF) jouent un rôle central dans la responsabilisation des gouvernements et de tous les autres acteurs du développement (l'ONU, l'UE, le secteur privé, les médias, etc.). Ainsi, la capacitation et la structuration des organisations de défense des droits des femmes et des filles peut contribuer de façon significative à l'atteinte de l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'avancement des droits des femmes. Cependant, avec une visibilité accrue associée à l'engagement des femmes et filles défenseurs des Droits des Femmes dans l'Initiative Spotlight et leur travail ayant augmenté de manière significative pourraient les exposer davantage à des risques de violence. Cette exposition serait étroitement liée à l'évolution politique, à l'extrémisme violent et au fondamentalisme, ce qui a fait monter la répression et les actes de violence. Afin de pallier à ce défi, l'Initiative Spotlight a mis en place un mécanisme d'autoprotection des Défenseurs des Droits des Femmes (DDF) ainsi que le soutien à l'intégration des d'organisations représentant les jeunes et d'autres groupes marginalisés confrontés à des formes de discrimination croisées dans des coalitions et des réseaux de groupes de défense des droits des femmes et de la société civile travaillant sur les VBG. Le mécanisme d'autoprotection des DDF consiste à informer les DDF sur

l'existence d'un cadre juridique les protégeant dans l'exercice de leur fonction et des mécanismes de recours que des procédures de saisine en cas de violation de leurs droits. Ce mécanisme se traduit par la production d'un livret et aussi de la diffusion de messages à travers la E plateforme

Malgré le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, l'Initiative Spotlight a réalisé une étude de cadrage visant à cartographier les organisations de la société civile et le mouvement des femmes dans les quatre régions.



De plus, pour assurer la protection des DDF dans l'exercice de leur fonction et faire du plaidoyer, un rapport provisoire sur l'état des lieux des textes existants au Niger visant la protection des droits des acteurs de défense des droits humains en général et des droits des femmes et des filles en particulier a été produit. Le rapport sera validé par les parties prenantes nationales et le processus de vulgarisation sera déclenché à partir de la E-plateforme, des réunions des plateformes régionales et du Livret du DDF qui sera produit.

Dans le but de renforcer la voix et le réseau des mouvements de femmes et des organisations de la société civile, l'Initiative Spotlight a appuyé la création d'une e-plateforme dénommée Plateforme VBG Niger qui est accessible aux structures cartographiées dans l'étude stratégique. Son objectif est de créer un espace de dialogue, de mise en réseau et des échanges thématiques. Ce site est actuellement animé par la plateforme des femmes leaders du Niger (PFLN), branche nationale du African Women's leaders network (AWLN) au Niger. Un premier forum de discussions sur le thème "Introduction aux thématiques VBG" a eu lieu le 06 Novembre 2020 et a enregistré la participation d'une vingtaine d'ONG. De même, un groupe WhatsApp a été aussi créé pour renforcer la e-plateforme et faciliter les échanges entre les différents acteurs. Enfin, 2 guides pédagogiques ont été élaborés et diffusés en guise d'appui au renforcement des capacités des structures cartographiées sur la lutte contre les VBG.

Afin de renforcer les mécanismes de coordination au niveau régional, l'Initiative Spotlight a développé un guide de mise en place des plateformes de coordination régionales multi-acteurs dans le domaine de la VBG. Par le biais d'une méthodologie participative, en 2020 le guide a

été élaboré et pré-validé par les acteurs intervenant sur les VBG. Un atelier final de partage en régions et validation par toutes les parties prenantes est prévu en 2021. Afin de piloter le guide et d'affiner son contenu, le draft de guide a servi à la mise en place de trois (03) plateformes avec une trentaine de structures clés dont les Directions Régionales de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, de la Population, de l'éducation, de la justice, de la Police, de la gendarmerie, de la jeunesse et sport et des plateformes communales mise en place par l'association APAC Niger. Au niveau de chaque plateforme, un bureau a été mis en place composé d'une présidence tenue par la direction régionale de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, d'une vice-présidence tenue par une organisation de la société civile et de deux rapporteurs dont l'un pour une structure étatique et l'autre pour la société civile.

Campagne des 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes



Mme Khardiata Lo N'Diaye,
*Coordonnatrice Résidente
 a.i./Coordonnatrice Humanitaire/
 DO du Système des Nations Unies
 au Niger*

« La violence à l'égard des femmes continue d'être un obstacle à la réalisation de l'égalité, au développement, à la paix et à la réalisation des droits fondamentaux des femmes et des filles, mais aussi à leur épanouissement. Elle constitue surtout l'une des violations des droits humains les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices dans le monde. Malheureusement elle est aussi moins signalée en raison de l'impunité, du silence, de la stigmatisation et du sentiment de honte qui l'entourent. »



Denisa-Elena IONETE,
*Ambassadeur de l'Union
 européenne en République
 du Niger*

« Les 16 Jours d'activisme sont placés sous le thème mondial de : « Orangez le monde : financez, intervenez, prévenez, collectez ! », nous sommes TOUS appelés à contribuer par des actions concrètes et visibles, dans nos communautés, dans nos foyers et lieux de travail, pour dire "Non" aux violences faites aux femmes et aux filles. Nous devons encourager la dénonciation et la lutte contre l'impunité. »



Café Genre | Crédit photo : UN WOMEN

Dialogue intergénérationnel et engagement des jeunes leaders

“I have come to question my own culture and our way of living and I have come to see some behaviors as a problem and barriers for women to achieve success. We need to change them. (...) I want every single Nigerien girl to be able to have the same opportunity, to be free and to conquer the world, because women’s condition cannot be changed by a single woman”

**Fadji Maina, NASA Scientist,
Spotlight Girls Advocate**



“Where I come from, if a man can’t, a woman wouldn’t be able to either. Where I come from, a woman is a product of culture!”

Mariama Boubacar,
Spotlight Girls Advocate



En novembre 2020, lors de la visite officielle du Secrétaire général adjoint au Niger, 3 filles du réseau des femmes leaders ont partagé leurs histoires personnelles avec la Secrétaire Général Adjoint, Amina J. Mohammed, lors de la réunion "La jeunesse du Niger comme multiplicateurs de changement pour la réalisation des SDG". Au cours de cet événement de haut niveau, les groupes de jeunes leaders se sont associés à des leaders féminins nigériennes plus expérimentées, pour partager leurs batailles quotidiennes pour prévenir et répondre aux VBG. Cet événement leur a permis non seulement d'amplifier leurs voix et leurs messages, mais aussi de renforcer leur réseau intergénérationnel. Comme Madame Amina J. Mohammed l'a observé, ils existent des possibilités considérables de réaliser une transition intergénérationnelle, mais il est essentiel que les femmes leaders aient plus d'expérience et qu'elles partagent avec les jeunes femmes leurs idées et leurs solutions sur des sujet centraux telles que la paix et la sécurité et la lutte contre les VBG.

De plus, pour encourager le dialogue intergénérationnel et mettre en réseautage les DDF avec les jeunes leaders, cent (100) jeunes, dont des étudiants et des entrepreneurs de la région de Tahoua, ont été édifiés sur les objectifs du développement durable, en particulier sur l'objectif 5, et, dans le cadre d'un dialogue intergénérationnel, ils ont échangé sur la manière de favoriser le leadership des jeunes dans la lutte contre la VBG. Pour booster leurs sens du civisme et du leadership dans la promotion et l'intégration de la jeunesse, 200 arbres ont été plantés pour les initiés à la sauvegarde de l'environnement et la lutte contre les catastrophes naturelles.

Engagement de l'homme et des garçons dans la lutte contre la VBG

En appui à la Campagne des 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes, 50 chauffeurs de taxi se sont engagés à être "Ambassadeurs de la lutte contre les VFFF au Niger", après avoir assisté à une séance de sensibilisation interactive sur les causes et les conséquences de la VBG et les mécanismes de référencement pour les victimes de violence. Les taxis sont le moyen de transport public le plus utilisé à Niamey, ainsi les chauffeurs de taxi sont souvent les premiers points de contact avec des survivantes des violences. En outre, les chauffeurs de taxi sont aussi des auteurs de violences, notamment de violences souvent verbales à l'égard de leurs clientèles qui sont pour la plupart des femmes. Ainsi, leur engagement est crucial dans la prévention et la réponse au VBG. Dans le cadre de cette initiative, les chauffeurs de taxi ont contribué à diffuser les messages clés de la Campagne des 16 Jours d'Activisme à Niamey en posant des affiches sur leurs véhicules et en portant d'écharpes et tee-shirts orange, symbole de leur engagement à prévenir et à répondre à la violence contre les femmes et les filles.



Chauffeurs de taxi

Engagement des médias et des journalistes pour changer la perception et les attitudes négatives sur VBG

Les journalistes et les médias ont le pouvoir de faire évoluer les stéréotypes négatifs concernant le genre et la VBG. Avec l'objectif de les engager en tant qu'acteurs du changement dans le domaine du VBG, l'Initiative Spotlight a formé 38 Journalistes, dont 12 femmes issues des médias privés et publics du secteurs de la presse écrite, audiovisuelle et les blogueurs pour améliorer leurs connaissances sur les VBG. Cela leur a permis non seulement de mieux faire passer les messages clés des initiatives de sensibilisation organisées pendant la Campagne des 16 Jours

d'Activisme mais aussi d'élaborer un plan d'action conjoint sur le rôle des acteurs des médias dans la lutte contre les VBG.

Activités de sensibilisation transversales sur les VBG

Dans le cadre de la Campagne des 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes, l'Initiative Spotlight a organisé des activités de sensibilisation transversales afin d'améliorer la compréhension des questions liées au VBG. Plus précisément, l'Initiative Spotlight a renforcé la connaissance et la compréhension sur la thématique des violences faites aux femmes et aux filles de 300 personnes, dont une grande majorité sont des femmes à savoir des cadres des ministères sectoriels clés, des structures de la société civile et mouvements féminins ainsi que des médias ont amélioré leurs connaissances sur la campagne. Cela a contribué à obtenir leur adhésion et leur engagement dans la lutte contre les VBG afin d'améliorer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En outre, l'Initiative Spotlight a engagé 100 participants(e)s afin de mener des actions conjointes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles à travers l'élaboration et la validation d'un plan d'action national de tolérance « zéro violence » et la lecture d'une déclaration conjointe validée par l'ensemble des participant(e)s. Cette initiative a été soutenue par un public très diversifié, notamment 60% de femmes, 30% de jeunes issues des organisations de la société civile, les mouvements féminins, les structures de jeunesse y compris ceux représentant les groupes faisant face à des formes multiples de discrimination croisés, les mouvements syndicaux (santé, éducation), les représentant du Ministère de la Promotion de la Femme venant des 8 régions du Niger.

Reporting on SRHR:

Prévention du VBG :

- Dans le cadre de la stratégie du programme Spotlight sur la prévention et le changement de comportement, le programme a déployé au niveau communautaire des modules de formation couvrant la santé sexuelle et reproductive. Les modules ont été déployés dans 145 des 300 villages cibles des 60 communes des quatre (4) régions de l'Initiative Spotlight. Selon les témoignages du personnel de santé des villages d'intervention, il y a une forte augmentation du taux de fréquentation des centres de santé par les femmes de l'ordre de 80%. Les communautés se sont elles-mêmes mobilisées pour construire des salles de suite d'accouchement dans les centres de santé pour permettre aux femmes ayant accouché de rester sous l'observation du médecin quelques jours avant de rejoindre son domicile. Les hommes ont imposé une amende de 5 000 FCA (USD 10) aux hommes qui laissent leur femme accoucher à domicile.

- Le programme Spotlight a contribué à la promotion et plaidoyer pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) en milieu communautaire à travers la formation de 33 acteurs des niveaux central et régional des ministères sectoriels et des ONGs, intervenant dans le domaine WASH, sur les VBG et la Gestion de l'Hygiène menstruelle (GHM). L'Initiative Spotlight a révisé dix (10) modules de la GHM en ajoutant des nouveaux composants sur la GBV.
- L'Initiative Spotlight a contribué à sensibiliser aux défis liés à la GHM, à travers la réalisation d'un film documentaire sur les activités de formation de 16 jeunes filles couturières tenu à Niamey en 2019 sur la production des serviettes hygiéniques réutilisables. A travers la diffusion de ce documentaire, le programme Spotlight vise à améliorer les pratiques à propos de GHM en milieu communautaire.

Services:

- Dans le domaine santé sexuelle et reproductive, l'Initiative Spotlight a doté 153 CSI des communes d'intervention des 4 régions en matériels médicaux pour les accouchements assistés, et médicaments et produits contraceptifs.
- L'Initiative Spotlight a équipé 22 centres de Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgences de Base (SONUB) avec tous les matériels nécessaires pour la fourniture de services de qualité aux survivants de violences, y compris dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Titulaires de droits («Bénéficiaires»)

Indicateurs	Direct pour 2020	Indirect pour 2020	Commentaires/Justifications
Femmes (18 ans et plus)	23 512	224 893	Les restrictions de mouvement et de regroupement liées à la COVID-19 ainsi que la période électorale n'ont pas permis de réaliser les campagnes de sensibilisation de masse.
Filles (5-17 ans)	36 776	120 083	
Hommes (18 ans et plus)	19 725	174 240	
Garçons (5-17 ans)	11 095	99 506	
TOTAL	91 108	618 722	

Titulaires de droits («Bénéficiaires»)

Indicateurs	Direct pour 2020	Indirect pour 2020	Commentaires/Justifications
Femmes (18 ans et plus)	23 512	224 893	Les restrictions de mouvement et de regroupement liées à la COVID-19 ainsi que la période électorale n'ont pas permis de réaliser les campagnes de sensibilisation de masse.
Filles (5-17 ans)	36 776	120 083	
Hommes (18 ans et plus)	19 725	174 240	
Garçons (5-17 ans)	11 095	99 506	
TOTAL	91 108	618 722	

Défis et mesures d'atténuation

Les difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du Programme et les mesures prises pour y remédier sont les suivantes :

- Dans le cadre de la réinsertion socio-économique des victimes, la mise en place de 16 Plateformes multifonctionnelles (PTFM) dans 16 villages cibles du Programme a été très appréciée par les communautés bénéficiaires. A long terme, ces PTFM doivent favoriser la résilience, assurer le rétablissement de la dignité des survivantes et contribuer à long terme l'autonomisation économique des femmes en général et des victimes de VBG en particulier en veillant à leur non-stigmatisation. Ce volet est en cours, il faut l'accélérer afin que la prise en charge holistique des VBG soit une réalité. Le partenaire de mise en oeuvre a révisé son plan de travail qui permettra de délivrer dans les quatre prochains mois ces unités.
- Plusieurs sources fiables de collecte de données auprès des acteurs de mise en oeuvre existent. Cependant le GBVIMS est fonctionnel dans les régions de Maradi et Tahoua. Il faut l'étendre aux deux régions du programme Spotlight avec la direction régionale du ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant comme gestionnaire, et désigner un co-gestionnaire.
- Il existe une faiblesse au niveau du mécanisme de coordination régionale des activités de Spotlight élargies aux autres acteurs intervenants dans le domaine des VBG.
- Les taux d'exécution financière sont relativement bas par Agence. La mise en oeuvre des activités doit être accélérée au niveau des agences à travers les OSC partenaires tout en assurant la qualité des interventions pour des résultats à impacts au niveau communautaire.
- La COVID-19 continue d'entraver l'exécution de certaines activités de sensibilisations directes et l'organisation des missions de visite de terrain par le Niveau central des Agences et l'Unité de Coordination. Il faut continuer la mise en oeuvre du plan accéléré intégrant les conséquences de la COVID-19 si le programme veut poursuivre ces résultats de changement pour le comportement positif par l'utilisation des radios communautaires, l'organisation des conférences vidéo avec les acteurs de terrain, l'appui conséquent des Bureaux décentralisés des Agences sur le terrain.

Leçons apprises et opportunités du programme

a) Leçons apprises

Favoriser les synergies et renforcer la coopération avec l'Union européenne, les RUNO et d'autres acteurs clés : dans le but d'améliorer le partage d'informations, de faire le point sur les événements et les priorités à venir et de prendre conjointement des décisions clés, l'équipe de coordination Spotlight a proposé d'organiser régulièrement des réunions de coordination. Ainsi, deux réunions ont été tenues. La première réunion, a eu lieu le 16 octobre, présidée par Madame l'Ambassadrice de la DUE au Niger, a vu la participation de : PNUD, UNFPA, UNICEF, UN WOMEN, RC, Chef du Bureau de la RC et Unité de Coordination Spotlight. La deuxième rencontre s'est tenue le 31 octobre 2020 sous la présidence de Madame la Coordinatrice Résidente. Ce mécanisme a révélé un grand potentiel pour assurer la coordination sur les priorités stratégiques ainsi que le partage d'informations. Il a également permis d'aplanir des tensions potentielles entre les principales parties prenantes et de favoriser le dialogue en garantissant l'adoption d'une vision stratégique commune basée sur les objectifs clés de Spotlight. En exemple, le problème de la gestion des données de routine pour les VBG a été évoqué avec proposition d'avoir un mécanisme national de collecte et de traitement des données. Les agences ont argumenté que cette initiative est pertinente mais exigera plus de budget, de plus de temps, de plus de ressources humaines en qualité et en quantité pour supporter pareille opération. Pour pallier, il a été donc retenu de façon consensuelle, la mise en place d'une plateforme multi-acteurs de gestion des données VBG (le schéma de mise en place et de fonctionnement est en cours). Cependant, la gestion des données VBG se réalise à partir de l'outil GBVIMS qui fonctionne dans deux régions (Maradi et Zinder) et une version contextualisée utilisée par la Police et la Gendarmerie aura une passerelle avec l'ONG APBE pour l'intégration des données dans le GBVIMS. Au niveau de Tillabéri et Tahoua, en attendant l'extension du GBVIMS la gestion des données se fait à travers l'outil contextualisé.

Utilisation innovante des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et mobilisation des jeunes pour adapter le programme aux défis posés par la pandémie COVID-19 : la pandémie COVID-19 a apporté une pression sans précédent et a demandé à l'équipe Spotlight d'adapter ses modalités de mise en oeuvre à un contexte de « nouvelle normalité ». Pour répondre à ces défis, l'Initiative Spotlight a investi dans deux domaines principaux : l'utilisation innovante des TIC et l'engagement des jeunes leaders. Par exemple, grâce au réseau de jeunes femmes leaders et au théâtre interactif via la radio promue par les leaders traditionnels, l'Initiative Spotlight a stratégiquement catalysé le besoin de changement sur des acteurs qui ont fait preuve d'une plus grande résilience. Cela a produit un effet multiplicateur au niveau communautaire permettant à l'Initiative Spotlight de produire des réponses innovantes aux nouveaux défis présentés par la COVID-19.

Mise en oeuvre de la réforme des Nations Unies par des missions conjointes sur le terrain : dans le but de mettre en pratique le « ONE UN » modèle, des missions conjointes sur le terrain ont été planifiées et menées conjointement par les agences récipiendaires, par exemple pour le lancement des cliniques juridiques dans les régions cibles (Tahoua, Maradi, Zinder et Tillabéri). Cela a permis aux RUNO de coordonner les actions dans le domaine de prise en charge holistique sur la base de leurs avantages comparatifs. Cela a également permis aux agences récipiendaires de piloter “en pratique” le modèle de “One UN” en surmontant les premiers défis pratiques grâce à une collaboration et un dialogue accru.

Mise en oeuvre de la réforme des Nations unies par l'élaboration/la modification conjointe du Document du Programme Pays et du plan de travail accéléré : la révision du Document Programme Pays et l'élaboration du plan de travail accéléré ont été utilisées comme processus clés pour piloter les principes de la réforme des Nations Unies au Niger. Par exemple, dans le cadre de réunions techniques et de réunions stratégiques des agences récipiendaires, conjointement aux autres acteurs clés, ont élaboré conjointement des notes techniques sur les principaux aspects de la révision en garantissant l'alignement sur les priorités définies par le gouvernement et les partenaires de la société civile.

Coopération technique entre le niveau mondial et le niveau national : Une mission technique de deux mois a été organisée par le Secrétariat Spotlight dans le but de : a) soutenir l'équipe pays dans l'articulation de ses actions dans le nouveau contexte de COVID-19 ; b) favoriser l'engagement avec la société civile et ; c) renforcer la fonction de suivi et d'évaluation. Au cours de la pandémie mondiale COVID-19, le programme national du Niger, tout comme les autres pays, a été confronté à des défis sans précédent. Pour répondre en temps utile aux besoins émergents transformant cette crise en opportunité, le Secrétariat Spotlight a déployé au Niger une Jeunes Experts Associés (JEA) financée par l'Italie. Cela a permis à l'équipe d'accélérer sa mise en oeuvre et de soutenir les domaines stratégiques du programme. Ce modèle de coopération technique entre le Secrétariat Spotlight et le niveau national a révélé un grand potentiel pour permettre à l'Initiative Spotlight de rapidement répondre aux besoins émergents en garantissant une suffisante flexibilité.

b) Opportunités offertes par le programme

Lettre du Gouvernement pour l'extension des zones du Programme : Lors de la visite de la Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, Madame Amina Mohammed, le Président de la République et le Premier Ministre ont exprimé la volonté du pays à étendre le Programme Spotlight à toutes les régions. A cet effet, le Gouvernement a adressé une correspondance au Secrétariat du Spotlight pour matérialiser leur demande. L'extension des zones de couverture du Programme va permettre plus d'impact sur la vie des femmes et des filles.



Madame Amina J. Mohammed, reçue par SEM Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger | Crédit photo : Daniel Getachew (UN)

Partenariat avec OCHA pour établir des cartes : Ce partenariat a permis de confectionner quatre cartes des villages et communes de couverture du Spotlight. Ces cartes vont permettre une meilleure visualisation des zones du Programme et aussi des interventions réalisées sur le terrain. Conformément aux principes directeurs de la réforme des Nations unies, cette collaboration a permis de capitaliser sur les avantages techniques et les domaines d'expertise respectifs.

Renforcement de la synergie entre les programmes conjoints : La collaboration du Programme Spotlight avec le Programme conjoint Migration financé par le Fond italien pour le mouvement mixte. Ce programme conjoint est mis en oeuvre par six (6) agences des Nations Unies que sont OIM, UNHCR, OMS, FAO, UNFPA et UN WOMEN. Cela va permettre de créer une synergie d'actions entre les deux programmes par la concentration des interventions et surtout l'intégration dans le Programme Migration des aspects de VBG pour les femmes et les filles migrantes pour le changement des normes sociales défavorables à l'épanouissement des femmes et les filles migrantes.

Innovation et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques

L'innovation a été essentielle pour adapter la mise en oeuvre du programme au contexte de la COVID-19. L'innovation a été appliquée de manière transversale afin d'accélérer et de modifier les modalités de mise en oeuvre et d'améliorer la coordination entre les RUNO et les autres parties prenantes.

Sur le plan programmatique, le programme a utilisé les TIC pour transférer des activités en ligne et atteindre un public plus large. Par exemple, grâce au théâtre radiophonique, l'Initiative Spotlight a diffusé des messages de prévention au niveau communautaire. Plus précisément, sous la direction de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Zinder, il a été convenu de migrer ces activités de prévention des VBG vers les médias locaux avec l'objectif celui de toucher les jeunes des quartiers cités plus haut. C'est dans cette optique que le théâtre interactif organisé en collaboration avec les jeunes scouts a été enregistré dans un studio à l'effet de le diffuser sur les radios les plus écoutées par les jeunes des quartiers cibles, puis ouvrir un débat à travers les antennes pour recueillir le maximum de réactions des auditeurs. C'est ainsi que la Radio Anfani et la Radio Gaskia ont été choisies pour réaliser deux débats interactifs.

Dans le but de mobiliser efficacement les hommes et les garçons, le programme a également organisé une campagne innovante impliquant 50 chauffeurs de taxi à Niamey. Grâce à une séance de sensibilisation ciblée, le programme a d'abord organisé un débat sur les thèmes liés aux VBG avec les chauffeurs de taxi, puis les a engagés dans une campagne innovante pendant les 16 Jours d'Activisme. Grâce à cette activité, les chauffeurs de taxi ont également été informés sur la manière d'orienter les survivants vers une OSC. Cela a permis de les inclure dans les mécanismes locaux de référencement des GBV.

En 2020 dans un contexte de limitation des activités sur le terrain pour des raisons liées à la crise sanitaire et à la sécurité sur le territoire qui a contraint les Nations Unies à limiter les missions sur le terrain, l'Initiative Spotlight a mis en place un réseau de jeunes femmes dans le but de créer un espace sûr pour le partage d'expériences et le dialogue entre pairs sur les questions de VBG et de discriminations auxquelles sont confrontées les filles et les jeunes femmes. Réunissant des jeunes femmes non bénéficiaires directes du programme, résidant en capitale ou à l'étranger, les Spotlight Girls Advocates ont porté le plaidoyer contre les VBG à travers des histoires de vie.

Enfin, afin d'engager le groupe de la société civile, l'Initiative Spotlight au Niger a développé une stratégie nationale de suivi et de l'évaluation participatifs. Le GRSC a décidé de s'engager activement dans l'application de ce processus dans le but de piloter le « Note d'Orientation Globale sur le Suivi et l'Évaluation Participatifs » et d'assurer un suivi indépendant des résultats du programme. Comme indiqué dans les termes de référence élaborés, cela se fera par : a)

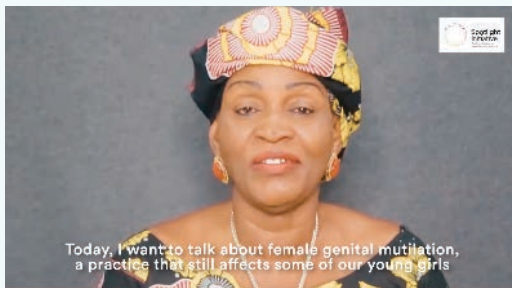
l'élaboration de tableaux de bord de plaidoyer ; b) l'organisation de missions de suivi ; c) la participation à la préparation des rapports réguliers du programme.

L'Initiative Spotlight a développé une bonne pratique innovante et prometteuse à travers le partenariat avec la police et la gendarmerie pour une meilleure audition des survivantes et la collecte des données en matière de VBG. La lutte contre les Violences faites aux femmes et aux filles nécessite une mobilisation multi secteurs et multi acteurs (santé, justice sécurité, psychosocial y compris l'insertion sociale et économique). Intégrer la police et la gendarmerie pour assurer une audition de qualité, rédiger des procès-verbaux, riche et complet et produire des données de qualité désagrégées sur les cas de VBG. Grace à cette initiative les populations victimes de violences font recours aux services de police et de gendarmerie qui assurent un service de qualité dans le respect et en toute confiance aux survivantes conformément aux principes de respect, de sécurité, de confidentialité et de non-discrimination. Cette expérience est déjà étendue à l'ensemble des régions du Niger et est répliquable et capable de produire les mêmes effets partout en s'adaptant au contexte et réalités socio politique et culturelles.

Un autre exemple de mise en oeuvre de la réforme des Nations unies a été expérimenté dans le cadre du pilier 4. La stratégie de mise en oeuvre du pilier 4 prévoit « une prise en charge holistique des survivantes avec diverses actions combinées et inter reliées pour s'assurer que toutes les survivantes bénéficient d'un paquet de services holistiques et intégrés des services psycho sociaux, médicaux, juridiques et judiciaires et de réinsertion socio-économique, y compris à travers l'installation de quatre « One Stop Center » dans les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder. Afin d'apporter une réponse de proximité aux survivantes et créer la synergie d'actions entre les acteurs de prise en charge, 20 CSI ont été identifiées par le biais d'un processus de sélection conjoint entre les parties prenantes engagées. Ensuite, les CSI ont été renforcées en équipements de prise en charge médical, en ressources humaines à travers des Assistants Sociaux implantés en leur sein. Les CSI ont été renforcés à travers 22 Cliniques Juridiques ainsi que des guichets de réinsertion socioéconomique. Les différents RUNO ont contribué à travers leurs avantages comparatifs à fournir des services spécifiques, qui ont conjointement contribué à la création d'un système de prise en charge holistique.

Communication et visibilité

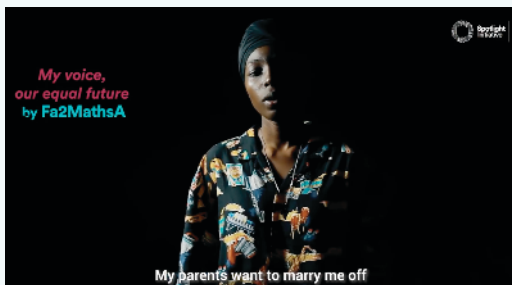
Avec la survenue de la COVID-19 et des mesures de confinement qui ont été mises en place dès la fin du premier trimestre de l'année, les événements publics initialement planifiés à des dates clés dans l'année ont été réorientés vers le multimédia, avec la réalisation de vidéos d'engagement pour toucher une cible de jeunes, urbaine, davantage accès sur le digital, ainsi qu'une audience plus internationale. Le programme a engagé des artistes, personnalités publiques et des personnes influentes pour apporter leur voix et leur soutien au plaidoyer pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles :



Fati Mariko and Spotlight Initiative join forces to end fe...
Spotlight Initiative

En février, pour la Journée internationale de tolérance zéro pour les mutilations génitales féminines, la chanteuse Fati Mariko a délivré un message vidéo enregistré dans trois des principales langues parlées au Niger (hausa, zerma et peulh) pour appeler à cesser cette pratique traditionnelle néfaste.

<https://youtu.be/rRdNE7NSJGQ>



'My voice, our equal future' by Fa2MathsA
Spotlight Initiative

Pour la Journée internationale de la fille en 2020, sept jeunes femmes Nigériennes (Spotlight Girls Advocates) ont élevé leur voix pour demander la fin des pratiques telles que le mariage des enfants, les MGF et principales discriminations auxquelles les filles/femmes sont confrontées. La vidéo sur le mariage des enfants a totalisé plus de 9 500 vues sur Youtube.

<https://youtu.be/u3Lj10ZA0C4>



Dans mon périple (On my journey) by Nourath Nourath
Spotlight Initiative

Cela a été l'occasion pour la Coordinatrice résidente du SNU de joindre sa voix à celle de cette Génération Égalité.

https://youtu.be/PEjsOzAR_o0



Abdoul-Razak Alfaga s'engage avec l'Initiative Spotlight
Spotlight Initiative

En mai 2020, c'est au tour du champion du monde de taekwondo AbdulRazak Alfaga, de rejoindre l'appel du Secrétaire général des Nations unies António Guterres, pour limiter la violence domestique dans un contexte marqué par le confinement et la restriction des activités économiques, qui ont placé les femmes dans une vulnérabilité accrue.

<https://youtu.be/WCAFkgzHX18>

Fort du succès de leur engagement, les Spotlight Girls Advocates qui ont été identifiées ont rencontré la Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, Madame Amina J. Mohammed durant sa visite au Niger en novembre. En raison de circonstances exceptionnelles liées à la crise sanitaire, trois parmi les Spotlight Girls Advocates ont pu partager leurs points de vue sur les VBG lors d'un échange avec des femmes et des jeunes leaders, élargi aux thématiques : Femmes, Paix et sécurité et Jeunes & Innovations. La mixité et les concertations intergénérationnelles sont de l'avis de la Vice-SG nécessaire à la résolution des défis communs liés aux VBG, et l'agenda Paix & Sécurité et aux Innovations.



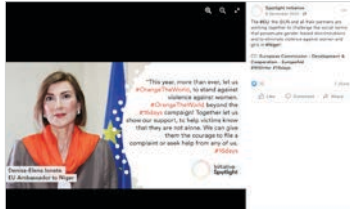
Fadji Maina, Niger

“L'éducation m'a aidé à réfléchir à des solutions durables à la violence basée sur le genre. Je veux que chaque fille nigérienne puisse avoir la même opportunité, être libre et conquérir le monde, car la condition des femmes ne peut pas être changée par une seule femme.”



a) Messages

Les contenus du programme Niger ont été régulièrement amplifiés sur les réseaux sociaux du Secrétariat notamment Facebook :



<http://bit.ly/3JSZ6UE>



<http://bit.ly/3jQeC2D>



<http://bit.ly/3ltc3nv>

Instagram :

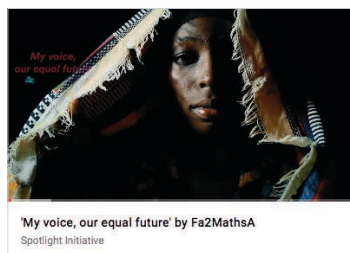


<https://bit.ly/3aqFS5y>

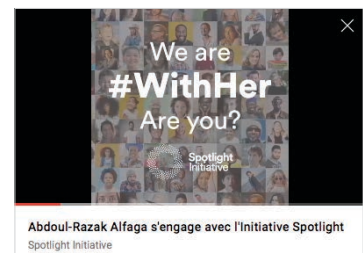
YouTube :



<https://bit.ly/2Zopaxn>



<https://bit.ly/3u5EuNE>



<https://bit.ly/3pmatFK>



<https://bit.ly/3jXrIS1>

et plus largement via Twitter :



<https://bit.ly/2ZpJ5fm>



<https://bit.ly/3bsKYxJ>



<https://bit.ly/364bqLi>



<https://bit.ly/3nCSPxR>



<https://bit.ly/2ZuMt8F>



<https://bit.ly/2LXBeTb>



<https://bit.ly/3jbVrjZ>



<https://bit.ly/3puMdBj>



<https://bit.ly/2Zqxz3A>



<https://bit.ly/2NwiVVM>

Le programme du Niger a été présenté à trois reprises sur une série de tweets envoyés par Madame Amina J. Mohammed sur la campagne #16days en 2020 :



<https://bit.ly/3pquOK8>



<https://bit.ly/2ZnTwjD>



<https://bit.ly/2ZuLJQV>



Madame Amina J. Mohammed durant son interview avec la radio RFI | Crédit photo : Daniel Getachew (UN)

b) Médias et visibilité

Le programme Niger a maintenu la visibilité de ses actions durant le confinement à travers des communiqués de presse, articles et histoires de vie, publiés sur les sites du RCO, du secrétariat Spotlight et amplifiés par les agences.



Un moment fort de l'engagement avec les médias a été l'interview accordée par la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies Madame Amina Mohammed à la radio RFI en marge de sa visite au Niger. Le podcast a été diffusé le jour de l'élimination de la violence contre les femmes et le podcast est disponible sur le site de RFI, en lancement de la campagne des 16 jours d'activisme.



<https://bit.ly/3l9dwPe>

Communiqués de presse :

- 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles : les chefs traditionnels au coeur de la prévention (<https://bit.ly/37eb4IE>)
- Via la Roue de l'histoire (<http://bit.ly/3bwTa0M>)

- Remise d'équipements au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant (Initiative Spotlight) (<https://bit.ly/2CkWOY7>)
- Les directions nationales et régionales de Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant renforcées pour un meilleur suivi des violences basées sur le genre (site de la Délégation de l'Union européenne au Niger) (<https://bit.ly/3hc06Az>)

Articles :

- *L'entretien web TV* : International Day of the Girl 2020 - "My voice, our equal future." (<http://bit.ly/3qviusv>)
- *La Roue de L'Histoire*: International Day of the Girl 2020 - "My voice, our equal future." (<http://bit.ly/3vjfAL8>)
- *Niger Inter* : Lutte contre les VBG : 3eme réunion du comité de pilotage de l'Initiative Spotlight (<https://bit.ly/39AvOFi>)
- *La roue de l'Histoire* : Lutte contre les violences basées sur le genre au Niger (<https://bit.ly/2CNnq8L>)
- *Actu Niger* : Initiative Spotlight Niger : important don de l'UE et des Nations unies pour renforcer la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) (<https://bit.ly/2DObCUI> | Facebook : <https://bit.ly/3eDY2jg>)
- ONEP (quotidien national)

Cérémonie de don au Ministère de la Promotion de la femme

L'initiative Spotlight appui le Ministère en matériels et consommables informatiques

La Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, Mme Elback Zeinabou Tari Bako, a présidé, hier matin à son Cabinet, la cérémonie de réception d'un don offert par quatre agences du système des Nations Unies chargées de la mise en œuvre de l'Initiative SpotLight au Niger. Ce don est composé d'ordinateurs, d'imprimantes, de photocopieurs, de vidéoprojecteurs et de mobiliers de bureau.

A l'ouverture de la cérémonie, la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, M. Elback Zeinabou Tari Bako a, dans son discours, rappelé que l'initiative spotlight est mise en œuvre pour éliminer toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles et pour la réalisation de l'agenda 2030 sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Elle précise que ce don « permettra de renforcer les capacités des services à mieux s'organiser et à

mener la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) avec plus d'efficacité».

Par ailleurs, la Ministre de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfant a souligné que cet important lot de matériels destiné à la portion centrale et aux directions régionales, matérialise et renforce une fois de plus, le partenariat global entre l'Union Européenne et les Nations Unies pour soutenir les efforts du Niger dans le domaine des VBG. Elle a rassuré ses partenaires que ce matériel sera utilisé à bon escient par ses services afin « de bien jouer leur rôle de leader dans la mise en œuvre de l'initiative Spotlight » dans notre pays. Pour sa part, le coordonnateur résident du système des Nations Unies au Niger, Mme Khardiata Lo N'Diaye, a souligné cet appui



Lors de la remise du don

Farida Ibrahim / ONEP

conjoint de l'Union européenne et du système des Nations Unies au Niger vise à outiller les femmes et les hommes qui travaillent au quotidien, et à aider les victimes de violence dans les communes les plus reculées du pays. Elle a aussi indiqué que « dans nos sociétés où les femmes ont pour rôle de transmettre les valeurs aux enfants, nous devons les mettre à l'abri des vulnérabilités et de la violence ».

Mme Khardiata Lo N'Diaye a enfin expliqué que dans ce contexte de covid19, nous devons, ensemble, trouver les stratégies et solutions « pour traquer les vulnérabilités, assister les femmes et les filles dans les communes les plus reculées, impliquer les communautés et ne pas laisser l'insécurité condamner à l'oubli les femmes et les filles des régions de Tillabéry, Tahoua, Zinder et Maradi ».

Les ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, vidéoprojecteurs et mobilier de bureau offerts, s'ajoutent à un véhicule tout terrain qui sera livré dans les prochains mois et à trente-six motos destinées aux directions régionales du Ministère à Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Le personnel du Ministère en charge du suivi des cas de violences basées sur le genre dans les régions disposera ainsi d'équipements de travail qui faciliteront un suivi régulier des cas de violence au niveau des communes d'interventions de l'initiative Spotlight au Niger.

Farida Ibrahim Assoumane



En 2020, le programme s'est attelé à maintenir un engagement avec les médias principaux médias nationaux autour du programme Niger : Le Sahel, l'entretien web, La Roue de l'histoire et Actu Niger en presse écrite/en ligne. Des spots ont également été diffusés dans certaines télévisions identifiées pour leur audience, a des heures de grande écoute : Télé Sahel (télévision nationale) ; Canal 3 ; RT Tambara et RT Ténééré.

Du 23 novembre 2020 au 22 décembre 2020, un partenariat payant avec Actu Niger (média en ligne) a permis de diffuser une bannière générique sur l'Initiative Spotlight, avec un lien vers le site web Global Spotlight.

Le media Actu Niger nous a communiqué les statistiques liées à cette insertion : 18 324 clicks vers le site web de l'Initiative Spotlight et une impression potentielle de 2 438 308 vues en deux mois.

 A screenshot of the Joomla! administration interface. The top navigation bar includes 'System', 'Users', 'Menus', 'Content', 'Components', 'Extensions', and 'Help'. The user is logged in as 'ActuNiger'. The main heading is 'Banners: Edit'. Below the heading are several action buttons: 'Save', 'Save & Close', 'Save & New', 'Save as Copy', 'Versions', 'Close', and 'Help'. The banner details are as follows:

- Name: SPOTLIGHT
- Alias: spotlight
- Max. Impressions: Unlimited (checked)
- Total Impressions: 2438308 (with a 'Reset impressions' button)
- Total Clicks: 18324 (with a 'Reset clicks' button)
- Client: SPOTLIGHT
- Purchase Type: -- Use Client Default --
- Track Impressions: No
- Track Clicks: No

 At the bottom, there is a status bar showing 'View Site', '0 Visitors', '1 Administrator', '0 Messages', and 'Log out'. The footer indicates 'Joomla! 3.9.24 — © 2021 ActuNiger'.

Au-delà du branding, la visibilité de la DUE a été mise en avant durant la campagne des 16 jours d'activisme, avec un appel de l'Ambassadeur à la sensibilisation du public et à l'action contre les violences basées sur le genre.



Enfin, Le programme Niger a été invité à partager son expérience de diffusion et amplification de contenus via les plateformes digitales durant la série de webinaires Global Learning Sessions organisés en novembre par le Secrétariat de l'Initiative Spotlight.

À l'interne, une dynamique de collaboration a été mise en place pour faciliter et renforcer le partage de ressources de communication (messages clés, contenu des médias sociaux, bibliothèque de photos et de vidéos, événements d'engagement) entre agences à travers un dossier google régulièrement mis à jour avec les contenus produits pour la visibilité du programme du Niger.



<http://bit.ly/3jDgQ6a>

c) Campagnes



En octobre 2020, des messages sur la violence contre les femmes et les filles, sous ses formes les plus courantes au Niger, ont été ajoutés aux scripts de trois épisodes d'un nouveau feuilleton web très populaire Xaraconte diffusée sur Facebook et sur YouTube. Les trois épisodes ont été vus par 68 520 personnes au total sur les deux plateformes.


<https://www.facebook.com/dariakasheni>

d) Histoires de vie

- **Les clubs Dimitra pour se retrouver et retrouver sa place dans la société (Pilier 3, Activité 3.2.14)**

Dans la commune de Wacha, région de Zinder, l'histoire de Fassouma Habou, 27 ans, est loin d'être une exception. Du jour au lendemain, son époux a décidé de quitter leur domicile à Kabaré pour partir en exode au Nigeria voisin. Dans cette partie du Niger, le phénomène des exodants est très courant et beaucoup de pères de famille quittent leurs foyers pour de longues périodes, souvent des années, laissant femmes et enfants dans une vulnérabilité extrême. « Mon mari ne subvenait pas à mes besoins quotidiens et ceux de nos enfants, mais en partant c'était pire car il nous a simplement abandonnés et laissés à nous-même » confie Fassouma.

Pour tenter de s'en sortir, la jeune femme s'adonne à un petit commerce de Moringa, qu'elle finit par abandonner car il ne lui rapportait pas grand-chose. Sans revenus, la jeune femme est encore plus vulnérable ; « j'ai commencé à quémander de gauche à droite pour assurer un minimum vital à ma famille. Je n'aimais pas cela, mais je devais le faire pour survivre. J'étais obligée de toujours demander l'aide des autres pour couvrir les frais de santé de mes enfants ». Une précarité qui finit par la pousser à quitter la maison de son mari pour retourner vivre dans sa famille, avec ses enfants. C'est dans son village qu'elle croise Monsieur Magagi, un des responsables de Club Dimitra qui n'est pas insensible à la vulnérabilité de cette mère de famille.

« Dès que Monsieur Magagi m'a parlé du club et des rencontres qu'ils organisaient chez le chef de village pour parler de nos problèmes et de leurs activités ; j'ai été intéressée et lui ai dit que je voulais être membre. » Très vite, Fassouma retrouve dans le club l'espace

dont elle avait besoin pour se confier et être accompagnée pour donner un nouvel élan à sa vie de famille : « Cela a vraiment été un véritable changement pour moi d'être avec des gens qui ont su m'écouter, me conseiller, me guider pour que je puisse désormais me prendre en charge et subvenir à mes propres besoins. »

Désormais membre du club Dimitra, Fassouma se fait remarquer par son dynamisme et sa motivation à apprendre de nouvelles compétences. « Le club a transformé ma vie ! J'ai bénéficié de plusieurs formations pour maîtriser la fabrication de la potasse mais aussi des articles de notre vannerie traditionnelle que je peux vendre pour gagner de l'argent. De plus, comme je suis devenue leader, le club m'appuie en me donnant des frais de taxi pour couvrir mes déplacements. »

Un nouveau départ qui a redonné à Fassouma, l'estime de soi et une plus grande confiance en l'avenir. Elle est devenue un des leaders de son club et lorsque son mari finit par rentrer au village après plusieurs mois, Fassouma accepte de retourner au domicile conjugal. « Les médiations de ma belle-famille ont fini de me convaincre de retourner chez lui, mais avec les conseils des autres membres de mon club, j'ai parlé à mon mari pour attirer son attention sur ma situation difficile durant son absence. Je lui ai demandé de m'autoriser à poursuivre mes activités génératrices de revenus, pour en faire profiter toute notre famille, et il a accepté ! »

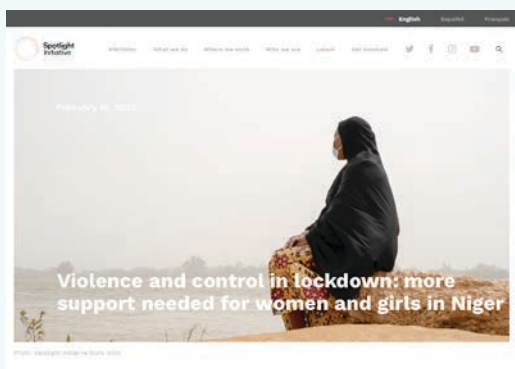
À Kakibaré, il existe désormais cinq clubs Dimitra dont trois clubs de femmes et deux clubs de jeunes hommes. Chaque club compte 30 membres dont deux leaders comme Fassouma. Les problèmes de chacun des membres sont identifiés et discutés devant une assemblée villageoise chez le chef du village. Ces rencontres offrent l'occasion et le lieu pour la communauté d'être sensibilisée aux formes de violences basées sur le genre et, tous ensemble, de trouver des solutions à celles jugées les plus préoccupantes. La mobilisation communautaire, la recherche commune de solutions par la réflexion et le dialogue, la communication et l'action collective sont les fondations de ces clubs Dimitra.

« Je suis la première bénéficiaire de ce programme dans mon village et j'en suis fière. Je tenais à témoigner à l'ensemble des participants combien cette initiative a apporté un changement dans ma vie. Maintenant je sais que même si mon mari repart en exode, je pourrai m'en sortir. » conclut fièrement Fassouma. »

Dans le cadre de l'Initiative Spotlight, plus de cinq-cent clubs Dimitra sont implantés dans 98 Villages dans les régions de Tillabéry, Tahoua, Maradi et Zinder. Des hommes et des femmes, jeunes et moins jeunes sont sensibilisés aux violences basées sur le genre et, compte tenu du contexte, aux mesures préventives de la COVID-19. Les 23 975 adhérents, dont une majorité de femmes et de filles, sont accompagnés par des encadreurs formés sur les VBG et les techniques de formation, contribuant ainsi à réduire considérablement ou à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

Par Fatimata Boubacar Seyni, Communication Analyst, ONUFemmes.

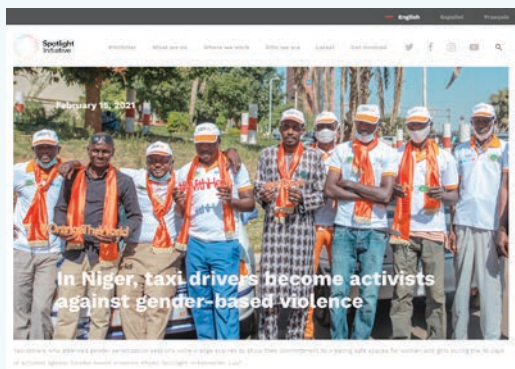
- **Violence and control in lockdown: more support needed for women and girls in Niger (Pilier 4, Activité 4.1.3)**



En mars 2020, 120 plaintes ont été déposées auprès de la Division de la police nationale pour la protection des mineurs et des femmes. 19 de ces plaintes concernaient des violences domestiques ou liées au confinement. C'est le cas de Zeybab.

<http://bit.ly/2ZUy6uV>

- **In Niger, taxi drivers become activists against gender-based violence (Pilier 3)**



Abass, 33 ans, est un ancien professeur de collège qui travaille maintenant comme chauffeur de taxi à Niamey. Il a rejoint la campagne Spotlight Initiative pour les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles après avoir participé à des sessions de sensibilisation visant à mieux faire comprendre aux chauffeurs de taxi les causes et les conséquences de la violence. La campagne a permis à 50 chauffeurs de taxi de Niamey de devenir des ambassadeurs contre la violence et d'afficher sur leurs voitures des autocollants prônant la fin de la violence liée au genre.

<http://bit.ly/37Cyd2s>

- (RFI Podcast) Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Pilier 4)



Amina Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU, en tournée dans les pays du Sahel pour 2 semaines, interview réalisée par Charlie Dupiot.

<https://bit.ly/3l9dwPe>

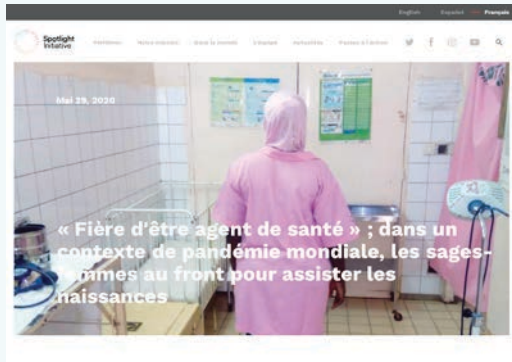
- Les jeunes Nigériennes appellent à mettre fin au mariage des enfants à l'occasion de la Journée internationale de la fille (Pilier 6 ; Activité 6.1.4)



Aux côtés de l'Initiative Spotlight, sept jeunes femmes nigériennes âgées de 21 à 30 ans ont saisi le thème 2020 : « Ma voix, l'égalité pour notre avenir », pour ensemble lancer un message contre le mariage des enfants et contre d'autres formes de violences et discriminations qui font le quotidien de trop nombreuses filles au Niger! Fadji (scientifique à la NASA) ; Nourath Nourath et Fa2MathsA (artistes slameuses) ; Débora (étudiante sage-femme) ; Yasmina (militante pour l'éducation et pour les enfants orphelins) ; Nana (militante pour les droits des personnes vivant avec un handicap) et Rachida (influenceur sur les réseaux sociaux) sont rejoint dans leur appel par Madame la Coordinatrice résidente du SNU au Niger Madame Khardiata Lo N'diaye, en cette année qui marque les 25 ans de la conférence de Beijing pour les droits de la femme.

<https://bit.ly/2SFM540>

- « **Fière d'être agent de santé** » ; dans un contexte de pandémie mondiale, les sages-femmes au front pour assister les naissances (Pilier 4 ; Activité 4.2.5)



Alors que la pandémie du COVID-19 continue d'exacerber de nombreuses inégalités dans le monde, les femmes et les filles comptent parmi celles qui en paient le plus lourd tribut. Plus vulnérables face aux répercussions socio-économiques de la crise, elles sont également plus susceptibles de subir des abus domestiques, conséquences du confinement qui a fait émerger une « pandémie de l'ombre » marquée par la violence domestique dans beaucoup de pays.



EN : <https://bit.ly/3ez4jNC> ;
FR : <https://bit.ly/2AtF28N>

e) Témoignages

- There is enormous support from the Government and their collaboration on the EU Spotlight programme, to try to make it work. They have been fully engaged. Normally some of these initiatives, you drive them; but in this case Government has engaged, has determined their priorities; and also, stakeholders will be involved in the different levels of this Spotlight programme.

Madame Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies

- Il est important que chacun comprenne que les formes de violences faites aux femmes ne concernent pas seulement les coups ou le viol. Elles prennent des formes multiples et résultent souvent par d'autres maux tels que la pauvreté, la méconnaissance, le désespoir, la maladie, l'addiction, la perpétuation des inégalités depuis des générations. Si la campagne d'aujourd'hui permet de pouvoir sensibiliser ne serait-ce que quelques personnes à ce sujet, ce sera déjà une victoire : un mari qui prend conscience, des parents qui comprennent et qui non seulement protègent mieux mais aussi transmettent leur savoir à leurs enfants, des voisins ou enseignants qui se rendent compte de leur importance pour appuyer les victimes qu'ils constatent autour d'eux, des agents de l'état qui savent mieux faire le travail en la matière.

SE. Madame Denisa-Elena IONETE, Ambassadrice de l'Union européenne au Niger

- Quand vous libérez une jeune fille de la contrainte du mariage précoce, de la contrainte d'une scolarisation limitée, de la contrainte d'une maternité précoce, vous lui donnez le moyen de progresser tout en étant encadrée au sein de sa famille et de sa société.

Khardiata Lo Ndiaye, Coordinatrice Résidente Nations Unies Niger

- I was born and raised in Niger and thanks to the hard work of my parents, I have not been a victim of child marriage and violence. If my parents have not been able to create an environment in which I felt safe, powerful, confident and protected, I would not have been able today to talk to you as a NASA scientist, Forbes under 30, at the age of 29. Thanks to my Education today, I have been able to travel around the world, study and work in many countries, learn new languages and cultures. I have come to question my own culture and our way of living and I have come to see some behaviors as a problem and barriers for women to achieve success. We need to change them. And these behaviors sometimes, they are seen as harmless, but they are still gender-based violence. Today, Education has helped me to think about sustainable solutions to gender-based violence. I want every single Nigerien girl to be able to have the same opportunity, to be free and to conquer the world, because women's condition cannot be changed by a single woman.

Fadji Maina, NASA Scientist, Spotlight Girls Advocates

- As daughters, we grow up being forced to attain perfection so as to honor our parents, our family and our society. We grow up being taught how to be a good girl so that we don't lack a husband in the future. As daughters, everything we're being taught since childhood is linked to «pleasing people», this includes the society, the in-laws and most especially a potential husband. We're taught to lower our standards, our dreams and our aspirations so that we don't seem too independent and chase the men away. We are given selected options of career orientation by our parents so that we don't become too powerful and that they'll lose control of us. Small girls are always said to : «don't ride a bicycle, you're a girl», «don't play football , you're a girl», «don't be an artist, you're a girl», «don't be too strong, you're a girl», «don't be too loud, you're a girl», «don't have too much fun, you're a girl», because where I come from if a man makes a mistake it stays a mistake, but if a woman makes a mistake, the deed will be painted right on her face forever. Where I come from, if a man can't, a woman wouldn't be able to either. Where I come from, a woman is a product of culture!

Mariama Boubacar, 18, Spotlight Girls Advocate

- Nous savons qu'il s'agit d'une pratique ancestrale, mais il existe dans la tradition, des traditions positives et des pratiques ayant des conséquences néfastes sur notre vie et notre santé, ainsi que celles de nos filles. C'est le cas de l'excision. Aujourd'hui, je fais appel à vous, pour qu'ensemble nous bannissons les mutilations génitales pratiquées sur nos filles.

Fati Mariko, artiste, militante anti MGF

- Nous avons tous un rôle à jouer pour prévenir et mettre fin à la violence contre les femmes et les filles. Je me joins à l'Initiative Spotlight en appelant à cesser de perpétuer des actes de violence envers les femmes et les filles. Aux hommes, nous demandons de maîtriser leurs émotions et de soutenir les femmes et les filles. Ensemble, nous pouvons et devons prévenir la violence partout, tout en nous efforçant de surmonter la crise du COVID-19. Les femmes et les filles sont nos mères, nos soeurs... Les femmes et les filles sont avec nous.
Abdoulrazak Issoufou Alfaga, Champion du monde de Taekwondo, Ambassadeur national Unicef Niger



Crédit photo : UN WOMEN

- Dans le cadre de notre association (Association des Chefs Traditionnels du Niger) nous refusons toute transaction qui puisse conduire à un règlement à l'amiable des cas de viols. Nous référons tous les cas de violence sexuelle vers la gendarmerie et la justice, pour assurer que les coupables sont déférés au niveau des tribunaux.
Honorable Mohammed Sidikou, Chef de Canton de Kouré (région de Tillabéri)
- Je me sens très utile dans la communauté depuis que j'ai commencé à suivre les sessions d'échanges en tant que fille correspondante car je suis invitée dans les réunions et cela

prouve que je suis importante. Les choses ont réellement changé depuis que je suis correspondante de protection car je me sens fière d'aider mes amies et mes soeurs et toutes les amies me respectent et chacune veut causer avec moi pour profiter des messages que je transmets. Cela à changer beaucoup de choses dans ma vie comme l'hygiène et l'assainissement et surtout le danger de mariage d'enfant car souvent c'est nous qui demandons à nos parents de nous marier dès qu'on voit une amie de la même génération se marier, même si on étudie. J'ai appris beaucoup de choses qui m'ont permis d'aider les femmes et les filles comme : l'importance d'hygiène surtout chez les femmes indisposée, connaissance des droits humains, chose qui nous a permis d'aider beaucoup de femmes et filles en cas de violation de leur droit car je sais où signaler un problème.

Habsatou Djibo, 16 ans. Fille correspondante, village de Mai yodo, commune rurale de Olléléwa (région de Zinder)

- J'ai commencé à fréquenter le cadre d'échange avec l'arrivée du Facilitateur communautaire pour la protection de l'enfant. Cela a changé des choses dans ma vie, car j'ai appris à discuter devant les personnes adultes et mes semblables de différents sujets : nos droits, le mariage précoce et la santé des femmes et des jeunes filles. Je suis une adolescente utile à ma communauté car tout ce que j'ai appris, je le partage avec elle. La plupart des parents ont progressé dans la prise de conscience grâce à mes sensibilisations.

Zouwei Idi, 15 ans. Fille correspondante, village de Maijiga, Commune de Tarka, (région de Zinder)

- Je me sens très utile dans la communauté car j'interviens beaucoup avec le Comité Villageois de Protection de l'Enfant pour les sensibilisations sur le mariage d'enfant. Les choses ont réellement changé depuis que je suis correspondante de protection car je me sens fière d'aider mes amies et mes soeurs et toutes les amies me respectent et chacune veut causer avec moi pour profiter des messages que je transmets.

Safiya Ibrahim, 15 ans. Fille correspondante, Village de Mayya da Rodjia, commune rurale de Mayahi (région de Maradi)



Safiya Ibrahim 15 ans



Azara Yahaya 33 ans

- Je suis Représentante de la fédération nigérienne des personnes vivant avec un handicap à Maradi. Je suis ravie d'avoir été invitée à participer au forum intergénérationnel organisé ici à Maradi et de pouvoir m'exprimer en public pour porter très loin la voix des personnes handicapées. Nous sommes en période électorale et je souhaite que les personnes vivant avec un handicap soient prises en compte quand on parle de loi sur le quota. Oui, notre handicap est certes un obstacle, mais il y a des intellectuels parmi nous et nous pourrions contribuer au développement de notre pays ! Merci à l'Initiative Spotlight.

Azara Yahaya, 33 ans Représentante de l'association des personnes vivant avec un handicap, région de Maradi

- Les formations sur la gestion des cas de VBG reçues en 2020, nous ont permis de nous familiariser avec la collecte des données fiables et exploitables.

Inspecteur Abdouramane Abdoulaye, point focal de la brigade des mineurs et des femmes, Gendarmerie de Maradi

- Aujourd'hui, dans tout le pays et au-delà des régions de mise en oeuvre de l'Initiative Spotlight, des brigadiers et officiers de Police sont plus sensibles aux VBG. Il était important pour nous de considérer cette dimension nationale en raison de la mobilité au sein des unités de la Police. L'autre impact inestimable des formations reçues dans le cadre de l'Initiative Spotlight, a été la qualité dans



Mahamadou Nasir Sani

la rédaction des procès-verbaux de cas de VBG. En effet, nous avons amélioré l'accueil et l'écoute des survivantes, ce qui enrichit considérablement le contenu des procès-verbaux pour aider le juge dans sa prise de décision.

Mahamadou Nasir Sani, Officier de police Chef adjoint de la division de protection des mineurs et des femmes. Police Nationale, Niamey

- La principale cause des violences dans la région et dans mon canton, est la pauvreté. Les hommes, par manque de ressources, partent en exode plusieurs années, abandonnant femmes et enfants. La femme, sans aucune nouvelle de son mari, se retrouve dans une situation où elle n'est ni divorcée, ni en ménage. Or, aucun chef traditionnel ne peut intervenir sans l'accord du parent délégué par le mari pour la gestion de son foyer en son absence. Il est nécessaire d'accompagner les femmes vers leur indépendance financière pour leur permettre de s'occuper de leurs enfants et d'elles-mêmes.



Honorable Mahamane Sani Maroussa

Honorable Mahamane Sani Maroussa, Chef du canton de Gazaoua (région de Maradi)

- La chefferie traditionnelle a de tout temps été saisie pour les questions de viols, de mariages forcés, de violences conjugales. Dans le canton de Droum, il arrive des jours où nous enregistrons plus de 10 cas de violence basée sur le genre. Nous demandons qu'on applique la loi en sanctionnant les auteurs. Pour cela, nous avons aussi besoin du soutien des autorités.



Honorable Mahaman Ali Kaoura

Honorable Mahaman Ali Kaoura, chef du canton de Droum (région de Zinder)

- Je suis, ménagère. Mon droit à la succession à la terre n'a pas été respecté. Comme j'ai assisté à la sensibilisation faite par Madame Aissata, je me suis rendue à la Clinique Juridique de Diaberi et je vous assure que j'ai été guérie. Avec l'appui conseil, la conciliation, l'implication du chef de village, j'ai été mise dans mes droits en bénéficiant de 6 parcelles de même que les autres soeurs ayant droits et cela après un conseil de famille et partage

d'héritage. J'ai été plus que satisfaite car grâce à moi, tous les membres de ma famille étaient mis dans leurs droits. Ce qui m'a plu surtout c'est le règlement à l'amiable et le professionnalisme de la Coordinatrice. Merci beaucoup !

Madame Idé Amina Adamou, Tillakaina Koira Zéno (région de Tillabéri)

- Notre Clinique Juridique est située à 100 km de la ville de Zinder, sur la frontière avec le Nigeria, une zone où beaucoup de jeunes hommes partent en exode au Nigeria. Cette localité a été très coopérative dans la mise en place du programme Spotlight. La clinique couvre 14 villages situés dans les départements de Magaria et Dungass. Nous informons les populations sur le rôle de la clinique et les VBG et nous collaborons surtout avec les leaders locaux, les relais communautaires et le tribunal d'instance. Aujourd'hui, la clinique a sauvé beaucoup de femmes, souvent même découragées de leur existence. En décembre, nous avons reçu une jeune fille mineure, mariée à un exodant qui l'a quittée pendant 5 ans, mais qui revenait chaque année pour la forcer à des relations sexuelles. Avec l'accord de la fille et de ses parents qui l'ont dénoncé et après plusieurs séances de médiation, le monsieur lui a accordé le divorce et a finalement quitté le Nigeria pour Niamey où il s'est remarié.

Adamou Harouna. Coordinateur de la Clinique Juridique de Wacha (région de Zinder)

- Le 18 décembre au soir, suite à une dispute, mon mari m'a injuriée, m'a étranglée avant de me jeter au sol, me portant des coups dont un très violent à l'oeil gauche. Ce n'était pas la première fois qu'il me faisait subir des violences, mais il n'y a pas longtemps, j'avais assisté à une séance de sensibilisation au quartier wadata sur les violences basées sur le genre et sur les mesures d'accompagnement qui existent pour nous les femmes. Donc le lendemain, je me suis rendue au CSI Wadata pour raconter mon calvaire à Hadjia (Relai) qui m'a immédiatement mise en contact avec le Coordonnateur. On m'a soigné gratuitement avec l'aide d'un Assistant social de l'ONG APBE.

Rabi Oumarou ; survivante de violence domestique, quartier Wadata (Tahoua)

- J'ai eu l'opportunité d'assister à une séance de sensibilisation sur les violences faites aux femmes et aux filles chez le chef de notre village. Elle était animée par la clinique juridique et les relais communautaires. Comme cela m'intéressait, je me suis renseignée davantage et je suis allée me confier au SCI pour leur expliquer ce que je vis dans mon foyer. Mon mari m'a battu alors que j'étais enceinte et presque à terme. Je suis allée plusieurs fois me plaindre chez le chef du village mais sans solution. Quand je suis allée chez Aichatou (Coordinatrice Clinique juridique), elle m'a conduit jusqu'à la justice. Je les remercie pour leur accueil. Ils m'ont aidée et c'est important pour moi.

Binta Hamissou, Survivante de VBG (région de Tahoua)

- Nous menons des activités de sensibilisations, d'accueils, d'écoute, d'information, d'orientation, d'accompagnement juridique et judiciaire au bénéfice des personnes victimes de VBG notamment les femmes et filles, et nous travaillons en constante collaboration

avec les centres sanitaires de Tahoua ; les services de police judiciaire ; le Tribunal de Grande Instance de Tahoua ainsi que les différents leaders locaux. Depuis notre installation en novembre 2020, nous avons eu à gérer différents incidents de VBG dont des cas de déni de ressources, des cas de violences physiques et psychologiques mais aussi des cas hors VBG.

Maina Laoual Abba Adj, Coordonnateur Clinique Juridique Tahoua commune

- Notre mission est de garantir aux populations vulnérables, notamment les enfants, les femmes, les personnes vivant avec un handicap, les personnes démunies, les détenus etc. une assistance juridique et judiciaire effective, partout au Niger. En 2020, dans le cadre d'un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), nous avons effectué une mission de collecte de données qui a sillonné les cinq (5) Tribunaux de Grande Instance et les seize (16) tribunaux d'Instance des régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder. Cela nous a permis de créer une base de données des dossiers VBG jugés et en attente de 2019 à 2020. Au total 627 dossiers de VBG jugés et 390 dossiers en attente qui ont été recensés. Nous avons également recruté et installé vingt – deux (22) coordonnateurs de cliniques juridiques ; en plus d'organiser des sessions de renforcement de capacités de tous les acteurs juridiques : présidents, procureurs et greffiers en chef des TGI présidents et procureurs délégués des TI cibles, défenseurs, Commis d'offices, et enfin les animateurs des cliniques juridiques. Il faudrait que les populations prennent conscience que les VBG doivent être dénoncées et punies. Et chacun dans la société, doit selon le degré de ses responsabilités, s'investir davantage pour faire du combat contre les VBG (un combat pour les droits humains), une réalité au Niger.

Mme Abdourahman Amina Moussa, Directrice de l'Agence Nationale de l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ)

Prochaines étapes

A la lumière des leçons apprises et des opportunités, le Programme va se focaliser sur les actions ci-dessous dans le domaine programmatique, opérationnel et managérial.

Au niveau Programmatique

- Renforcer l'engagement des jeunes à travers les réseaux sociaux/ les histoires de vie ;
- Mettre en oeuvre l'outil Advocacy scorecards et renforcer l'engagement de la société civile ;
- Rendre opérationnel le Centre de référence National pour la FO de Niamey ;
- Renforcer le sous-cluster VBG avec la participation du Programme Spotlight.

Au niveau opérationnel

- Organiser des visites conjointes sur terrain (Agences, RC, MPFPE, DUE) ;
- Conduire le processus d'élaboration du PTAB pour la deuxième phase ;
- Mettre à jour le mapping des services essentiels et évaluer les besoins des groupes de métiers y afférents ;
- Réaliser les études structurantes telles que (i) l'étude sur le cadre légal et coutumier, (ii) l'étude nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG, (iii) l'étude sur les perceptions des ménages sur les VBG ;
- Organiser la fête nationale VBG.

Au niveau managérial,

- Renforcer la coopération entre les acteurs de mise en oeuvre (RUNOs, partenaires de mise en oeuvre) ;
- Renforcer la coordination régionale ;
- Poursuivre le fonctionnement des mécanismes de coordination par pilier et créer un cadre de coordination inter-pilier sous la direction de la RC dans l'esprit de la réforme de l'ONU ;
- Renforcer la coordination entre la DUE, le RC et les RUNOs.

Annexes

Annexe A : Cadre de résultats	111
Annexe B : Matrice des risques	123
Annexe C : CSO engagement report	125
Annexe D : Modèle de rapport sur les bonnes pratiques ou les bonnes pratiques	128

Annexe A

Cadre de résultats

Outcome 1 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
Legal age of marriage						
Indicator 1.1: Laws and policies on VAWG/HP in place that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.	1.00	0.75	1.00	0.50	Une convention a été signée avec le Ministère de la Justice pour l'élaboration de l'avant-projet de loi sur les VBG en décembre 2020. Sur cette base, une étude est prévue démarrer en 2021 pour fournir un argumentaire de plaidoyer et une proposition sur les VG prenant en compte les différents aspects de cet indicateur.	
	Parental Authority in Marriage					
	1.00	1.00	1.00	0.50		
	Parental Authority in Divorce					
	0.50	0.50	0.50	0.00		
	Inheritance rights of Widows					
	0.50	0.50	0.50	0.00		
	Inheritance rights of Daughters					
	1.00	1.00	1.00	1.00		
	Laws on Domestic Violence					
	0.75	0.75	0.75	0.50		
	Laws on Rape					
	0.25	0.25	0.25	0.00		
	Laws on Sexual Harassment					
0.25	0.25	0.25	0.00			

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	National level				
Indicator 1.2: National/and/or subnational evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	Une stratégie nationale de prévention et de réponse aux VBG pour 2017-2021, assorti d'un plan d'action budgétisé avec les différents indicateurs. Cette stratégie n'est pas déclinée au niveau régional.
		National level			
	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development	
Indicator 1.3: Laws and policies are in place that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda.	Yes	Yes	Yes	Yes	La réserve sur la CEDAW demeure toujours, mais des actions de plaidoyer sont en cours pour la levée de cette réserve.
	Developed or Strengthened				
Indicator 1.1.1: Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.	0	2	1	4	Aucune loi n'a été développée. Mais, l'élaboration de l'avant-projet de loi sur les VBG est prévue en 2021.
Indicator 1.1.3: Number of draft laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination which have received significant inputs from women's rights advocates within the last year.	1	1	0	1	Aucune loi ou politique n'a été élaborée. Mais l'élaboration de l'avant-projet de loi sur les VBG est prévue en 2021.

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
	Parliamentarians					
Indicator 1.1.5: Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year.	0	30	18	90		
	Women Parliamentarians					
	0	0	3	18		
	Human Rights Staff					
	0	125	0	375		
	Women Human Rights Staff					
	Government Officials					
Indicator 1.2.2: Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.	0	0	16	60	Il s'agit des membres du comité de rédaction du guide d'élaboration des politiques sectorielles.	
	Women Government Officials					
	0	0	2	20		

Outcome 2 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
Indicator 2.1: Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	No	Yes	Yes	Yes	ONPG a été appuyé pour la réalisation d'un audit organisationnel et institutionnel. Il a été doté d'équipements pour jouer pleinement ses missions. Réalisation d'une étude sur les perceptions des acteurs et des ménages en cours.	
	Proportion of coordination mechanisms that include representation from marginalized groups					
	0%	0%	100%	100%		
	Is there a national budget allocation?					
Indicator 2.2: Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	Yes	Yes	Yes	Yes	En 2020, il a été alloué à la Direction Générale en charge du Genre (DGPF/G), 244 411 570 XOF dont 73 350 000 XOF à la Direction en charge des VBG (DPLF/MPF/PE) dans les 693 420 175 XOF accordé au MPF/PE.	
	What is the percentage of national budgets being allocated?					
	0%	0,50 %	0,01%	3,50 %		Le Budget général de l'Etat s'élève à 2.266,15 milliards de FCFA en 2020 (Loi des Finances 2020).

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	Health				
Indicator 2.3: Extent to which VAWG/HP is integrated in 5 other sectors (health, social services, education, justice, security, culture) development plans that are evidence-based and in line with globally agreed standards.	Low integration	Low integration	Low integration	Medium integration	Plan de Développement Saniare (PNDS) 2017-2021.
	Education				
	Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration	Plan Sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF) 2014-2024.
	Justice				
	Low integration	Low integration	Low integration	Medium integration	Politique sectorielle de la Justice et des Droits Humains.
	Security				
	No integration	Low integration	No integration	Low integration	
	Social Services				
	Low integration	Low integration	High integration	Medium integration	Plan d'Action de la Politique Nationale de Genre (2018- 2022) (Medium integration), Plan d'action de la Stratégie Nationale de Prévention et Réponses au VBG (2017- 2021) (High integration), Plan d'action de la Stratégie Nationale d'autonomisation Economique de la Femmes (2018-2022), (High integration), Plan d'action National de Protection de l'Enfant (High integration).
Culture					
No integration	No integration	No integration	Low integration	Programme de la renaissance culturelle.	
Indicator 2.1.1: Number of institutions that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination.	0	14	0	43	Un guide d'élaboration des politiques sectorielles révisé en 2020 a été produit pour intégrer les questions de genre/VBG/ population/migration. Un plan d'action a été élaboré pour la révision des politiques sectorielles. Ce guide devra servir de document de travail pour tous les sectoriels.
Indicator 2.1.2: Internal and external accountability mechanisms within relevant government institutions in place to monitor GEWE and VAW/HP.	No	Yes	Yes	Yes	L'opérationnalisation de l'ONPG a débuté avec la réalisation d'un audit organisationnel et institutionnel, la dotation en équipements acquis et la réalisation d'une étude sur les perception des acteurs et des ménages. Name of Mechanism: Observatoire National pour la Promotion du Genre, Topic: Genre, violence faite aux femmes et aux filles, Institution: Primature, Sector: Social Services.

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
Indicator 2.1.3: Number of strategies, new plans and programmes of other relevant sectors (health, social services, education, justice, security, culture) that integrate efforts to combat VAWG developed in line with international HR standards, within the last year.	Health					
	Low integration	Low integration	1	High integration	Services sociaux: - Plan d'Action de la Politique Nationale de Genre (2018-2022) - Plan d'action de la Stratégie Nationale de Prévention et Réponses au VBG (2017- 2021) - Plan d'action de la Stratégie Nationale d'autonomisation Économique de la Femmes (2018-2022) - Protection de l'Enfant : Plan d'action National de Protection de l'Enfant Santé : - Plan de Développement Sanitaire PDS 2017- 2021 Éducation : - Plan Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) 2014-2024 Justice : - Politique sectorielle de la Justice et des Droits Humains Culture : - Programme de la renaissance Culturelle	
	Education					
	Low integration	Low integration	4	High integration		
	Justice					
	Low integration	Low integration	1	High integration		
	Security					
	Low integration	Low integration	1	Medium integration		
	Social Services					
	No integration	No integration	1	Medium integration		
Culture						
Low integration	Low integration	0	Medium integration			
Indicator 2.1.7: Number of key government officials with strengthened capacities to integrate efforts to combat VAWG into the development plans of other sectors, within the last year.	Government Officials					
	0	200	159	250	La majorité des ateliers de formation prévus n'ont pu se tenir en raison des restrictions de mouvement et de regroupement liées à la COVID, ajouté à cela la période électorale.	
	Women Government Officials					
0	200	93	120			

Outcome 3 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1: Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner.	59,6 %	59,6 %	26%	50%	Une enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG est en cours de réalisation en 2021. Pour l'indicateur 3.1 a il a été utilisé le % des hommes qui pensent qu'il est justifiable pour un mari/homme de battre sa femme.

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	FGM				
Indicator 3.2: a) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place). b) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage.	2%	2%	2%	0 %	
	Child Marriage				
	6%	6%	6%	5%	
Indicator 3.3: Existence of with at least 3 evidence-based, transformative/ comprehensive prevention strategies/programmes that address the rights of those marginalized and are developed in a participatory manner.	No	No	Yes	Yes	
Indicator 3.1.1: Existence of a draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards.	No	Yes	No	Yes	L'élaboration d'un programme d'éducation sexuelle complet a démarré.
	In-School Programmes				
Indicator 3.1.2: Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/both inand out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights,within the last year.	0	50	0	150	En raison de la COVID-19 aucune action de sensibilisation n'a été menée au niveau des écoles.
	In-School Programmes Girls				
	0	10	0	150	
	In-School Programmes Boys				
	0	40	0	0	
	Out-of-School Programmes				
	0	19 100	26 265	76 416	
	Out-of-School Programmes Girls				
0	19 100	23 260	76 414		
Out-of-School Programmes Boys					
0	0	3 005	2		

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	National and/or Sub-National Level				
Indicator 3.1.3: Number of national and/or sub-national programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	1	1	1	Name of Programme: Programme de formation des centres des jeunes et des enseignants de l'économie familiale, including LNOB?: Yes, National/Sub-National: National.
Indicator 3.2.1: Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.	0	7 850	64 168	30 940	
Indicator 3.2.2: Number of people reached by campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, within the last year.	0	291 432	596 325	1 257 501	
	Total				
Indicator 3.2.3: Number of men and boys who regularly attend gender transformative programmes addressing violent masculinities and men's violence towards women and girls in community centres, schools and other relevant spaces, within the last year.	0	900	28	3 710	
	Men				
	0	0	0	0	
	Boys				
	0	900	28	3 710	
Indicator 3.2.4: Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction.	0	149	947	439	CVPE : 144 Clubs Dimitra : 566 Plateforme multi-acteur et clubs hommes actifs : 15
Indicator 3.2.6: Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year.	1	1	5	5	Il existe 4 clubs hommes actifs et 01 ACTN

Outcome 4 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
	Women					
Indicator 4.1: Number of women and girls, including those facing intersecting and multiple forms of discrimination, who report experiencing physical or sexual violence and seek help, by sector.	0	2 208	2 142	9 474		
	Girls					
	0	946	1 268	4 060		
	Reported					
Indicator 4.2: a) number of VAWG cases reported to the police; b) number of cases reported to the police that are brought to court; and; c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.	0	517	2.948	2 272	Compte de la situation, la police n'a pas pu collecter les données sur les cas de VBG qui ont référés à la justice. Il a été demandé à la cellule de protection de femmes et des mineurs de la police de vérifier les données qui ont collecté pour fournir ces informations.	
	Brought to Court (%)					
	0%	4.84%	0%	4.93%		
	Convictions					
	0%	52%	0%	50%		
	MIS					
Indicator 4.3: A dedicated VAWG management information system (MIS) is in place at national level which can measure number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential multi-sectoral services.	No	No	No	Yes	Le système d'information GBVIMS n'a pas encore opérationnel dans les 4 régions. Il a été installé dans 3 régions sur 4. Toutes les régions de mise en oeuvre de l'Initiative Spotlight seront couvertes en 2021.	
	Developed					
Indicator 4.1.3: Existence of national guidelines or protocols that have been developed and/or strengthened in line with the guidance and tools for essential services.	No	Yes	Yes	Yes	Procédures Opérationnelles Standards (POS) et des schémas de référencement, Developed.	
	Strengthened					
	No	Yes	No	Yes	Protocole National de prise en charge sanitaire des survivantes de VBG, Developed.	
	Government Service Providers					
Indicator 4.1.4: Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.	0	146	271	642		
	Women Government Service Providers					
	0	56	73	256		

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	a) Girls with Knowledge of ES				
Indicator 4.2.1: Number of women and girl survivors of violence and their families including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination that have increased knowledge of: a) quality essential services, and; b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months.	0	946	2 211	4 059	Les partenaires n'ont pas pu collecter les informations sur les LNOB étant donné que cet indicateur a été modifié vers la fin de l'année.
	a) Women with Knowledge of ES				
	0	2 208	4 320	9 476	
	b) Girls with Knowledge of accompaniment services				
	0	946	2 211	4 059	
	b) Women with Knowledge of accompaniment services				
	0	2 208	4 320	9 476	
	Strategies Designed				
Indicator 4.2.3: Existence of strategies for increasing the knowledge and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	No	Yes	Yes	Yes	Name of Strategy: Stratégie de communication C4D, Modality of Intervention: Communautaire, including LNOB?: Yes
	Strategies Designed that include LNOB				
	No	Yes	Yes	Yes	Name of Strategy: Procédures opérationnelles standards des services essentiels de prise en charge des survivantes de VBG, Modality of Intervention: Régional , including LNOB?: Yes

Outcome 5 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	Prevalence				
Indicator 5.1: Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time.	No	No	No	Yes	Une enquête nationale sur les VBG est prévue en 2021. Elle permettra d'avoir les informations sur la prévalence des VBG au Niger. GVBIMS ainsi que la collecte des données de routine permet d'avoir l'incidence des VBG.
	Incidence				
	No	Yes	Yes	Yes	

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	IPV				
Indicator 5.2: Existence of publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide) at country level.	No	Yes	Yes	Yes	
	FGM				
	No	Yes	Yes	Yes	
	Child Marriage				
	No	Yes	Yes	Yes	
	Femicide				
	No	No	No	No	
	National Statistics Officers				
Indicator 5.1.3: Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year.	0	10	0	30	En 2020, aucune session de formation n'a été organisée pour les statisticiens des ministères sectoriels.
	Women National Statistics Officers				
	0	2	0	6	
	Government Personnel				
Indicator 5.1.4: Number of government personnel from different sectors, including service providers, who have enhanced capacities to collect prevalence and/or incidence data, including qualitative data, on VAWG in line with international and regional standards, within the last year.	0	169	522	338	
	Women Government Personnel				
	0	50	89	100	
Indicator 5.1.5: Number of women's rights advocates with strengthened capacities to collect prevalence and/or incidence data, and qualitative data, on VAWG.	0	12	64	20	
	Government Personnel				
Indicator 5.2.3: Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year.	0	32	121	64	
	Women Government Personnel				
	0	12	33	24	

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
Indicator 5.2.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year.	0	6	11	8	

Outcome 6 Summary table

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1 Proportion of women's rights organisations, autonomous social movements and relevant CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, increase their coordinated efforts to jointly advocate on ending VAWG.	0	15	201	60	
Indicator 6.3: Proportion of women's rights organisations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG.	0%	40%	90%	100%	
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	1	2	4	Name of Dialogue: Forum de dialogue inter-générationnel "Dialogue intergénérationnel sur les violences faites aux femmes et aux filles au Niger", Including LNOB?: Yes Name of Dialogue: café Genre sur le rôle de la chefferie traditionnelle dans la prévention et la réponse aux VBG , Including LNOB?: Yes

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels, within the last year.	0	10	56	30	
	CSOs with strengthened capacities				
Indicator 6.3.1 Number of women's rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization that have strengthened capacities and support to design, implement, monitor and evaluate their own programmes on ending VAWG, within the last year.	0	10	90	30	

Annexe B

Matrice des risques

Risks	Risk Level: Very high High Medium Low (Likelihood x Impact)	Likelihood: Almost Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare - 1	Impact: Extreme - 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignificant - 1	Mitigating measures undertaken during the reporting period (please include new risks, if any)	Responsible Unit/Person
Contextual risks					
Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes	Medium	3	3	Les agences des Nations Unies ont maintenu leurs activités, sur la base du Plan de contingence inter Agences qui est lié avec celui du Gouvernement.	Coordonnateur Résident des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire /DO
Faible intérêt de plusieurs catégories de victimes pour le programme	Low	2	2	Les leaders religieux, les chefs traditionnels qui devraient être des obstacles sont engagés au côté du Gouvernement et de la société civile pour que les victimes adhèrent aux interventions du programme. Il faut maintenir leur engagement.	Les Agences et le Gouvernement (Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant)
Instabilité ou crise politique liée aux élections présidentielles	High	3	3	La situation politique est tendue actuellement avec l'organisation du deuxième tour des élections présidentielles. Il faut s'attendre à des mouvements de contestations des résultats, tant au niveau de l'opposition qu'au niveau du pouvoir en place, des arrestations des hommes politiques, des dégâts matériels, des pillages, des coupures de connexion à l'internet à Niamey et qui pourraient s'étendre aux régions. Il faut renforcer les mesures de protection des populations, encourager l'apaisement, encadrer les marches pour éviter les débordements, les casses, les dégâts matériels et les pillages, entreprendre le renforcement sur la cohésion sociale, les séances de formation sur le civisme, l'élection et consolidation de paix à l'endroit des jeunes surtout et la diffusion des messages de cohésion sociale et de paix à travers tous les canaux de communication.	ONGs, UNDP, Gouvernement, Fonds de Consolidation de la Paix
Crise/Catastrophe environnementale dans les sites	Medium	2	3	Il n'y a pas eu de crise pendant la période. Cependant il faut maintenir le renforcement des capacités sur la prévention et les systèmes d'alertes précoces.	Agences, ONGs et Gouvernement
Mouvements sociaux contre le programme	Low	1	2	La révision du programme qui tient compte des normes socio culturelles a fait baisser les tensions et l'implication des Chefs religieux et traditionnels a facilité l'acceptabilité du programme. Il faut renforcer l'implication des leaders religieux et chefs traditionnels dans la mise en œuvre des interventions du programme.	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger
Fronde des conservateurs contre le programme	Low	1	2	Le plaidoyer auprès des chefs religieux et chefs traditionnels, considérés comme des conservateurs, a occasionné une bonne adhésion aux résultats attendus du programme. Il faut maintenir l'implication et la participation effective des chefs religieux et chefs traditionnels dans les actions du programme.	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant, Association des Chefs Traditionnels du Niger
Programmatic risks					
Démobilisation des avocats du genre	Low	1	2	L'implication du Ministère de la Justice est effective. Il faut maintenir le partenariat avec l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) pour la mobilisation de tous les acteurs du secteur judiciaire (barreau des Avocats, Magistrats, Procureurs et Présidents des Tribunaux).	Agences, ONGs et Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant

Risks	Risk Level: Very high High Medium Low (Likelihood x Impact)	Likelihood: Almost Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare - 1	Impact: Extreme - 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignificant - 1	Mitigating measures undertaken during the reporting period (please include new risks, if any)	Responsible Unit/Person
Perception alimentaire du programme par les bénéficiaires	Low	1	2	Les partenaires locaux et le GRSC doivent continuer d'être des relais et poursuivre la communication autour de l'Initiative en tant que programme spécifique de lutte contre les VBG.	Agences, tous les Ministères impliqués, GRSC
Démobilisation des OCB partenaires	Low	1	2	L'implication du Groupe de référence et des OSC est dans le processus. Il faut le maintenir et les accompagner dans leur mission.	RC, Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'Enfant
Incidents de communication sur les intentions du programme	Low	1	2	La révision du programme a permis de tenir compte des normes socioculturelles acceptées qui favorisent la communication sur les intentions du programme. Il faut continuer dans ce sens.	Agences
Accidents dans les actes de chirurgie qui discréditent l'action	Low	1	2	Le renforcement des capacités sur site et la supervision des acteurs permet d'éviter des gestes contre la déontologie des praticiens en matière de prise en charge des FO et des Prolapsus. Il faut continuer à minimiser les risques.	Agence, Ministère de la Santé
Incidents dans la gestion des ressources confiées aux OCB	Medium	3	4	Les micro-évaluations des ONGs partenaires ont été faites. Il faut cependant continuer le renforcement de leurs capacités sur les procédures de gestion et régulariser les vérifications ponctuelles.	Agences (Opérations et Programmes)
Institutional risks					
Changement de majorité politique et remise en cause des acquis du programme en matière de plaidoyer	Low	2	2	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme. Il faut maintenir le plaidoyer avec les leaders religieux et les chefs traditionnels. Avec les élections législatives, il faut s'attendre à de nouveaux parlementaires au sein de la majorité pour lesquelles il faut intensifier le plaidoyer pour le programme.	RC, Agences
Faible transfert des ressources aux communes	Low	1	1	Les communes n'ont pas été identifiées comme partenaires de mise en œuvre. Cependant leur implication est sollicitée et leurs actions dans les domaines d'intérêts du programme seront comptabilisées.	Agences
Changement de majorité politique dans les communes et remise en cause des acquis du programme	Low	1	1	Les influenceurs des décisions politiques que sont les leaders religieux et les chefs traditionnels sont en faveur du programme ainsi que les jeunes et la société civile. Il faut maintenir le plaidoyer auprès de ces influenceurs.	Agences, Ministères
Fiduciary risks					
Inflation dans le pays	Medium	3	3	Renforcer les négociations pour la stabilisation des pays du Sahel avec accent sur les ouvertures des frontières avec le Nigéria, pour la libre circulation des biens et des hommes.	Gouvernement

Assumptions: Mise à disposition des fonds spotlight dans les délais ; synergie entre les agences d'exécution, paix sociale et sécurité dans le pays et dans les sites, absence de catastrophe naturelle ou sécuritaire, présence des médias de masse dans les sites, présence des OCB formelles dans les sites, présence d'une masse critique de consultants et d'experts sur le plan local, disponibilité des profils des avocats du genre dans les communes d'intervention, stabilité ou appréciation du cours du dollar, stabilité du niveau des prix.

Annexe C

CSO engagement report

Outcome	Output	Name of Civil Society Organisation (CSO)	Type of CSO (see definition below table)	Total Award Amount (USD) (see definition below table)	Name of Recipient UN Organisation (RUNO) funding the CSO	Modality of Engagement (see definition below table)	Is this CSO woman-led and/or women's rights organisation (WRO)/ feminist CSO? (see definition below table)	Is the CSO a new or existing partner? Please indicate if the RUNO has/has not partnered with the CSO prior to the Spotlight Programme start. (see definition below table)	Primary Vulnerable/ Marginalised Population Supported by Award (see explanation below table)
OUTCOME 1: Legislative and policy frameworks, based on evidence and in line with international human rights standards, on all forms of VAWG and harmful practices are in place and translated into plans.									
Output 1.1: National and regional partners have strengthened evidence-based knowledge and capacities to assess gaps and draft new and/or strengthen existing legislations on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination that respond to the rights of the most groups facing multiple and intersecting forms of discrimination and are in line with international human rights standards and treaty bodies' recommendations.									
Output 1.2: National and/or sub-national partners are better able to develop evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG in line with international human rights standards with M&E frameworks, increase financing and allocate appropriate budgets for their implementation, including for those groups facing intersecting and multiple forms of discrimination.									
Output 1.3: National, sub-national and/or regional partners have greater knowledge and awareness of human rights obligations and are able to draft laws and/or policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda.									
OUTCOME 2: National and sub-national systems and institutions plan, fund and deliver evidence-based programmes that prevent and respond to VAWG and harmful practices, including in other sectors.									
Output 2.1: Key officials at national and/or sub-national levels in all relevant institutions are better able to develop and deliver evidence-based programmes that prevent and respond to VAWG, especially for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, including in other sectors.									
Output 2.2: Multi-stakeholder national and/or sub-national coordination mechanisms established at the highest level and/or strengthened that are adequately funded and include multisectoral representation and representation from the most marginalized groups.									
Output 2.3: Partners (parliamentarians, key government officials and women's rights advocates) at national and/or sub-national levels have greater knowledge, capacities and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG.									
OUTCOME 3: Gender-equitable social norms, attitudes and behaviors change at community and individual levels to prevent VAWG and HTPs.									
Output 3.1: National and/or sub-national evidence-based programmes are developed to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviors, including on Comprehensive Sexuality Education in line with international standards, for in- and out-of-school settings.									
Output 3.2: Community advocacy platforms are established/strengthened to develop strategies and programmes, including community dialogues, public information and advocacy campaigns, to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviors, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction, self-confidence and self-esteem, and transforming harmful masculinities.									
3	3,2	APBE	National	\$ 465 487	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Existing	Refugies Migrantand IDP women and girls
3	3,2	CADEL	National	\$ 122 079	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Existing	Rural women and girls
3	3,2	PLCE/F	National	\$ 87 302	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Existing	Rural women and girls
3	3,2	ADKOUL	National	\$ 100 587	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Existing	Rural women and girls
3	3,2	APAC NIGER	National	\$ 96 692	UN WOMEN	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Existing	Women and girls in communities
3	3,2	AEDL Espoir	National	\$ 102 902	UN WOMEN	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO	Existing	Rural women and girls

Outcome	Output	Name of Civil Society Organisation (CSO)	Type of CSO (see definition below table)	Total Award Amount (USD) (see definition below table)	Name of Recipient UN Organisation (RUNO) funding the CSO	Modality of Engagement (see definition below table)	Is this CSO woman-led and/or women's rights organisation (WRO)/ feminist CSO? (see definition below table)	Is the CSO a new or existing partner? Please indicate if the RUNO has/has not partnered with the CSO prior to the Spotlight Programme start. (see definition below table)	Primary Vulnerable/ Marginalised Population Supported by Award (see explanation below table)
3	3,2	ACTN	National	\$ 498 366	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Traditional leaders led CSO	Existing	Mobilization of local Communities to prevent GBV
3	3,2	ACTN	National	\$ 169 321	UNFPA	Implementing Partner (IP)	Traditional leaders led CSO	Existing	Mobilization of local Communities to prevent GBV
3	3,2	CONGAFEN	National	\$ 251 892	UN WOMEN	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	New	Rural Women and girls
3	3,2	CONIPRAT	National	\$ 372 699	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	New	Rural Women and girls
3	3,2	KALANGOU	National	\$ 154 883	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	New	Rural Women and girls
SUB TOTAL 3.2				\$ 2 422 210					
Output 3.3: Decision makers in relevant institutions and key informal decision makers are better able to advocate for implementation of legislation and policies on ending VAWG and for gender-equitable norms, attitudes and behaviors, and women and girls' rights.									
OUTCOME 4: Women and girls who experience violence and harmful practices use available, accessible, acceptable and quality essential services, including for long-term recovery from violence.									
Output 4.1: Relevant government authorities and women's rights organizations at national and sub-national levels have better knowledge and capacity to deliver quality and coordinated essential services, including SRHR services and access to justice, to women and girls' survivors of violence, especially those facing multiple and intersecting forms of discrimination.									
Output 4.2: Women and girls survivors of violence and their families are informed of and can access quality essential services, including longer-term recovery services and opportunities.									
4	4,2	APBE	National	\$ 740 734	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Existing	Refugies Migrantand IDP women and girls
4	4,2	ANDDH	National	\$ 59 144	UNDP	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	New	Women and girls in communities
4	4,2	CESAO	Tillabéri	\$ 72 014	UNDP	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	New	Rural Women and girls
4	4,2	ADKOUL	Maradi	\$ 71 769	UNDP	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	New	Rural Women and girls
4	4,2	EDDER	Tahoua	\$ 64 660	UNDP	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	New	Rural Women and girls
4	4,2	ACP	Zinder	\$ 76 233	UNDP	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	New	Rural Women and girls
SUB TOTAL 4.2				\$ 1 084 554					
OUTCOME 5: Quality, disaggregated and globally comparable data on different forms of VAWG and harmful practices is collected, analysed and used in line with international standards to inform laws, policies and programmes.									
Output 5.1: Key partners, including relevant statistical officers, service providers in the different branches of government and women's rights advocates have strengthened capacities to regularly collect data related to VAWG in line with international and regional standards to inform laws, policies and programmes.									

Outcome	Output	Name of Civil Society Organisation (CSO)	Type of CSO (see definition below table)	Total Award Amount (USD) (see definition below table)	Name of Recipient UN Organisation (RUNO) funding the CSO	Modality of Engagement (see definition below table)	Is this CSO woman-led and/or women's rights organisation (WRO)/ feminist CSO? (see definition below table)	Is the CSO a new or existing partner? Please indicate if the RUNO has/has not partnered with the CSO prior to the Spotlight Programme start. (see definition below table)	Primary Vulnerable/ Marginalised Population Supported by Award (see explanation below table)
5	5,1	APBE	National	\$ 140 540	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/feminist CSO but not woman-led	Existing	Refugies Migrantand IDP women and girls
SUB TOTAL 5.1				\$ 140 540					
Output 5.2: Quality prevalence and/or incidence data on VAWG is analysed and made publicly available for the monitoring and reporting of the SDG target 5.2 indicators to inform evidence-based decision making.									
OUTCOME 6: Women's rights groups, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, more effectively influence and advance progress on gender equity and women's empowerment, and ending VAWG.									
Output 6.1: Women's rights groups and relevant CSOs have increased opportunities and support to share knowledge, network, partner and jointly advocate for gender equity and women's empowerment, and ending VAWG, more specifically, with relevant stakeholders at sub-national, national, regional and global levels.									
6	6,1	SOS FEVVF	National	\$ 37 441	UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Existing	Rural women and girls
SUB TOTAL 6.1				\$ 37 441					
Output 6.2: Women's rights groups and relevant CSOs are better supported to use social accountability mechanisms to support their advocacy and influence on prevention and response to VAWG and gender equality and women's empowerment more broadly.									
6	6,2	SongES Niger	National	\$ 254 339	UN WOMEN	Implementing Partner (IP)	No information available	Existing	women's rigths defender's group
SUB TOTAL 6.2				\$ 254 339					
Output 6.3: Women's rights groups and relevant CSOs representing groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization have strengthened capacities and support to design, implement and monitor their own programmes on ending VAWG.									
PROGRAMME MANAGEMENT COSTS (including pre-funding) - NOTE PMC funds dispursed to CSOs in 2020.									
Prefunding									
TOTAL AWARDS TO CSOs				\$ 3 939 084					

Annexe D

Modèle de rapport sur les bonnes pratiques ou les bonnes pratiques

État d'une pratique: pratique bonne ou prometteuse?

L'ensemble de critères suivant vous aidera à déterminer si la pratique est une bonne pratique:

	Innovation, expérience	Pratique prometteuse	Bonnes pratiques	Politiques, principes, normes
Niveau de preuve	Preuve objective minimale, inférences d'expériences et de contextes parallèles. Les leçons apprises doivent être tirées.	Non prouvé dans plusieurs contextes, preuves anecdotiques, témoignages, articles, rapports. Enseignements tirés existants qui doivent être approfondis.	Preuve de l'impact de plusieurs contextes, plusieurs évaluations, méta-analyse, examen d'experts, analyse coût-efficacité, critères de bonnes pratiques. Les leçons apprises intégrées.	Éprouvé dans plusieurs contextes, études de réplication, preuves quantitatives et scientifiques.
Potentiel de répliquabilité et applicabilité	Nouvelle idée, aucune expérience antérieure, risque le plus élevé.	Risque élevé, mais potentiel pour une enquête plus approfondie.	Reproductibilité démontrée, risque limité de reproductibilité.	Toujours reproductible, largement applicable.

Adapté de Hancock, J. (2003): *Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank's Rural Strategy. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.*

Guide et modèle sur les pratiques innovantes, prometteuses et bonnes

En tant que fonds de démonstration, l'Initiative Spotlight vise à démontrer comment un investissement significatif, concerté et complet pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles (EVAWG) et l'égalité des sexes peut faire une différence durable dans la vie des femmes et des filles et dans la réalisation de tous ODD. Il est donc essentiel que les pratiques innovantes, prometteuses et bonnes, dans le domaine de l'EVAWG et dans le contexte de la mise en œuvre d'une « nouvelle façon de travailler », aient le potentiel d'adaptabilité, de durabilité, de reproductibilité et de mise à l'échelle¹¹. C'est à la fois au sein du système des Nations Unies et avec diverses parties prenantes afin de maximiser le potentiel de transformation de l'Initiative. Il est essentiel que ces pratiques soient documentées et largement partagées pour leur adoption et leur amélioration continue afin de contribuer à la base de preuves et d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

Ce bref guide et ce modèle garantissent une compréhension commune des « pratiques innovantes, prometteuses et/ou bonnes » dans l'initiative Spotlight. Il fournit un ensemble de critères pour déterminer si une pratique est innovante, prometteuse ou bonne, ainsi qu'un modèle de documentation. Veuillez consulter les définitions ci-dessous et le diagramme pour plus de précision¹².

Définition d'une pratique innovante

Une pratique innovante est une nouvelle solution (méthode / idée / produit) avec la capacité de transformation d'accélérer l'impact. L'innovation peut impliquer de meilleures façons de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés ; peut être alimenté par la science et la technologie ; ou peut impliquer de nouveaux modèles sociaux et commerciaux, des connaissances comportementales ou des améliorations révolutionnaires dans la fourniture de services et de produits essentiels, entre autres solutions. Cela ne doit pas nécessairement impliquer la technologie ; le plus important est que l'innovation est une rupture avec la pratique antérieure avec le potentiel de produire un impact positif significatif¹³.

Définition d'une pratique prometteuse

Une pratique prometteuse a démontré un haut degré de succès dans son cadre unique, et la possibilité de réplication dans le même cadre est garantie. Il a généré des données quantitatives montrant des résultats positifs sur une période donnée. Une pratique prometteuse a le potentiel de devenir une bonne pratique, mais elle n'a pas encore suffisamment de recherche ou de réplication pour permettre une adoption plus large ou une mise à l'échelle. À ce titre, une pratique prometteuse intègre un processus d'apprentissage et d'amélioration continus.

Définition d'une bonne pratique

Une bonne pratique n'est pas seulement une bonne pratique, mais une pratique qui a fait ses preuves et qui produit de bons résultats et qui est donc recommandée comme modèle. C'est une expérience réussie qui a été testée et validée, au sens large, qui a été répétée et mérite d'être partagée, afin qu'un plus grand nombre de personnes puisse l'adopter.

¹¹ Principes directeurs sur les bonnes pratiques, UNHCR. 2019. Accessible ici: <https://www.unhcr.org/5d15fb634>

¹² Modèle de bonnes pratiques, FAO. 2016. Accessible ici: <http://www.fao.org/3/a-as547e.pdf>

¹³ Veuillez consulter le « Guide de l'Initiative Spotlight sur l'innovation » pour plus d'informations.

Title of the Promising or Good Practice	Partenariat avec la police et la gendarmerie pour une meilleure audition des survivantes et la collecte des données à propos de VBG
<p>Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>La lutte contre les Violences faites aux femmes et aux filles nécessite une mobilisation multi secteurs et multi acteurs (santé, justice sécurité, psychosocial y compris l'insertion sociale et économique). Au Niger cette chaine est marquée par la présence effective des acteurs suivants : (1) chefs de cantons et groupements appuyé par les point focaux et les parajuristes communautaires (2) les centres de santé intégrés (3) les parajuristes et les bureaux d'assistance juridiques et judiciaires - avec cet ensemble on constate une cassure au niveau de la chaine juridique et judiciaires notamment le rôle de la police et la gendarmerie qui sont chargé d'accueillir les survivantes de VBG , les écouter et produire les Procès-verbaux qui seront transmis a la justice pour traitement en vue d'un procès juste et équitable.</p> <p>Dans le cadre de l'Initiative Spotlight des Protocoles d'accord de partenariat ont été signés en juin 2020 avec les premiers responsables des deux cellules des Protection de femmes et des mineurs au sein de la police et la gendarmerie (dirigées par une femme capitaine de gendarmerie et femme une commissaire police) afin de mobiliser et impliquer formellement ces deux institutions clés. Ces cellules sont au niveau central et disposent de points focaux à l'intérieur du pays soit 97 pour la gendarmerie et 107 pour la police dans toutes les régions du pays. Ces MOU contribuent aux Piliers 3, 4, 5 du programme. Les activités de formation sensibilisation et collecte de données ont démarré en juillet 2020 et la collecte des données en juillet 2020.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>Intégrer la police et la gendarmerie pour assurer une audition de qualité, rédiger des procès-verbaux, riches et complets et produire des données de qualité désagrégées sur les cas de VBG.</p> <p>Ceci afin de rendre la chaine de prise en charge effective et efficace afin que tous les cas nécessitant des procès en justice aient des dossiers solides, transmis à la justice et suivi comme cela se doit.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les cas de VBG identifiés (les femmes et les filles victimes de violences) par les chefs traditionnels dans les villages et canton sont référés au niveau des brigades de police et ou de gendarmerie ainsi que ceux qui se présentent dans les structures de pris en charge comme la santé et les ONG. - Un mécanisme communautaires de prévention et de réponse a la violence basée sur le genre est mis en place au niveau de chaque canton et au niveau de la région et regroupe les acteurs des quatre secteurs (santé, justice, sécurité, psychosocial) et appuyés par les structures communautaires (chefs traditionnels, parajuristes communautaires, points focaux cantonaux), ces mécanismes tiennent des rencontres trimestres de coordination afin d'échanger sur les actions menées et formuler des recommandations pour un meilleur impact sur les bénéficiaires , les données produites par la police et la gendarmerie aident à avoir les tendances des VBG.
<p>What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Grace à cette initiative les populations victimes de violences font recours aux services de police et de gendarmerie qui assurent un service de qualité dans le respect et en toute confiance aux survivantes conformément aux principes de respect, de sécurité, de confidentialité et de non-discrimination.</p> <p>Les populations font confiance aux services de police et gendarmerie qui reçoivent quotidiennement et les cas qui viennent soit d'eux-mêmes, soit orientés par les autres acteurs et ou services.</p> <p>Les agents de police produisent aujourd'hui des procès-verbaux riches en informations afin d'aider le juge à mieux apprécier le dossier et les conséquences de l'acte de VBG sur la personne survivante.</p> <p>Ceci montre un début de mise œuvre de l'engagement Tolérance zéro VBG des UN au Niger.</p> <p>Ce processus mis en place qui implique exclusivement les structures étatiques, communautaires qui ont reçu l'accompagnement technique de Spotlight est un gage de pérennité durabilité au profit des populations même en cas d'arrêt du programme.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Un des défis majeurs sera d'assurer la stabilité des agents de police et de gendarmerie formés et offrant un service de qualité au sein des unités.</p> <p>Pour cela des démarches sont en cours afin que les agents même en cas de mutation sur une autre région restent toujours dans l'unité de protection des femmes et des mineurs. Un recensement de l'ensemble des personnels formés en audition, rédaction des procès-verbaux d'incident VBG et collecte de données est en cours en plus les premiers responsables au niveau des régions et le niveau central seront formés en 2021 afin qu'ils comprennent mieux les enjeux et l'importance du rôle de leur élément dans la lutte contre les violences et adhèrent pour faire de la lutte contre les Violences Faites aux Femmes et aux Enfants une priorité tout comme leurs agents.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Avant l'intervention Spotlight les données collectées par la police et la gendarmerie sur les VFFF portaient uniquement sur les infractions sans faire les liens avec l'acte de VBG. - Avec l'appui de Spotlight les deux principaux acteurs produisent des données sur l'infraction et les cas de VBG (données désagrégées sur la survivante de VBG, le type de VBG selon la classification universelle, le moment de l'incident, l'auteur, les services reçus, les services de référencement et de contre référencement) les deux structures intègrent la gestion des cas VBG et renforcent le mécanisme de prise en charge des VBG. - Au vu du profil et du statut des ressources impliqués qui sont des ressources étatiques mais dont les compétences et les capacités sont renforcées cette initiative aura un impact y compris à long terme et de manière durable. - Il y a une augmentation dans la dénonciation des cas de VBG dans les postes de police et de Gendarmerie. Ces deux institutions sont considérées comme des portes d'entrée importantes pour les VBG.

Title of the Promising or Good Practice	Partenariat avec la police et la gendarmerie pour une meilleure audition des survivantes et la collecte des données à propos de VBG
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	<p>Dans tous les pays du monde et toutes les régions, les victimes vont à la police et la gendarmerie pour porter plainte, mais la mauvaise qualité de l'accueil, la faible qualité des procès-verbaux transmis à la justice ne donne pas satisfaction aux survivantes et réduit leur fréquentation à des cas de force majeure car perçu comme des services de répression. Le programme Spotlight au Niger à travailler pour emmener la police et la gendarmerie à mieux assurer leur rôle de service de protection à travers les formations et l'équipement sur la base d'un partenariat formelle gagnant-gagnant.</p>
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	<p>Cette expérience est déjà étendue à l'ensemble des régions du Niger et est répliquable et capable de produire les mêmes effets partout en s'adaptant au contexte et réalités socio politique et culturelles.</p>
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	<p>Rédiger une note de capitalisation et de bonne pratique.</p> <p>Intégrer la formation en VBG dans les écoles de formations des Forces de Défense de Sécurité.</p> <p>Equiper les structures de prise en charge des forces de défense et de sécurité en matériel informatique et appuyer la réhabilitation des locaux pour respecter les normes de confidentialité de respect et de sécurité.</p> <p>Éditer les fiche d'informations et les partager avec les premiers responsables.</p> <p>Conduire le plaidoyer pour le développement et le renforcement des services de protection pour renforcer l'adhésion des supérieurs à l'initiative.</p>
Validated (for a good practice only): <i>Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</i>	<p>Les bénéficiaires adhèrent à la portée de cette initiative qui a apporté un changement positif dans leur action de tous les jours et une meilleure prestation de services adressés aux survivants de violences basées sur le genre. Le mur de la méfiance est brisé entre les populations et la Police et Gendarmerie. Les négociations à l'amiable qui les caractérisaient sont réduites au bénéfice des victimes des VFFF.</p>
Additional details and contact information: <i>Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i>	<p>Capitaine de Gendarmerie Hadiza Morou, cheffe de la cellule de protection des femmes et des mineurs.</p> <p>Tel. +227 91 27 06 97</p>

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Théâtre radiophonique dans le contexte de la COVID-19 (pilier 3)
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Le Niger est sous état d'urgence sanitaire depuis fin mars 2020 suite à l'apparition des cas de la COVID-19 ce qui fait que les activités susceptibles de rassembler un grand public ont été suspendues. Pour obéir à cette règle, la Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Zinder a décidé de surseoir aux activités de sensibilisation sur les violences basées sur le genre dans les cinq (5) quartiers de la ville. Il a été convenu de migrer ces activités vers les médias locaux avec le même objectif celui de toucher les jeunes des quartiers cités plus haut. C'est dans cette optique que le théâtre interactif organisé en collaboration avec les jeunes scouts a été enregistré dans un studio à l'effet de le diffuser sur les radios les plus écoutées par les jeunes des quartiers cibles, puis ouvrir un débat à travers les antennes pour recueillir le maximum de réactions des auditeurs. C'est ainsi que la Radio Anfani et la Radio Gaskia ont été choisies pour réaliser deux débats interactifs. Pour une question de stratégie les deux débats ont été réalisés en raison d'un le matin et l'autre la nuit. Trois animateurs étaient dans le studio pour animer les débats. Le théâtre a été consacré aux enjeux du viol des mineurs dans la ville de Zinder, principalement dans les cinq (5) quartiers de convergence à savoir Franco, Galadimawa, Garin Malam, Sabon Gari et Kara-kara.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	L'objectif recherché à travers le théâtre interactif est d'amener les communautés, à travers les jeunes, à identifier elles-mêmes les pratiques en cours qui constituent des violences à l'égard des femmes et des filles, débattent sur les moyens à mettre en œuvre pour y mettre fin. Le théâtre interactif de Zinder a porté sur le phénomène de viol qui est devenu récurrent et qui touche des très jeunes filles.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Ce sont les jeunes filles et garçons des communautés cibles qui animent le théâtre interactif et les parents interviennent pour aider à trouver des solutions.
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Avant la COVID-19, le théâtre se déroulait dans les quartiers en plein air en présence des jeunes et des parents depuis 2019. C'est une activité très prisée par les jeunes, surtout les filles, qui leur donne l'occasion de s'exprimer sur les sujets les concernant. Mais comme les rassemblements sont interdits, il fallait trouver une alternative pour maintenir cette plateforme de discussion avec les jeunes et leurs parents. C'est aussi un espace qui permet d'informer les jeunes sur les services existants en cas de besoin, notamment les centres de prise en charge holistique des victimes appuyés par les autres agences.
What challenges were encountered and how were they overcome?	Il fallait trouver un studio pour enregistrer la pièce de théâtre. Fort heureusement, il y avait un prestataire privé qui a accepté d'enregistrer. Puis identifier les radios partenaires écoutés par les jeunes pour la diffusion et l'organisation des débats et les heures de diffusion pour une meilleure participation.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Les gens ont bien participé aux débats, en donnant des exemples des cas vécus. Depuis l'ouverture de la ligne aux auditeurs jusqu'à la fin du débat, les appels téléphoniques n'ont cessé d'être signalés sur les deux numéros mis en ligne. Pendant la quarantaine de minutes réservées pour recueillir les propositions des auditeurs devant permettre de lutter contre le viol des mineurs à Zinder, les intervenants ont, sans exception, loué l'initiative avant de faire des propositions pertinentes avec un appel à l'action contre le viol et l'impunité.
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	Cette pratique s'est bâtie sur les réalités socioculturelles dans le pays. Au Niger, les populations ont plus accès à la radio que les autres types de médias. Cette initiative a de l'impact significatif sur les populations cibles et peut être dupliquée ailleurs en tenant compte des réalités socioculturelles.
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	Oui, il faut envisager l'organisation du théâtre via la radio en alternance avec la présence physique.
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	L'implication des radios partenaires peut les inciter à intégrer cette activité dans leurs programmes réguliers puisque les auditeurs ont beaucoup apprécié.
Validated (for a good practice only): <i>Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</i>	Oui, au vu des conclusions suite à l'échange avec les auditeurs radio qui ont salué l'initiative d'organiser un débat sur des thématiques en lien avec les VBG.

Title of the Innovative, Promising or Good Practice

Théâtre radiophonique dans le contexte de la COVID-19 (pilier 3)

Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.

Personne contact M. Zakari Yaou:

yaouzakari02@gmail.com

Tel. +227 90 11 83 44



Enregistrement



Animation



Débats

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Piloting the ONE UN Reform: Prise en charge holistique des VBG - pilier 4
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	La stratégie de mise en œuvre du pilier 4 prévoit « une prise en charge holistique des survivantes avec diverses actions combinées et inter reliées pour s'assurer que toutes les survivantes bénéficient d'un paquet de services holistiques et intégrés à savoir (i) l'assistance psycho sociale, (ii) la prise en charge médicale, (iii) l'orientation juridique et judiciaire et (iv) la réinsertion socio-économique ». Elle prévoit l'installation de quatre Centres de référence de prise en charge dans les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder appelés « One Stop Center » placés sous le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, tutelle du Programme Spotlight.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Il s'agit d'apporter une réponse de proximité aux survivantes et créer la synergie d'actions entre les acteurs de prise en charge et répondre davantage à l'atteinte des résultats du Pilier 4. 20 CSI de type II ont été identifiées et renforcées en équipements de prise en charge médical, en ressources humaines à travers des Assistants Sociaux implantés en leur sein. A ce schéma, il a été implanté 22 Cliniques Juridiques au sein de ces CSI ainsi que le guichet de réinsertion socioéconomique.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Ce schéma, unique dans son genre a été rendu possible grâce à l'engagement et à la détermination de tous les acteurs à commencer par les chefs traditionnels, le gouvernement (Promotion de la femme, Santé, Justice, Police, Gendarmerie) ainsi que les organisations de la société civile (OSC). Il témoigne également de l'engagement des Agences du Système des Nations Unies à travailler ensemble dans l'esprit du « One UN ».
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Ces centres présentent ainsi beaucoup d'avantages dont la traçabilité des victimes, la réduction des déperditions et la cohérence dans le rapportage des données y relatives dans le respect de la non-discrimination et de la confidentialité des survivantes. Une équipe mobile composée de : un Gestionnaire de cas, un psychologue, une sage-femme et un juriste a été mise en place et réfère les cas au niveau des services de prise en charge. Le dispositif envisage à long termes de rattacher la dynamique de prise en charge aux Quatre (4) One Stop Center (OSC) prévus qui sont des centres de références à qui, seront référés les cas plus compliqués de prise en charge. Ces acteurs multiples et multiformes, engagés, de la base au sommet, ont été mis en réseau (cf : Cartographie qui respecte les compétences territoriales de tous les services étatiques) pour assurer un meilleur service de prise en charge des cas de VBG.
What challenges were encountered and how were they overcome?	Cette initiative exige des ressources humaines diversement qualifiée (agents de santé, de sécurité, psychologues, travailleurs sociaux, gestionnaire de cas) pour travailler en permanence. Le déploiement de ce personnel qualifié par l'Etat constitue le défi majeur.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	L'accès aux services destinés aux survivantes en un seul lieu sans perte de temps dans le respect des normes de sécurité de confidentialité, de respect et de non-discrimination.
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	Cette initiative peut s'étendre en adaptant le site d'accueil au contexte et aux réalités de la communauté bénéficiaires.
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	Oui. C'est une approche coût-efficacité et nécessite la mise en réseau avec les centres de prise en charge de niveau inférieur (non holistique)
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	Oui. Elle repose sur l'engagement des autorités, des acteurs en matière de VBG. Elle est déjà expérimentée en zone hors Spotlight (Diffa) avec des résultats satisfaisants.
Validated (for a good practice only): <i>Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</i>	Oui, lors de la mission de Tillabéri de décembre 2020, le chef de village de Daibery (aire d'intervention du centre) a exprimé toute la satisfaction de la communauté suite aux prestations offertes par le centre multifonctionnel. Aussi d'autres acteurs (UNHCR, OCHA) ont exprimé leur totale adhésion en vue de contribuer à la pérennisation des interventions.
Additional details and contact information: <i>Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i>	Madame Madakry Fatimata, Directrice Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant de Tillabéri. Tel. +227 96 88 93 18

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	50 chauffeurs de taxi ambassadeurs de la lutte contre les VBG (Pilier 6)
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	<p>En support de la Campagne des 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes, 50 chauffeurs de taxi se sont engagés à être « Ambassadeurs de la lutte contre les VFFF au Niger », après avoir assisté à une séance de sensibilisation interactive sur les causes et les conséquences de la VBG et les mécanismes de référencement pour les victimes de violence.</p> <p>Pendant les 16 Jours d'Activisme, les chauffeurs de taxi ont contribué à diffuser les messages clés de la Campagne des 16 Jours d'Activisme à Niamey en posant des affiches sur leurs véhicules et en portant des écharpes et tee-shirts aux couleurs orange, symboles de leur engagement à prévenir et à répondre à la violence contre les femmes et les filles. En outre, grâce à l'activité de renforcement des capacités, ils ont été formés pour orienter les victimes du VBG vers la police ou vers l'ONG SOS-Femmes et Enfants Victimes de Violence Familiale.</p>
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	L'objectif de cette pratique prometteuse était d'engager le chauffeur de taxi comme porte-parole de la lutte contre la VBG et de l'intégrer dans le mécanisme de référencement local des victimes de VBG.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	50 chauffeurs de taxi de la ville de Niamey qui se sont engagés à être « Ambassadeurs de la lutte contre les VFFF au Niger ».
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Les taxis sont le moyen de transport public le plus utilisé à Niamey, ainsi les chauffeurs de taxi sont souvent les premiers point de contact avec des survivantes des violences. En outre, les chauffeurs de taxi sont aussi des auteurs de violences, notamment de violences souvent verbales à l'égard de leurs clientèles qui sont pour la plupart des femmes. Ainsi, leur engagement dans la prévention et la réponse au VBG est crucial pour d'atteindre efficacement un large éventail de femmes et filles et de transformer les taxis en "lieux sécurisés".
What challenges were encountered and how were they overcome?	Les chauffeurs de taxi n'ont pas traditionnellement participé à des campagnes publiques de plaidoyer et ils sont souvent stigmatisés comme étant "agressifs". Pour les engager dans la Campagne, l'initiative Spotlight a dû gagner leur confiance. Pour ce faire, l'équipe Spotlight a tout d'abord engagé un représentant du syndicat des chauffeurs de taxi qui a ensuite expliqué l'objectif de la campagne à ses collègues. Cette stratégie a été efficace pour les engager et créer un esprit de solidarité entre eux sous une même cause : la lutte contre le VBG.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	<p>"Mon engagement ne s'arrêtera pas à la fin des 16 jours d'activisme. Je continuerai à être un ambassadeur actif de la lutte contre la violence envers les femmes et les filles, au sein de ma propre communauté et par l'intermédiaire du mouvement Spotlight Initiative des chauffeurs de taxi de Niamey".</p> <p>-Abass Mahaman Abarchi, chauffeur de taxi à Niamey, Niger</p> <p>L'initiative Spotlight a créé un groupe de 50 chauffeurs de taxi qui se sont engagés à prévenir la violence liée au sexe dans leur vie quotidienne ainsi que dans leur lieu de travail. Leur engagement a été largement remarqué non seulement par les clients des chauffeurs de taxi de Niamey, mais aussi par le grand public. L'événement a également été largement couvert par la presse.</p>
Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?	La clé du succès est de choisir un facilitateur pour la session de renforcement des capacités qui soit capable de communiquer efficacement avec la population cible et qui ait de la crédibilité auprès d'elle.
Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?	Cette pratique sera reproduite dans un proche futur soit à d'autres catégories d'hommes, soit à d'autres régions Spotlight.
Sustainable What is needed to make the practice sustainable?	Un engagement continu tout au long de l'année est nécessaire pour rénover les engagements de la population cible. Un suivi permettant de monitorer les progrès et l'évolution des perceptions est également essentiel pour mesurer le changement.
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	Les ONG (SOS-FEVVF) apprécient cette initiative car les promoteurs rendent beaucoup de services aux survivantes dans le cadre du référencement. Aussi, les usagers de ces taxis confirment leur nécessité en termes de sécurité qu'ils bénéficient et aussi de causeries éducatives réalisées pendant le trajet.
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.	<p>Mahamadou Seyni, Chauffeur de taxi.</p> <p>Tel. +227 97 47 71 45</p>

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Spotlight Girls Advocates (pilier 6)
Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	En 2020 dans un contexte de limitation des activités sur le terrain pour des raisons liées à la crise sanitaire et à la sécurité sur le territoire qui a contraint les Nations Unies à limiter les missions sur le terrain, l'Initiative Spotlight a mis en place un réseau de jeunes femmes dans le but de créer un espace sûr pour le partage d'expériences et le dialogue entre pairs sur les questions de VBG et de discriminations auxquelles sont confrontées les filles et les jeunes femmes. Réunissant des jeunes femmes non bénéficiaires directes du programme, résidant en capitale ou à l'étranger, les Spotlight Girls Advocates portent le plaidoyer contre les VBG et ambitionnent de s'élargir à d'autres jeunes femmes engagées. Bien que non relié à un groupe de la société civile, ce mouvement nouvellement créé s'inscrit parfaitement dans le cadre du pilier 6 visant à renforcer les mouvements de femmes et la société civile.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	A travers le mouvement des Spotlight Girls Advocates, il s'agit favoriser et encourager la participation des jeunes femmes comme actrices de premier plan dans le plaidoyer contre la violence ; mobiliser le grand public à travers elles et trouver les solutions endogènes aux discriminations et violences que vivent leurs concitoyennes sous ses différentes formes et dans les différentes régions. Par leur mobilisation et leur engagement, ces jeunes femmes (Génération Égalité) contribueront à résorber le fossé intergénérationnel qui existe avec les mouvements de femmes issus de la Génération Beijing. Lors de sa visite au Niger, la Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies a rappelé cet important rapprochement entre les femmes et les jeunes pour ensemble apporter des solutions aux questions de violence basées sur le genre ou encore de paix et sécurité et innovations.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	L'engagement des Spotlight Girls Advocates pour célébrer la journée internationale de la jeune fille, a permis de toucher un public international sensible au plaidoyer par l'art et s'attaquant au mariage des enfants. Le partenariat de l'Initiative Spotlight au plus haut niveau (UNDSG, Europaid), les agences récipiendaires (Directrice Générale) et leurs représentations à Bruxelles (UN WOMEN in Brussels, UN in Brussels), des partenariats globaux sur les questions de violence (GP Ending Child Marriage et le GP on ending FGM) ainsi que les personnels de l'UE ont ainsi fait écho du message des jeunes femmes. Elles ont également appelé à mettre fin aux violences au Niger en prenant la parole devant des mouvements de femmes, leaders religieux et partenaires bilatéraux au Niger lors du lancement de la campagne des 16 jours d'activisme.
What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Dans un contexte opérationnel limité, l'implication forte de jeunes citoyennes de différents profils ne faisant pas partie des cibles directes du programmes autour de l'élimination des VBG est un moyen important de toucher le grand public, mais également de mieux orienter la conversation sur les violences vers un public à la fois de femmes et de jeunes qui sont au cœur du programme.
What challenges were encountered and how were they overcome?	Le travail effectué avec les Spotlight Girls Advocates ne repose pas sur un partenariat formel puisque le mouvement n'est pas constitué en association comme traditionnellement avec les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du programme. En raison de leurs profils, la plupart étant des étudiantes ou démarrant dans le milieu professionnel, leur disponibilité peut par moments être limitée pour joindre des initiatives importantes de visibilité.
Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Les Spotlight Girls Advocates ramènent les questions de violences faites aux femmes et aux filles dans les conversations chez les jeunes vivant en milieu urbain, et utilisateurs majoritaires des réseaux sociaux.
Adaptable (Optional) <i>In what ways can this practice be adapted for future use?</i>	À terme, le mouvement pourra être ouvert à des jeunes femmes dans les régions de mise en œuvre, notamment des survivantes de violence. Il sera également intéressant d'ouvrir le mouvement de plaidoyer à de jeunes artistes -hommes notamment.
Replicable/Scale-Up (Optional) <i>What are the possibilities of extending this practice more widely?</i>	Cette initiative peut être étendue aux régions du pays. Il faut procéder par un casting pour recruter les filles répondant au profil. Les bénéficiaires de leurs interventions approuvent la pertinence en termes d'impact réel sur leur vie.
Sustainable <i>What is needed to make the practice sustainable?</i>	Oui. Parce que les animateurs sont sur place et elles peuvent recruter et former des alternates pour continuer leurs missions.

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Spotlight Girls Advocates (pilier 6)
<p>Validated (for a good practice only): <i>Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</i></p>	<p>Du point de vue des jeunes femmes engagées, cette initiative de plaidoyer autour des VBG et qui a commencé avec la célébration de la journée internationale de la fille en octobre 2020, a révélé leur potentiel comme porte-paroles et comme des voies crédibles. Pour parler de leur vécu et des violences qui touchent les femmes et les filles dans leur entourage et leurs communautés. Prenant le cas de l'une d'elle qui a été mise en avant dans un tweet de UNDSG lors de la campagne des 16 jours d'activisme, cette dernière a fait du plaidoyer digital pour la cause des femmes et des filles, notamment via les Twitter.</p>  <p>https://twitter.com/AminaMohammed/status/1332266918078676993?s=20</p>
<p>Additional details and contact information: <i>Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos.</i></p>	<p>Fatou Binetou Dia, Spécialiste Communication, Initiative Spotlight Niger: fatou.binetou.dia@one.un.org Tel. +221 77 65 54 416</p>

Title of the Innovative, Promising or Good Practice	Engager le groupe de la société civile par le biais du suivi et de l'évaluation participatifs (Pas de pilier spécifique – transversal)
<p>Provide a description of the innovative, promising, or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Le suivi et évaluation participatifs (SEP) est un processus inclusif par lequel un large éventail d'acteurs locaux et de membres de la communauté locale sont activement engagés dans les phases de suivi et d'évaluation d'un programme.</p> <p>Au Niger, le Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC) a décidé de s'engager activement dans l'application de ce processus dans le but de piloter le « Note d'Orientation Globale sur le Suivi et l'Évaluation Participatifs » et d'assurer un suivi indépendant des résultats du programme.</p> <p>Comme indiqué dans les termes de référence élaborés, cela se fera par : a) l'élaboration de tableaux de bord de plaidoyer; b) l'organisation de missions de suivi; c) la participation à la préparation des rapports réguliers du programme.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>L'objectif est d'assurer que les principes du SEP soient intégrés de façon transversale par l'Initiative Spotlight au Niger. Ainsi, les principales parties prenantes soient considérées comme de véritables titulaires de droits et agents de changement, et que leurs connaissances, leur expérience et leur expertise soient reconnues et valorisées.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Le principal acteur impliqué est le Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC), qui a développé le projet pilote SEP.</p>
<p>What makes this an innovative, promising, or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this an innovative, promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>Cette pratique est innovante car, par le biais du SEP, le programme du Niger contribuera activement à renforcer les droits et l'autonomisation des groupes défavorisés et marginalisés, y compris ceux confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination, en garantissant un alignement approprié avec le principe «ne laisser personne de côté». A travers le SEP, l'Initiative Spotlight veilla à ce que les parties prenantes locales, y compris les activistes et organisations féministes et des droits des femmes, soient engagées de manière significative et détiennent un pouvoir de décision dans le processus de la conception à la mise en œuvre d'actions correctives.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Le principal défi était de promouvoir une nouvelle vision du S&E parmi les RUNO. Pour résoudre ce défi, ce projet transversal a été présenté lors des réunions de «coordination par pilier» et sa valeur ajoutée et sa complémentarité avec le suivi traditionnel ont été expliquées. Cela leur a permis de valider ce projet et d'en accroître l'appropriation.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Le premier résultat a été l'élaboration conjointe de TDR pour le projet pilote grâce à une approche participative, impliquant un large éventail d'acteurs.</p>
<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>En adoptant les principes généraux énoncés dans la «Note d'Orientation Globale sur le Suivi et l'Évaluation Participatifs», le pilotage du SEP peut être renforcé au fil du temps en consolidant l'engagement de la société civile dans le processus de suivi.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>En adoptant les principes généraux énoncés dans la «Note d'Orientation Globale sur le Suivi et l'Évaluation Participatifs», le pilotage du SEP peut être reproduit plus largement, si les conditions préalables mentionnées dans le document sont présentes.</p>
<p>Sustainable What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Oui, il y a un engagement des membres du GRSC qui est soutenu par le MPFPE.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Oui, les résultats obtenus ont été appréciés par les Agences et les acteurs de la société civile.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the innovative, promising, or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/ videos.</p>	<p>Amadou Moumouni Soumaila, GRSC Niger: soumaila348@gmail.com</p>



Chauffeurs de taxi



Initiative Spotlight

